

Relations

POUR QUI VEUT
UNE SOCIÉTÉ JUSTE

NUMÉRO 800 FÉVRIER 2019

REGARDS CRITIQUES SUR LA SCIENCE

SCIENTISME,
MALSCIENCE,
EUGÉNISME,
L'IMPENSÉ DU VIVANT...

ARTISTE INVITÉ:
CHRISTIAN TIFFET

MONTÉE D'UN NATIONALISME FASCISANT
EN INDE

7,00 \$



Fondée en 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Depuis plus de 75 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les exclus et les appauvris. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques, environnementaux et religieux de notre époque.



7

- 5 ÉDITORIAL**
SOLIDAIRES DE GRENVILLE-SUR-LA-ROUGE Catherine Caron
- ACTUALITÉS**
- 6 LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : QUEL CHANGEMENT ?** Virginie Larivière
- 7 AU-DELÀ DU PACTE POUR LA TRANSITION** Raphaël Langevin
- 8 L'ACADIE FACE AU POPULISME DE DROITE** Julien Abord-Babin
- 10 DÉRIVE SÉCURITAIRE ANNONCÉE AU BRÉSIL** Benoît Décary-Secours
- 12 DÉBAT**
SOINS DE LONGUE DURÉE : COMMENT RELEVER LE DÉFI ?
Éric Gagnon et Guillaume Hébert
- 33 AILLEURS**
MONTÉE D'UN NATIONALISME FASCISANT EN INDE
Feroz Mehdi
- 37 REGARD**
AIDE SOCIALE AU QUÉBEC : 50 ANS DE SURPLACE
Olivier Ducharme
- 41 SUR LES PAS D'IGNACE**
APPRENDRE DES SANS-ABRI À DUBLIN
Peter McVerry
- 42 CHRONIQUE POÉTIQUE** d'Olivia Tapiero
DONNÉES
- 44 QUESTIONS DE SENS**
LES BIBLIOTHÈQUES, OASIS POLITIQUES
Anne Fortin
- RECENSIONS**
- 45 LIVRES**
- 49 DOCUMENTAIRE**
- 50 LE CARNET** de Marc Chabot
LA VIE DES LIVRES

DIRECTRICE
Élisabeth Garant

RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Ravet

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Catherine Caron

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Emiliano Arpin-Simonetti

DIRECTION ARTISTIQUE
Mathilde Hébert

ILLUSTRATIONS
Jacques Goldstyn, Léa Trudel

RÉVISION/CORRECTION
Éric Massé

COMITÉ DE RÉDACTION
Frédéric Barriault, Gilles Bibeau,
Mélanie Chabot, Eve-Lyne
Couturier, Dario De Facendis,
Jonathan Durand Folco, Claire
Doran, Céline Dubé, Lorraine
Guay, Mouloud Idir, Alexandra
Pierre, Rolande Pinard, Louis
Rousseau, Michaël Séguin,
Julien Simard

COLLABORATEURS
Gregory Baum †, André
Beauchamp, Jean-Marc Biron,
Dominique Boisvert, Marc
Chabot, Amélie Descheneau-Guay,
Anne Fortin, Olivia Tapiero,
Marco Veilleux

IMPRESSION HLN
sur du papier recyclé
contenant 100 % de fibres
post-consommation.

DISTRIBUTION
Disticor Magazine Distribution
Services

ENVOI POSTAL
Citéposte CFG

Relations est membre de la SODEP
et de l'AMÉCO.
Ses articles sont répertoriés dans
Érudit, *Repère*, *EBSCO* et dans *l'Index*
de périodiques canadiens.

SERVICE D'ABONNEMENT
SODEP (Revue *Relations*)
C.P. 160, succ. Place-d'Armes
Montréal (Québec) H2Y 3E9
514-397-8670
abonnement@sodep.qc.ca

ABONNEMENT EN LIGNE
www.revuerelations.qc.ca

TPS: R119003952
TVQ: 1006003784

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales
du Québec: ISSN 0034-3781
ISSN (version numérique): 1929-3097
ISBN (version imprimée):
978-2-924346-42-6
ISBN (version PDF):
978-2-924346-43-3

BUREAUX
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél.: 514-387-2541, poste 279
relations@cjf.qc.ca
www.revuerelations.qc.ca

Nous reconnaissons
l'appui financier
du gouvernement du Canada

Canada

POUR QUI VEUT
UNE SOCIÉTÉ JUSTE



Christian Tiffet,
Regard transhumaniste,
2019

DOSSIER

- 14** REGARDS CRITIQUES SUR LA SCIENCE
Jean-Claude Ravet
- 17** À QUELLE SCIENCE SE VOUER ?
Élisabeth Abergel
- 19** LES ROUAGES DE LA MALSCIENCE
Jean-Claude St-Onge
- 20** SORTIR LE JOURNALISME SCIENTIFIQUE DE LA PRÉCARITÉ
Pascal Lapointe
- 22** LES NOUVEAUX HABITS DE L'EUGÉNISME ?
Marie-Hélène Parizeau
- 24** POUR UNE SCIENCE EMPATHIQUE
Entrevue avec Karen Messing,
réalisée par Emiliano Arpin-Simonetti
- 24** UN AUTRE SAVOIR SUR L'HUMAIN
Gilles Bibeau
- 27** LE VIVANT, TOURMENT DE LA SCIENCE MODERNE
Olivier Rey
- 29** À L'ÉCOUTE DES PLANTES
Jacques Tassin

ARTISTE INVITÉ

Christian Tiffet est diplômé en design graphique de l'Université du Québec à Montréal. Il vit et travaille à Terrebonne. Il a collaboré avec plusieurs maisons d'édition et magazines – *Relations* entre autres, dont il a illustré quelques dossiers ces dernières années. Il s'est aussi dédié à la direction artistique des Éditions Québec Amérique et du journal *Le Devoir*, avec lequel il collabore toujours. Il a été récompensé de nombreuses fois pour l'ensemble de son travail par la Society for New Design aux États-Unis. Il consacre aujourd'hui son temps à l'illustration et au design graphique en tant qu'artiste indépendant.
<tiffet.com>

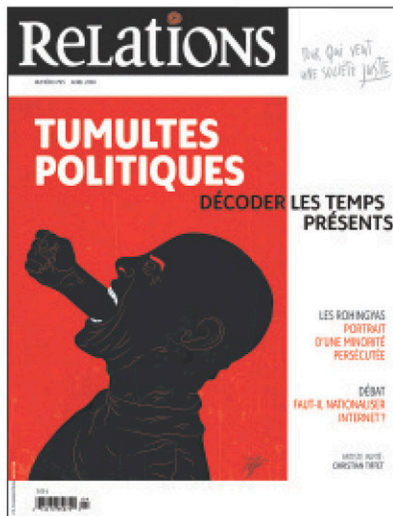


27

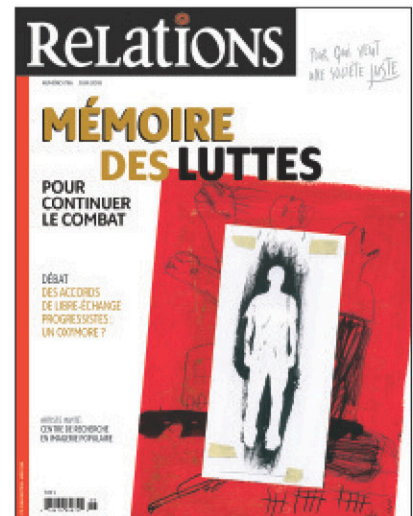
VOUS AVEZ MANQUÉ UN NUMÉRO?



794
AGIR EN COMMUN
À L'HEURE DES FRACTURES IDENTITAIRES



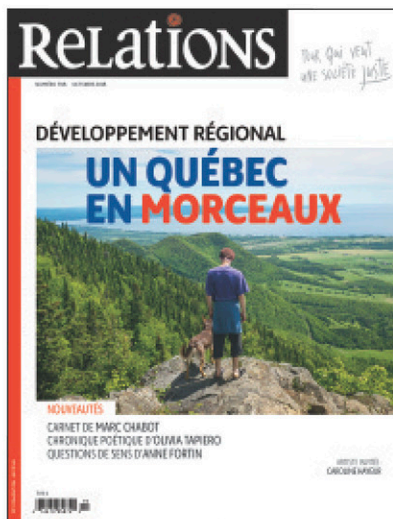
795
TUMULTES POLITIQUES
DÉCODER LES TEMPS PRÉSENTS



796
MÉMOIRE DES LUTTES AU QUÉBEC
POUR CONTINUER LE COMBAT



797
S'OUVRIR À LA CULTURE SOURDE



798
DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL –
UN QUÉBEC EN MORCEAUX



799
LES RITES AU CŒUR DU LIEN SOCIAL

LES DOSSIERS DES DERNIÈRES ANNÉES

- 785 À QUI LA TERRE? ACCAPAREMENTS, DÉPOSSESSION, RÉSIDENCES
- 786 LE RÉVEIL ÉCOCITOYEN – INITIATIVES ET MOBILISATIONS
- 787 LA TRAHISON DES ÉLITES – AUSTÉRITÉ, ÉVASION FISCALE ET PRIVATISATION AU QUÉBEC
- 788 INCURSION DANS L'ATHÉISME
- 789 VIOLENCES – ENTENDRE LE CRI DES FEMMES
- 790 AMÉRIQUES: LA LONGUE MARCHÉ DES PEUPLES AUTOCHTONES
- 791 150^e DU CANADA: CE QU'ON NE FÊTERA PAS
- 792 LE CORPS OBSOLÈTE? L'IDÉOLOGIE TRANSHUMANISTE EN QUESTION
- 793 POUR UNE DÉMONDIALISATION HEUREUSE

COMMANDEZ-LE!

CHAQUE ANCIEN NUMÉRO EST OFFERT AU PRIX DE 4\$ + taxes et frais de port.

514-387-2541 poste 234 | cleguen@cjf.qc.ca

Voir la liste complète sur notre site : revuerelements.qc.ca/boutique

VERSION NUMÉRIQUE (À L'UNITÉ) ÉGALEMENT DISPONIBLE
www.vitrine.entrepotnumerique.com
 (section Revues culturelles numériques)

SOLIDAIRES DE GRENVILLE-SUR-LA-ROUGE

Consternés. Tel était l'état d'esprit des élus et de la majeure partie des résidents de Grenville-sur-la-Rouge, dans les Laurentides, quand la Cour supérieure du Québec a jugé qu'il était prématuré de conclure que la poursuite intentée contre leur municipalité par la compagnie minière Canada Carbon, de Vancouver, était abusive. Or, s'il n'est pas abusif qu'une compagnie poursuive un petit village de 2800 habitants pour 96 millions de dollars, on se demande bien ce qui l'est, le montant réclamé équivalant à 16 fois son budget annuel.

La Cour refuse de trancher, notamment, parce que la poursuite vise une municipalité et non des individus. Elle a toutefois accepté, de façon très contestable, que la compagnie suspende la poursuite, ce qui laisse Grenville-sur-la-Rouge sous une épée de Damoclès. La municipalité s'est adressée à la Cour d'appel qui est toujours en délibéré à l'heure d'écrire ces lignes; l'affaire reste à suivre.

Mais de quoi la municipalité serait-elle donc coupable? D'abord, essentiellement, d'avoir exercé son droit démocratique d'amender son règlement de zonage pour freiner le projet de mine à ciel ouvert de la compagnie qui menace, entre autres, son environnement et ses sources d'eau potable.

Pendant les campagnes électorales, on nous parle constamment de changement. Mais ce cas, comme tant d'autres, montre bien que les forces du capitalisme néolibéral s'échinent à faire en sorte que rien *ne puisse* changer – que ce soit par voies réglementaires, législatives ou politiques – dès qu'il s'agit de mettre des limites au « droit » que s'arrogent de grandes entreprises de faire du profit au détriment de l'intérêt public et du droit des populations de décider librement et démocratiquement de leur développement sur un territoire donné.

Un arsenal juridique complet se développe à cette fin. On se sert du droit national – comme dans le cas de la gazière albertaine Questerre, qui poursuit le gouvernement du Québec pour faire lever l'interdiction de la fracturation hydraulique – ou de dispositifs comme le fameux chapitre 11 de l'ALÉNA. D'ailleurs, que ce chapitre soit absent du nouvel accord conclu entre les États-Unis, le Canada et le Mexique¹ n'est pas une mince victoire pour ceux et celles qui combattent ce type d'abus juridique permettant aux multinationales d'attaquer les réglementations des États (lire des pouvoirs publics) et de neutraliser ainsi la démocratie.

Nos États sont complices de tout ce système qui sert le « droit du plus fort », comme l'indique le titre d'un essai de haut vol écrit par Anne-Marie Voisard (Écosociété, 2018). Elle-

même une « survivante » des poursuites intentées par les minières Barrick Gold et Banro contre les éditions Écosociété et les auteurs du livre *Noir Canada*, elle y dissèque un système judiciaire « devenu une marchandise de "luxe", un "club privé", une police d'assurance pour les forces de l'oligarchie pour faire valoir en dernière instance leurs intérêts » (p. 77).

Nous verrons quels articles de cette « police d'assurance » les avocats de Canada Carbon feront valoir contre Grenville-sur-la-Rouge. Par divers recours, ils cherchent à faire confirmer la préséance de la Loi sur les mines sur toute autre loi ou disposition, en forçant la petite municipalité à se défendre à grand frais.

L'enjeu est politique et gardons-nous bien de céder au défaitisme: Ristigouche-Sud-Est a gagné son procès face à la pétrolière Gastem, qui la poursuivait pour 1,5 million de dollars pour avoir adopté un règlement interdisant les travaux d'exploration à proximité de ses sources d'eau potable. Depuis, plus de 300 municipalités se mobilisent de plus en plus – et Grenville-sur-la-Rouge a l'appui de la Fédération québécoise des municipalités – pour que leur droit de décider de leur développement en matière d'environnement, d'aménagement, d'urbanisme, etc., prime sur les intérêts et les tactiques d'intimidation des entreprises minières, gazières ou autres. Sachant que seulement 13% de notre territoire est municipalisé, on peut difficilement voir dans cette résistance une manifestation du syndrome « pas dans ma cour »: ces entreprises peuvent mener leurs activités ailleurs, là où l'acceptabilité sociale ne pose pas problème, en particulier lorsqu'il s'agit d'une zone habitée.

Elle-même éprouvée par une menace de poursuite d'une compagnie minière dans le passé², *Relations* est solidaire de ce mouvement, avec les groupes de la Coalition Québec meilleure mine qui somment d'agir le nouveau gouvernement du Québec. Ce dernier doit montrer que l'acceptabilité sociale n'est pas qu'un vain concept à *spinner* dans les communications gouvernementales; il doit réviser nos lois pour que cesse la préséance des *claims* miniers, pétroliers ou gaziers sur d'importantes considérations environnementales ou sociales, et il doit légiférer pour mettre fin à la possibilité même que de telles poursuites abusives puissent venir miner notre démocratie.

Catherine Caron

1. Le chapitre 11 est toutefois maintenu entre les États-Unis et le Mexique dans certains secteurs.
2. Lire Suzanne Clavette, « L'Affaire silicose, un dossier explosif », *Relations*, n° 747, mars 2011.



Christian Tiffet, 2019

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : QUEL CHANGEMENT ?

Le gouvernement de François Legault saura-t-il sortir des ornières des gouvernements précédents en matière de lutte contre la pauvreté ?

Virginie Larivière

L'auteure est porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté

Au lendemain des dernières élections, on a beaucoup dit que la population québécoise a voté pour le changement. Même si la formation politique de François Legault n'hésite pas à se présenter comme l'incarnation du renouveau, il est difficile d'apercevoir une quelconque rupture idéologique avec les partis qui l'ont précédée au pouvoir.

S'il est vrai que le passé est garant de l'avenir, rien ne laisse donc présager de grandes avancées pour les quelque 800 000 personnes qui ne couvrent pas leurs besoins de base reconnus.

Lorsqu'elle était sur les bancs de l'opposition, la Coalition Avenir Québec (CAQ) a voté en faveur d'Objectif emploi, un programme décrit par une pléthore d'acteurs sociaux et institutionnels parce qu'il marque le retour du *workfare* au sein de l'aide financière de dernier recours. La CAQ n'a jamais cru bon, par ailleurs, de se prononcer sur le dernier Plan de lutte contre la pauvreté, déposé en décembre 2017, laissant supposer qu'elle n'y trouve guère matière à critique. Qui ne dit mot consent ? On peut en douter.

La campagne électorale aura été l'occasion d'en savoir un peu plus sur la vision de la CAQ au sujet des enjeux de pauvreté et d'exclusion sociale. Ses réponses au questionnaire que le Collectif pour un Québec sans pauvreté a soumis aux quatre partis présents à l'Assemblée nationale montrent que le parti de François Legault, loin d'être l'empêchement de tourner en rond, loge à l'enseignement néolibérale.

On aura notamment appris que la CAQ considère l'emploi comme l'outil par excellence de lutte contre la pauvreté. Il ne saurait par contre être question d'augmenter à brève échéance – et encore moins d'un seul coup ! – le salaire minimum à 15 \$ l'heure, puisque « la meilleure solution pour améliorer le revenu moyen des familles demeure la réduction du fardeau fiscal et la création d'emplois de qualité mieux payés », peut-on lire dans sa plateforme électorale. En somme, qui ne veut pas être rémunéré au salaire minimum n'a qu'à se trouver un « emploi de qualité » !

À l'instar des derniers gouvernements, les nouveaux élus au pouvoir embrassent la vieille idée selon laquelle certaines personnes méritent plus que d'autres de recevoir un soutien financier. Dans cet esprit, la CAQ suggère d'améliorer quelques éléments du programme de Revenu de base proposé par les libéraux, mais sans renier la division qu'il scelle entre les personnes qui présentent une contrainte sévère à l'emploi et celles qui n'en présentent pas.

Au sujet de l'aide sociale, la formation politique insiste pour dire qu'il s'agit d'une aide temporaire, « le temps d'enta-

mer les démarches visant à intégrer le marché du travail », précise-t-elle dans sa réponse au questionnaire du Collectif. Elle ne s'embarrasse pas du fait que les personnes jugées sans contraintes à l'emploi doivent faire des pieds et des mains pour survivre avec des prestations qui permettent à peine de couvrir plus que la moitié des besoins de base reconnus. Ni du fait que c'est ni plus ni moins leur santé et leur espérance de vie qui sont en jeu.

Bref, en droite ligne avec les gouvernements précédents, la CAQ considère que l'individu est le seul responsable de sa situation sociale : pour améliorer son sort, il suffit de faire les bons choix et de se retrousser les manches.

Le soir de sa victoire, le nouveau premier ministre a déclaré que son gouvernement allait avoir « le cœur à la bonne place, mais les deux pieds sur terre » ; et lors du dévoilement de son premier conseil des ministres, il se vantait que sa marque de commerce serait « la proximité, l'humanité et l'ouverture ». Si tel était le cas, le premier ministre et son équipe devraient respecter l'esprit de la loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que les engage-

Vers des communautés bleues

Eau Secours invite les municipalités du Québec à devenir des « communautés bleues » dans le cadre d'une nouvelle campagne lancée à Amqui le 5 novembre dernier. Par ce geste, une ville s'engage à reconnaître le droit humain à l'eau et aux services d'assainissement ; à promouvoir des services d'eau potable et de traitement des eaux usées financés, détenus et exploités par le secteur public ; et à interdire la vente d'eau embouteillée dans les édifices publics et lors des événements municipaux. Des outils de mobilisation et un accompagnement sont offerts aux personnes qui veulent interpeller leur municipalité à ce sujet. La petite ville d'Amqui, dans le Bas-Saint-Laurent, a été la première au Québec à obtenir la certification « Communauté bleue ». Les villes de Paris, Berne, Thessalonique et Victoria, entre autres, ont rejoint ce mouvement appelé à grandir. Voir : <eausecours.org/communautes-bleues>.

Honduras : la migration ne cessera pas

L'exode des migrants du Honduras qui prennent massivement la route des États-Unis n'est pas près de se tarir, peu importe les menaces de l'administration Trump ou les contrôles policiers imposés aux frontières des pays qu'ils traversent. C'est ce qu'a rappelé récemment le jésuite hondurien et militant pour les droits humains Ismael Moreno Coto, surnommé padre Melo. Celui qui accompagne depuis plusieurs années la lutte des peuples autochtones contre les mégaprojets extractivistes et hydroélectriques dans son pays prévient que c'est le modèle de développement basé sur « l'accumulation infinie de richesses entre les mains de quelques familles » qui expulse littéralement les populations de leurs milieux de vie en privatisant biens communs et publics. Selon padre Melo, on ne pourra mettre fin à la migration massive sans un changement profond dans le pays, où près de la moitié de la population est sans emploi, et sans une véritable collaboration entre les États de la région touchés par le phénomène. (Source : Europa Press et Radio Progreso).

ments du Québec en matière de droits humains (Charte des droits et libertés de la personne, Déclaration universelle des droits de l'Homme, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels). Ça ferait changement. ☺

AU-DELÀ DU PACTE POUR LA TRANSITION

Des politiques publiques structurantes en matière de transport et de tarification du carbone sont nécessaires au Québec pour avancer sur la voie de la transition.

Raphaël Langevin

L'auteur est chercheur associé à l'IRIS et économiste à l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

Pas une journée ne passe sans qu'un article, une nouvelle étude ou une énième catastrophe naturelle ne nous rappelle l'urgence de la question environnementale. Au Québec, plus de 500 artistes, scientifiques et personnalités connues du public ont récemment signé le Pacte pour la transition, suivis par plus de 250 000 personnes au moment d'écrire ces lignes. Celui-ci vise à engager la population à adopter des pratiques individuelles plus responsables sur le plan écologique tout en demandant au nouveau gouvernement Legault d'inscrire plusieurs propositions environnementales à l'ordre du jour.

Malgré certaines critiques, les mesures et recommandations proposées dans ce pacte restent éclairantes pour la suite des choses. On y pointe sommairement l'ensemble des actions individuelles et collectives nécessaires afin d'engager le Québec dans la voie de la transition écologique: réduction de la consommation d'hydrocarbures, interdiction de tout forage pétrolier et gazier en territoire québécois, réduction de la production de déchets et de la consommation de viande d'élevage, protection de la biodiversité et



À Québec, des centaines de personnes ont manifesté leur opposition au projet de troisième lien autoroutier, le 10 novembre dernier. Photo: Jean Bernier/La Griffe

aménagement écologique du territoire, création d'un chantier sur l'efficacité énergétique et la mobilité durable, etc.

Si le Pacte se veut avant tout un document rassembleur pour exprimer des demandes légitimes au nouveau gouvernement, il n'en reste pas moins qu'il aurait pu aller plus loin en ciblant les principales politiques publiques permettant l'atteinte de ces objectifs. Par exemple, sur la question plus qu'urgente du réchauffement climatique, le Pacte demande au premier ministre d'adopter un plan qui nous permette d'atteindre d'ici 2020 nos cibles de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES), c'est-à-dire une réduction de 20% par rapport au niveau de 1990. Le dernier *Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre* montrait cependant qu'en 2015, nous avons atteint seulement la moitié de cet objectif, soit une réduction d'un peu moins de 10% de nos émissions et

que, si la tendance se maintient, nous raterons la cible québécoise par plus de 5 points de pourcentage¹.

Si nous voulons atteindre cette cible, le même inventaire montre que c'est aux émissions du secteur du transport qu'il faut s'attaquer en priorité, celles des secteurs industriel, résidentiel, commercial et institutionnel ayant diminué, en niveau absolu, depuis 1990. Or, les récentes annonces du gouvernement Legault vont directement dans le sens opposé, avec l'engagement ferme de réaliser le troisième lien autoroutier à Québec dans un premier mandat et le refus de financer le développement d'une nouvelle ligne de métro à Montréal. Bien que le premier ministre ait annoncé davantage d'investissements dans le transport en commun et dans l'électrification des transports, les réalisations favorisant le déplacement automobile risquent tout simplement de nuire à la viabilité et à l'efficacité des

alternatives écologiques comme le tramway, alimentant ainsi leurs détracteurs.

Certains des leviers déjà existants pourraient pourtant nous permettre d'atteindre nos objectifs, notamment le Système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre (SPEDE), ou bourse du carbone. À l'heure actuelle par contre, le prix auquel s'échangent les crédits est trop bas pour avoir un impact sur les habitudes de transport des automobilistes selon le professeur en économie de l'énergie à HEC Montréal, Pierre-Olivier Pineau. Selon ce dernier, il faudrait augmenter d'au moins 0,50 \$ le prix du litre d'essence afin d'atteindre nos objectifs provinciaux de réduction de GES, ce qui équivaut à un prix du carbone d'environ 200 \$ la tonne, alors que le tarif actuel est d'environ 15 \$².

L'application d'une telle tarification sur le carbone aurait un impact immédiat et généralisé sur les choix d'investissements et de consommation des individus et des entreprises. Bien que le principe même de marché du carbone ne fasse pas l'unanimité, il est contreproductif de nier

son importance dans l'atteinte des cibles québécoises à court terme. Une forte tarification du carbone, si elle est accompagnée de mesures de transition positives en matière de transport (amélioration du transport en commun et du covoiturage, système de bonus-malus pour favoriser l'achat d'automobiles moins polluantes, etc.), constituerait alors un ensemble de mesures complémentaires très efficace et prometteur pour mettre le Québec sur le chemin de la transition, autant sur le plan écologique qu'économique. Devant l'urgence de la situation, nous ne pouvons pas faire l'économie de la question de l'efficacité des moyens à prendre. Autrement, nous ne ferons qu'accumuler les échecs, peu importe le nombre de pactes que nous signerons. ©

1. Voir F. Delisle, *Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2015 et leur évolution depuis 1990*, Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques du Québec, 2018.

2. Voir « GES: une approche québécoise plus rigoureuse, mais des cibles loin d'être atteintes », *Magazine MCI*, 28 février 2018 [en ligne].

L'ACADIE FACE AU POPULISME DE DROITE

Au Nouveau-Brunswick, le soutien d'un parti populiste anti-francophones au nouveau gouvernement minoritaire conservateur inquiète la population acadienne.

Julien Abord-Babin

L'auteur est membre du comité de rédaction du webzine acadien *Astheure**

L'élection provinciale du 24 septembre dernier au Nouveau-Brunswick aura marqué les esprits en raison des résultats extrêmement serrés et de la joute politique qu'elle a engendrée en vue de former un gouvernement minoritaire. Mais pour les Acadiens de la province, qui composent environ le tiers de la

ESPOIR

Engagés face à l'urgence climatique

Les astres se sont alignés pour que trois nouvelles initiatives, pourtant distinctes à l'origine, se renforcent mutuellement et fournissent un nouvel élan à la lutte contre le réchauffement climatique au Québec. D'abord, la Déclaration d'urgence climatique, lancée par le cinéaste Michel Jetté et l'écologiste André Bélisle, a fait boule de neige. Des élus municipaux représentant plus de quatre millions de Québécois et de Québécoises se sont engagés à l'adopter et à réduire de toute urgence nos émissions de gaz à effet de serre par des plans de transition basés sur les recommandations de la communauté scientifique. Ensuite, les marches citoyennes *La planète s'invite au Parlement* ont culminé le 8 décembre dernier, alors que des Marches pour le climat rassemblaient des milliers de personnes dans le monde à l'occasion de la 24^e Conférence de l'ONU sur le climat (COP24). Enfin, comme une comète inattendue, le Pacte pour la transition, appuyé par plus de 250 000 personnes moins de trois semaines après son lancement, est également signe d'une volonté d'agir contre le réchauffement climatique, individuellement et collectivement. Tout cela s'ajoute au travail déjà mené par de multiples personnes et acteurs sociaux, dont le Front commun pour la transition énergétique et ses membres qui, avec raison, insistent sur la nécessité de réaliser sans tarder une transition énergétique structurante qui soit porteuse de justice sociale.

Manifestation *La planète s'invite au Parlement* à Montréal, le 10 novembre 2018. Photo: Katya Konioukhova



population, ce n'est rien de moins que le scénario du pire qui s'est réalisé. Alors qu'un nouveau parti anti-bilinguisme entre en scène et que la population se divise, les alliés, eux, se font de plus en plus timides. Les prochaines années s'annoncent donc houleuses dans la seule province canadienne officiellement bilingue.

Le nouveau visage du populisme anti-bilinguisme, voire francophobe, au Nouveau-Brunswick est incarné par la People's alliance of New Brunswick qui a fait son entrée à l'Assemblée législative en octobre dernier, huit ans après sa création. Avec 12% du vote, le parti a connu le meilleur score de son histoire et fait élire trois députés.

Prônant une approche du soi-disant « bon sens » sur les questions linguistiques, qui semble surtout se baser sur la remise en question de droits chèrement acquis par la minorité acadienne et francophone de la province, l'Alliance envenime depuis des années le discours politique en transformant le moindre débat en procès du régime linguistique néobrunswickois. Il reprend ainsi le flambeau de la Confederation of Regions (CoR), un parti anti-bilinguisme qui a connu ses belles années au début des années 1990 et forma même l'opposition officielle de 1991 à 1995, avant de s'effondrer subitement.

Alors que les Acadiens pouvaient compter sur un minimum de bonne volonté de la part du Parti libéral et du Parti progressiste-conservateur (PPC), ce dernier semble malheureusement de moins en moins enclin à défendre leurs intérêts. Il faut dire qu'il est dirigé pour la première fois depuis des années par un anglophone unilingue, Blaine Higgs, issu d'une frange plutôt sceptique face au bilinguisme officiel. Jadis militant du CoR, il a même été candidat à sa chefferie avant de réintégrer, comme plusieurs, le PPC. Higgs est par ailleurs le premier chef du PPC depuis une vingtaine d'années à avoir carrément refusé de participer à un débat des chefs en français, faute de maîtriser suffisamment la langue.

Sans grande surprise, les Acadiens sont donc rangés massivement derrière les libéraux du premier ministre sortant, Brian Gallant. Cela a permis aux libéraux de remporter clairement le vote populaire avec 38% des voix. La division du vote a toute-

fois profité aux progressistes-conservateurs qui ont remporté une mince majorité des sièges, avec 22 députés contre 21 libéraux, bien qu'ils n'aient obtenu que 32% des votes.

La situation est d'autant plus problématique que l'Alliance détient de facto la balance du pouvoir. Ses trois sièges sont tout ce qui manque aux conservateurs pour atteindre le seuil de 25 sièges qui permet de contrôler l'Assemblée législative – qui en compte 49. D'ailleurs, son chef, Kris Austin, n'a pas tardé à signaler qu'il serait prêt à appuyer un gouvernement conservateur pour au moins un an et demi, en échange de quelques concessions. Ce scénario d'un gouvernement minoritaire conservateur appuyé par l'Alliance a d'ailleurs fini par se concrétiser, le gouvernement libéral de Brian Gallant, qui siégeait depuis l'élection, ayant été défait en chambre par ces deux partis le 2 novembre dernier.

Cette nouvelle configuration politique, soit un PPC peu engagé sur le front linguistique et appuyé par un parti carrément hostile au bilinguisme, fait craindre le pire pour les Acadiens. Leurs droits linguistiques les plus fondamentaux, notam-

ment en santé et en éducation, ont beau être garantis par la Charte canadienne des droits et libertés et par la loi sur les langues officielles du Nouveau-Brunswick, son application dépend encore en bonne partie de la bonne volonté du gouvernement provincial.

Le résultat des dernières élections révèle par ailleurs une province presque coupée en deux sur l'axe linguistique. À l'exception de Shippagan-Lamèque, toutes les circonscriptions où les francophones sont majoritaires ou forment une minorité forte sont libérales (ou vertes, dans deux cas), alors que les circonscriptions très majoritairement anglophones sont progressistes-conservatrices ou alliées. Le PPC compte ainsi un seul député acadien. Cette absence de représentation au sein du gouvernement ramène le spectre d'une autre époque où les voix acadiennes étaient presque systématiquement marginalisées.

Comment expliquer ce recul? Il ne faut pas s'en cacher, le Nouveau-Brunswick va mal. Son économie tourne au ralenti depuis longtemps, sa population est vieillissante et les déficits budgétaires ne cessent de s'accumuler. Le taux de chômage



Goldstyn

y est aussi l'un des plus élevés au Canada. Blâmer les coûts soi-disant élevés du bilinguisme officiel pour expliquer la dette ou se plaindre des exigences linguistiques lorsqu'un anglophone perd son emploi (même si le taux de chômage est plus élevé chez les francophones) sont des arguments faciles que certaines voix populistes se gênent de moins en moins pour évoquer.

Malheureusement, alors que la province aurait plus besoin que jamais de se rallier derrière une vision commune et respectueuse de ses deux communautés linguistiques, tout semble indiquer qu'elle passera les prochaines années à se diviser davantage. ☹

* <astheure.com>

Prix de l'AMéCO

La remise des prix d'excellence de l'Association des médias catholiques et œcuméniques (AMéCO) avait lieu à Québec le 26 octobre dernier. Notre collaborateur Frédéric Barriault a remporté un prix pour son article « Des sources chrétiennes aux luttes sociales », paru dans notre dossier consacré à la mémoire des luttes, en juin dernier. L'émission Foi et turbulences, à laquelle participe régulièrement Frédéric de même que notre rédacteur en chef Jean-Claude Ravet, a aussi été récompensée pour une émission diffusée en septembre dernier à laquelle participaient également Louis Rousseau et Suzanne Loiselle, deux proches collaborateurs de *Relations*. Elle est produite par le Centre culturel chrétien de Montréal et diffusée sur les ondes de Radio VM. Félicitations aux lauréats!

DÉRIVE SÉCURITAIRE ANNONCÉE AU BRÉSIL

L'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro était prévisible dans ce pays où foisonnent les discours qui légitiment la violence policière et naturalisent les inégalités sociales.

Benoît Décarý-Secours

L'auteur a fait une thèse de doctorat sur la violence politique au Brésil et est chercheur postdoctoral au Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales et les discriminations (CREMIS)

Le 1^{er} janvier dernier, le nouveau président du Brésil, Jair Bolsonaro du Parti social-libéral, est officiellement entré en fonction. Si sa proximité avec l'extrême-droite est largement discutée, l'origine de la révolution fascisante qu'il met de l'avant est toutefois moins bien comprise. Celle-ci ne surgit pas du néant et ne peut être assimilée à la simple émergence mimétique d'un « Trump tropical ». En effet, depuis la transition démocratique des années 1980 au Brésil, un fort rejet de la notion de droits humains s'est instillé au cœur même des institutions démocratiques et des organes de répression.

Après 21 ans de dictature militaire (1964-1985), le processus du retour à la norme démocratique s'est fait sans le peuple au Brésil. Un pacte entre les élites a préservé l'impunité des responsables de violations des droits humains et des inégalités sociales aiguës qui structurent la société brésilienne. La promulgation d'une loi d'amnistie, le 28 août 1979, a interdit que puissent être poursuivis et condamnés les responsables des crimes commis par l'État militaire. À cela s'ajoute l'incapacité de la démocratie brésilienne de s'attaquer de manière radicale aux divisions sociales héritées de l'esclavage.

Ainsi, pour comprendre une des raisons de la chute du président Lula da Silva et l'attrait qu'exerce Bolsonaro, il faut savoir que le discours sécuritaire assimilant la promotion des droits humains à une « protection des bandits » et la violence policière à une force salvatrice contre les maux de la nation est présent depuis longtemps au Brésil. Dès le début de la transition démocratique, le gouverneur de São Paulo, Franco Montoro, était critiqué par l'ancien pouvoir dictatorial pour sa « philosophie vantant les “droits humains” [...] au profit du marginal, lui donnant le “droit” de voler, de tuer et de violer en se promenant armé¹ ». Vingt-trois ans plus tard, cette même accusation a été adressée au gouvernement de Lula du Parti des travailleurs, au pouvoir de 2003 à 2011. Par exemple, à la suite d'une série d'attaques contre la police attribuée au crime organisé en mai 2006, le gouverneur de l'État de São Paulo de l'époque, Geraldo Alckmin, osait soutenir que le véritable responsable de ces atta-

LE PRÉCURSEUR
 VOTRE ACTUALITÉ MISSIONNAIRE DEPUIS 1920
 PUBLIÉE PAR LES SŒURS MISSIONNAIRES DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION

10\$ PAR AN
 ABONNEMENT NUMÉRIQUE

www.pressemic.org



Manifestation des « femmes contre Bolsonaro » avant l'élection présidentielle au Brésil. Photo: Flickr/Lu Sudré

ques était Lula, le défenseur des droits humains qui, de ce fait, se trouvait rangé du côté des criminels et des ennemis de la police au Brésil.

En 2017, Amnistie internationale dénombrait 58 assassinats contre des défenseurs des droits humains dans le pays. Le 14 mars 2018, la nouvelle de l'assassinat de Marielle Franco à Rio de Janeiro a fait le tour du monde, parce qu'elle était non seulement la voix des favelas et une militante pour la défense des droits humains, mais une élue municipale du Parti socialisme et liberté. Selon le procureur du ministère public fédéral, José Maria Panoeiro, les principaux suspects dans l'enquête sont des policiers formant un « groupe d'extermination ». Pas de quoi empêcher l'actuel gouverneur de l'État de Rio de Janeiro, Wilson Witzel (Parti social-chrétien), de célébrer cet assassinat lors d'un rassemblement électoral. Ce dernier propose de rétablir l'ordre en comptant sur les services de tireurs d'élite postés dans la ville, pouvant abattre les criminels qui se cacheraient dans les favelas.

La désignation de la favela comme menace sécuritaire et espace peuplé de délinquants potentiels est l'un des principaux éléments ayant structuré le discours sécuritaire qui a émergé au Brésil au lendemain de la démocratisation. Fortement teintée par la guerre antisubversive de l'époque militaire, la doctrine de sécurité nationale qui persiste au sein des milieux policiers réoriente « l'ennemi interne » du dissident politique vers le délinquant. Dans une société forgée dans

l'esclavagisme, l'une des plus inégalitaires au monde, cette guerre aux délinquants et à leurs supposés alliés – les défenseurs des droits humains – est porteuse d'un fort potentiel de déshumanisation des groupes marginalisés. Plusieurs signes l'attestent. En 2015, une commission publique d'enquête sur l'assassinat de jeunes a dénoncé un génocide de la population noire au Brésil. En 2017, trois fois plus de Noirs que de Blancs ont été victimes des homicides commis par la police. En cam-

pagne électorale, Bolsonaro affirmait sans ambages que les « [afrodescendants] ne font rien [et] que même pour procréer ils ne servent plus ».

Le projet démocratique ne pourra survivre au Brésil sans rompre avec cette légitimation de la violence policière et cette naturalisation des inégalités sociales. 🇧🇷

1. « Impunidade é um estímulo », *Folha de São Paulo*, 11 septembre 1983 (traduction libre).

Pour un nouveau concile... paritaire

La Conférence catholique des baptisé-e-s francophones, un mouvement basé en France qui milite pour une Église ouverte et inclusive, a lancé en novembre dernier une pétition internationale demandant au pape François la tenue d'un concile paritaire femmes-hommes, laïques et clercs. Alors que la crédibilité de l'Église est en lambeaux avec l'accumulation massive de révélations d'abus sexuels commis par des prêtres, les initiateurs de la pétition croient qu'un tel concile, remettant radicalement en question le cléricalisme, enverrait un signal fort en faveur d'un profond renouvellement de l'Église. Ils prennent ainsi le pape au mot, lui qui, dans la foulée des scandales touchant les prêtres pédophiles en Pennsylvanie, a signé en août dernier une « lettre au peuple de Dieu » dans laquelle il demandait l'aide de tous les baptisés pour combattre « toute forme de cléricalisme », une des principales sources du mal qui ronge l'institution. Pour signer la pétition : <conciledesbaptises.wesign.it>.

AMENDES IMPAYÉES

Québec met fin à l'emprisonnement

La Ville de Québec n'emprisonnera plus les personnes itinérantes ou souffrant de problèmes de santé mentale qui n'arrivent pas à payer leurs contraventions reçues dans le cadre du règlement sur la paix et la sécurité. C'est ce qu'a annoncé le maire Régis Labeaume, le 7 novembre dernier. Québec emboîte ainsi le pas à Montréal, qui a adopté un moratoire sur cette pratique dès 2004. Le cas récent de Valérie Brière semble avoir été un point tournant : en mai 2018, la jeune mère monoparentale a été condamnée par la cour municipale de Québec à 101 jours de prison pour des contraventions impayées totalisant 2100 \$ reçues lorsqu'elle était itinérante, entre 2001 et 2006. Pour les groupes de défense des droits de la personne, le moratoire annoncé par Québec est un premier pas dans la bonne direction, mais la bataille n'est pas terminée pour autant. La fin de l'emprisonnement pour amendes impayées est réclamée pour l'ensemble du Québec, de même que la mise sur pied de véritables programmes de déjudiciarisation des personnes itinérantes.

Les conditions de vie et de soins souvent déplorables dans les CHSLD défrayent régulièrement les manchettes, soulevant la délicate question des soins de longue durée dans une société vieillissante. Face aux défis importants auxquels le Québec est confronté en la matière, faut-il investir massivement dans les CHSLD et les ressources d'hébergement, ou miser davantage sur les soins à domicile ? Nos auteurs invités en débattent.

Les CHSLD doivent bénéficier de plus de moyens, mais aussi être au cœur d'une réflexion collective sur les soins, les responsabilités et les solidarités.

Éric Gagnon

L'auteur, sociologue, est chercheur au Centre de recherche sur les soins et les services de première ligne de l'Université Laval

On ne voudrait pas y finir ses jours, ni avoir à y placer un proche. Les centres d'hébergement et de soins de longue durée –les CHSLD, comme on dit– n'ont pas bonne réputation. Ils hébergent des personnes qui ne peuvent demeurer chez elles, avec ou sans l'aide d'un proche aidant, en raison de leur handicap, de leur maladie ou de troubles cognitifs. La vie en centre d'hébergement est marquée par la dépendance et le manque d'intimité, la solitude et la confusion. Parce qu'elle heurte de plein fouet nos idéaux d'autonomie et d'indépendance, parce qu'elle met souvent en question notre capacité d'aider ou simplement de comprendre une personne, elle constitue aussi un défi qui nous est collectivement lancé quant à notre réelle volonté de prendre soin des personnes vulnérables.

Des milieux à réinventer

Prendre soin d'une personne, c'est la laver et l'habiller, l'aider à la toilette, parfois l'aider à manger, mais aussi, par différents gestes ou paroles, préserver son intimité, diminuer sa gêne, assurer son confort, la rassurer. C'est prendre le temps d'écouter la personne et de la connaître pour répondre à ses besoins particuliers, s'ajuster à sa situation. C'est lui donner les moyens

et l'occasion de pouvoir choisir, faire, dire et raconter des choses, malgré les limitations importantes, et lui reconnaître ainsi valeur et dignité. C'est faire un tas de petites choses, anodines ou dérisoires en apparence, mais importantes, comme mettre à une dame ses boucles d'oreilles et la maquiller pour qu'elle soit belle et fière. Prendre soin, c'est entretenir la vie, dans toutes ses dimensions.

Cela exige du temps, de l'attention, une certaine disposition d'esprit, de la formation ainsi que les conseils et l'appui d'une équipe. Il faut donner au personnel soignant le temps et l'espace qui lui manquent pour prendre véritablement soin des personnes, pour établir un lien de confiance, s'ajuster aux particularités de chacune, s'adapter aux situations, parfois improviser. Il faut imaginer de nouvelles manières de faire, mais d'abord avoir confiance en l'imagination du personnel soignant et des familles qui réalisent des choses remarquables, lorsqu'ils en ont les moyens. S'il faut y injecter plus de ressources, il faut aussi revoir le fonctionnement des centres, les priorités, les critères d'évaluation et de performance. La négligence et le manque de soin ne sont pas simplement dus à l'incompétence ou à l'absence de moralité. C'est d'abord le fait d'un manque de personnel, du manque d'attrait pour certains métiers, du peu d'importance accordée en général à certaines tâches souvent ingrates, mais qui exigent savoir-faire, tact et sensibilité. Il faut revaloriser le travail de préposé aux bénéficiaires, prendre soin aussi du personnel.

Vivre en centre d'hébergement, dans une très grande dépendance, ne sera jamais facile. Y travailler ne l'est pas toujours. Mais il est possible d'adoucir les souffrances, de diminuer l'insécurité, la solitude et la confusion et d'améliorer les conditions de travail.

Une politique des soins

Réinventer les soins de longue durée ne passe pas uniquement par une augmentation et un réaménagement des services, ou par la construction de nouveaux bâtiments mieux climatisés et fenestrés. Il faut repenser non seulement les soins et la manière de les dispenser, mais aussi et plus largement les rapports sociaux inégalitaires, qui entraînent une dévalorisation de certaines catégories de personnes soignantes, provoquent une pénurie de personnel, accroissent la vulnérabilité et la dépendance des personnes âgées et augmentent la charge des proches aidants. Il faut reconnaître aux soins de longue durée leur importance et leur valeur, qui passent toujours après les soins médicaux et spécialisés et la construction de gros hôpitaux.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une politique de soins de longue durée qui intègre les soins à domicile, en résidence et en centre d'hébergement. Une politique qui aborde les soins dans toutes leurs dimensions et qui en fait la responsabilité de l'ensemble de la collectivité, et non des seuls soignants. Une politique qui s'accompagne d'une réflexion sur les fondements des liens sociaux, sur la dépendance et la vulnérabilité –mais pas seulement celles des résidents, et pas uniquement en centre d'hébergement.

On entend parfois des gens parler du « foyer » pour désigner le centre d'hébergement. L'expression est certes vieillotte et démodée, mais toujours préférable à ce sigle impersonnel, bureaucratique et souvent mal compris, le « CHSLD ». Leur donner un véritable nom serait une bonne chose, en autant qu'il soit porteur d'une large vision et d'une véritable action. ☺

SOINS DE LONGUE DURÉE : COMMENT RELEVER LE DÉFI ?

Nous avons besoin d'une ambitieuse politique sociale en matière de soins à domicile.

Guillaume Hébert

L'auteur est chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)

En 1970, le Québec crée un régime d'assurance-maladie public et universel, rendant gratuit l'accès aux soins médicaux. En 1997, le Québec se dote d'un ambitieux réseau de Centres de la petite enfance (CPE) malgré l'austérité imposée au milieu des années 1990 dans le cadre du « déficit zéro ». Dans les deux cas, le gouvernement a décidé d'aller de l'avant avec des politiques sociales majeures en dépit des coûts élevés de leur implantation, car c'était le seul moyen de mettre en place une solution collective à des problèmes criants. C'est précisément le genre d'ambition dont le Québec a aujourd'hui besoin en matière de soins de longue durée, en particulier sur le front du soutien à domicile; un enjeu qui devrait devenir le prochain grand chantier des politiques sociales.

Soins à domicile : le parent pauvre du système

Le Québec (mais aussi le Canada) fait piètre figure en matière de services à domicile. Les données de l'OCDE ont montré qu'il se situe sous la moyenne des pays membres en ce qui concerne les dépenses publiques en soins de longue durée, ce qui inclut tant les dépenses d'hébergement que celles liées aux soins et au soutien à domicile. Même s'il existe des besoins non comblés dans ces deux secteurs et qu'il serait insensé de réduire les ressources destinées à l'hébergement –notamment en CHSLD–, les services à

domicile font figure de parent pauvre dans ce domaine. Alors que 15 % des dépenses en soins de longue durée au Québec vont aux services à domicile, cette proportion atteint 41 % en Suède, 51 % en Finlande et même 73 % aux Pays-Bas.

Par ailleurs, les capacités du secteur public ne suivent pas l'accroissement constant des besoins induit par le vieillissement de la population. Le pourcentage de personnes âgées qui reçoivent des soins publics à domicile a même diminué à partir de 2011-2012: établi à 15 % en 2005-2006, il ne se situait plus qu'à 12 % en 2015-2016. Cette baisse ne s'explique pas par une diminution de la population desservie, mais par la faible augmentation des dépenses publiques, qui ne suit pas celle des besoins. On estime d'ailleurs à 100 000 le nombre de personnes vivant avec des incapacités moyennes ou sévères qui ne reçoivent pas de services à domicile publics.

Les conséquences de ce manque sont multiples. D'abord, le travail de soutien est largement effectué par des proches aidants, dont le nombre au Québec avoisine désormais les deux millions de personnes qui fournissent environ 200 millions d'heures de travail bénévole. Ces personnes, majoritairement des femmes, se disent régulièrement déprimées; elles ont parfois des difficultés financières et elles connaissent des problèmes dans leur vie professionnelle. L'absence de services à domicile provoque aussi une détérioration de l'état de personnes qui auraient dû recevoir des services plus tôt. Non seulement la personne paie-t-elle de son bien-être le manque de ressources, mais la détérioration de son état exige encore plus de ressources lorsqu'elle aboutit à l'urgence.

Les services à domicile constituent également un jalon stratégique du réseau sociosanitaire. En 1996, plutôt que de garder les CLSC au cœur de cette mission, on a laissé de nouveaux acteurs privés prendre la relève, soit les entreprises d'économie sociale en soutien à domicile. Ces dernières rémunèrent mal leur personnel et ont un taux de roulement élevé, ce qui contribue à la dégradation de la qualité des services et prive le réseau public d'information pertinente sur les communautés desservies.

Renverser la vapeur

Il faut donc littéralement renverser les tendances actuelles. L'IRIS a calculé que pour couvrir un niveau adéquat de besoins, il faudrait quintupler le nombre d'heures de soins et de soutien à domicile actuellement offert. Dans les analyses plus optimistes, cette dépense s'autofinancerait, car le maintien à domicile réduirait la pression sur l'ensemble du système de santé, réduisant ainsi ses coûts. L'analyse plus conservatrice de l'IRIS estime le coût de cette opération à quatre milliards de dollars. La somme peut sembler colossale, mais rappelons-nous qu'il s'agit de doter le Québec d'une nouvelle politique sociale d'envergure. Notons par ailleurs que cette somme est proche de celle que l'État avait débloquée pour la création du réseau des CPE.

La nouvelle ministre des Aînés et des Proches aidants, Marguerite Blais, était également ministre dans le cabinet de Jean Charest. Son passage à ce ministère est associé à la stagnation des services de soins à domicile. Or, si la ministre ne se montre pas plus efficace dans le développement d'une nouvelle politique sociale en matière de soins et de soutien à domicile, la population en subira les conséquences dans toutes les sphères de la société. 🌀

REGARDS CRITIQUES SUR LA SCIENCE

Jean-Claude Ravet

En cette ère qu'on qualifie souvent de « post-vérité », on déplore volontiers – et avec raison – les discours antiscience et les théories du complot qui essaient. On insiste moins, par contre, sur le fait que la science n'est pas à l'abri d'influences diverses, qu'il s'agisse de puissants intérêts financiers, d'ingérences politiques, ou simplement des conditions sociales dans lesquelles elle est produite. Idéologies et pouvoir la traversent et s'en servent, quand elle ne devient pas elle-même idéologie – le scientisme – évacuant le doute qui est pourtant au cœur de la démarche scientifique. Ce dossier se penche sur ces enjeux et sur les façons d'entrevoir des pratiques scientifiques plus démocratiques, ouvertes aux savoirs divers et au service du bien commun.

Encore aujourd'hui, beaucoup de gens, malheureusement, dénigrent la science pour ne pas confronter leurs croyances à l'épreuve du réel; c'est le cas, par exemple, des fondamentalistes religieux ou des climatosceptiques, qui refusent de remettre en question leurs manières de vivre. Quand il parvient à empêcher ou à freiner des mesures éducatives, de santé ou écologiques essentielles au bien commun, cet enfermement dans l'ignorance volontaire dépasse les simples considérations de choix personnels.

Mais la science n'est pas pour autant au-dessus de tout soupçon, comme le laisse croire le faible nombre d'analyses critiques sur le sujet dans les médias. S'en priver sous prétexte que ces analyses feraient le jeu de franges réactionnaires de la population, c'est consentir à se mettre soi-même des œillères. L'idéologie – comprise ici comme représentation falsificatrice du réel – peut, en effet, s'infiltrer dans tout discours, même scientifique; de même, la science – parce qu'elle occupe une place centrale dans la société – peut être instrumentalisée et mise au service d'intérêts peu avouables: enrichissement personnel, cupidité de multinationales, contrôle social et politique, modelage des comportements, etc.

Par ailleurs, depuis l'essor fulgurant des technosciences – dans les biotechnologies, la génétique, les neurosciences, l'intelligence artificielle, l'informatique, pour ne nommer que ces quelques domaines de pointe –, celles-ci génèrent d'énormes promesses et attentes... et beaucoup d'argent à la clé. Cela peut pousser des chercheurs, des groupes de recherche ou des multinationales qui les financent à trafiquer à leur avantage des rapports scientifiques, ou à écarter et taire ceux qui vont dans le sens contraire de leurs intérêts comme cela s'est vu trop souvent.

De plus, de nombreuses applications concrètes de ces nouvelles technologies ne vont pas sans poser des problèmes éthiques importants – destruction de la nature, manipulation de la vie, deshumanisation¹... Sans compter que les discours des scientifiques qui en font la promotion s'arriment très souvent à des conceptions du monde, de la vie et de l'être humain qui sous-tendent de graves bouleversements dans les relations humaines et nos rapports avec la nature et le vivant, danger que la philosophe Hannah Arendt associait déjà en 1956, dans *Condition de l'homme moderne*, à une profonde « envie d'échapper à la condition humaine ». Aussi, on ne peut faire l'économie



Christian Tiffet,
Regard transhumaniste,
2019

d'une réflexion critique, de discernement éthique et de débats démocratiques à l'égard de la science, sans risquer de s'enfermer dans une impasse catastrophique.

Cette responsabilité citoyenne et plus largement politique est d'autant plus urgente que pullulent dans les médias des discours drapés de scientificité qui promeuvent pourtant la fatalité: l'avenir serait désormais tracé d'avance, le progrès technique dictant la marche à suivre aux individus comme à la société qui n'auraient dorénavant qu'à s'adapter, sans plus.

Dans cette fabrique de l'opinion, l'effet d'annonce joue un rôle central. Le «Projet du cerveau humain» (*Human Brain Project*) en est un bel exemple. Des milliards de dollars de fonds publics y sont investis pour simuler le fonctionnement du cerveau humain au moyen d'un superordinateur. On fait ainsi planer des réalisations fantasmagoriques parfaitement irréalistes par rapport à l'état actuel de la recherche, ce qui délie les cordons de la bourse de l'État –et pousse les actions boursières à la hausse. Ce qui est plus pernicieux encore, c'est qu'on fait croire par-là que le cerveau pourrait se réduire au fonctionnement d'une machine et être dissociable du corps et du monde auxquels il est inextricablement lié.

Or, cette conception étriquée de l'être humain en vient à s'imposer de plus en plus dans les médias. Elle émane notamment de chercheurs dans les domaines des technosciences et de l'intelligence artificielle (IA), dans lesquels prédomine le courant physicaliste des sciences, réduisant le vivant, comme toute matière, à ses composantes physicochimiques. Dans un colloque sur l'IA, un conférencier et psychologue cognitiviste à qui j'exprimais mon inquiétude face à ce genre de réductionnisme me répondait tout bonnement: «Mais si l'être humain n'est pas une machine, c'est quoi?»

À ce propos, le livre *Homo deus* de Yuval Noah Harari, devenu un véritable succès de librairie mondial, traduit en 40 langues, est emblématique d'une certaine manière d'utiliser la science à des fins idéologiques en faisant valoir un courant scientifique axé sur l'ingénierie du vivant –dont le transhumanisme, que louange l'auteur, est la face extrême²– comme étant *la* science. Chez cet historien israélien, une hypothèse scientifique tient lieu de certitude. Tout au long du livre, en effet, ses arguments reposent sur ce qu'il qualifie, paradoxalement, de «dogme scientifique», constamment rappelé comme leitmotiv: tout organisme vivant n'est fondamentalement

qu'un ensemble d'algorithmes, qu'un système de traitement de données. Les références à des articles scientifiques faisant état d'expériences en laboratoire abondent en ce sens, desquels sont extrapolées des «vérités» sur la vie, l'humain, la société, les comportements, les croyances, etc. Le procédé carbure aussi à l'effet d'annonce fantasmagorique qui lui permet de tracer «l'histoire de l'avenir», escamotant ou banalisant les risques et dérives. Nous avons affaire à un scientisme décomplexé pour qui la science, elle-même réduite à un courant éminemment réductionniste, non seulement explique tout, mais dicte aussi les meilleures façons d'être et de vivre. Les comportements, par exemple, ne sont que des processus physico-chimiques; les désirs «qu'une configuration de neurones qui déchargent», manipulable à souhait au moyen d'électrodes; et la conscience, «créée par des réactions électrochimiques», ne serait qu'un avantage évolutif devenu inutile et même parfois encombrant, qui devrait être remplacé progressivement par la technologie, plus fiable. Ainsi le dit «l'orthodoxie de la science», qui ne sert qu'à légitimer les fantasmes les plus fous des régimes totalitaires –comme des soldats qui, grâce à des puces implantées dans le cerveau, pourront décupler leur capacité à atteindre leurs cibles et ressentir, en sus, du bonheur. Mais au-delà de ces prédictions futurologiques, c'est le présent qu'on vise à façonner idéologiquement.

Ce qui est d'autant plus préoccupant, c'est le fait que nous n'avons pas affaire à de simples écrivains, fussent-ils très populaires. Ce sont des multinationales parmi les plus riches et puissantes de la planète, comme Google et Amazon, IBM, Apple, Microsoft, Facebook, qui soutiennent cette conception étriquée de la vie et de l'être humain. N'est-elle pas adaptée en tous points à l'emprise grandissante des nouvelles technologies sur nos vies, source de profits juteux?

Il n'est pas anodin non plus que cette idéologie s'arc-boute sur les technosciences au moment même où la société est devant l'impasse à laquelle nous a acculés la crise écologique et climatique générée par la globalisation capitaliste. Cette idéologie et ces technosciences se présentent comme des moyens d'en sortir sans rien changer au productivisme, au consumérisme et au rapport instrumental à la nature –réduite à une simple réserve de ressources à exploiter–, qui sont pourtant les causes de cette crise. Ne doit-on pas, au contraire, tirer les freins d'urgence d'une locomotive emballée qui entraîne avec elle la science? Il est plus que temps de revisiter le rêve des Lumières, qui a porté le développement de la science moderne –la maîtrise et la possession totales de la nature–, mais qui a, à plusieurs égards, viré au cauchemar³; de contrebalancer



Christian Tiffet, *Science et idéologie*, 2019

l'excès d'objectivation et de rationalisme, privilégiés en Occident, qui nous a rendus de plus en plus étrangers à la vie; de rétablir les liens qui unissent la raison aux émotions, aux sentiments, à l'expérience sensible, qui favorisent un rapport subjectif à la vie dont nous sommes partie intégrante; et, enfin, d'orienter la science dans la compréhension de la singularité du vivant, de telle manière qu'elle nous accompagne et nous aide dans cette nouvelle manière d'être au monde.

Dans ce changement de cap, l'éthique comme le politique ont un rôle important à jouer pour s'affranchir du paradigme de l'ingénierie du vivant et de la tutelle des pouvoirs financiers qui risquent, sinon, de dicter la marche à suivre à la société. ☺

1. «Technoscience: la boîte de Pandore», *Relations*, n° 734, août 2009.
2. Voir «Le corps obsolète? L'idéologie transhumaniste en question», *Relations*, n° 792, octobre 2017.
3. Voir «Danger: impasse du progrès», *Relations*, n° 780, octobre 2015.

« Les chercheurs ne sont plus formés dans la lenteur [...] Enfermée dans son rapport de soumission et de connivence au progrès productiviste, la science ne s'adresse aujourd'hui qu'à une sélection d'interlocuteurs : l'État et l'industrie. »

ISABELLE STENGERS, *UNE AUTRE SCIENCE EST POSSIBLE*

À QUELLE SCIENCE SE VOUER ?

Science et idéologie entretiennent des rapports plus complexes qu'il n'y paraît. Explorer cette tension permet d'éviter de tomber dans un scepticisme absolu ou, au contraire, dans le scientisme triomphant.

Élisabeth Abergel

L'auteure, formée en biologie moléculaire, est professeure au Département de sociologie de l'UQAM et chercheure associée à l'Institut des sciences de l'environnement

Comment faire face aux énormes défis posés par le réchauffement climatique, les OGM, l'énergie nucléaire ou les nanotechnologies ? Comment gérer les débordements qui accompagnent parfois le développement technoscientifique ? Face aux menaces et incertitudes posées par ces phénomènes, rien de moins étonnant que de voir l'autorité scientifique être remise en question. Le scepticisme, voire l'hostilité croissants à l'égard des sciences et des techniques contemporaines questionne non seulement l'idée de progrès, mais aussi la place de la science et de l'idéologie dans le discours public. Plus que jamais, les discours complotistes, relativistes, antiscience, pseudoscience et alterscience¹ représentent un défi pour l'autorité scientifique.

Plus la science progresse et plus les avancées technologiques s'accroissent, plus le fossé entre les scientifiques et le public se creuse et complexifie la manière dont l'expertise scientifique est perçue et envisagée par les profanes. En particulier, l'autorité des experts face à un public « ignorant » de la science est aujourd'hui largement contestée, notamment autour de la question de l'indépendance des scientifiques. Les controverses et les scandales sanitaires, comme ceux liés à l'amiante ou au glyphosate, contribuent à amplifier ce phénomène.

Dans un contexte de remise en cause de l'expertise scientifique et du discours scientifique qui l'accompagne, le doute – moteur de la méthode scientifique –, devient alors une arme servant à alimenter le scepticisme et la désinformation. Une étude récente démontre par exemple une corrélation importante entre l'idéologie de droite et la thèse climatosceptique, malgré un consensus international et l'existence de preuves scientifiques sur la réalité du réchauffement climatique et ses principales causes, dont l'activité humaine². Rien d'étonnant, si l'on pense à la menace que feraient peser des mesures de mitigation climatique sur les modes de développement capitalistes de nos sociétés. Le doute, entretenu dans ce cas par des intérêts économiques, sert ici à justifier l'inaction. Il est d'ailleurs intéressant de se remémorer la censure imposée par le gouvernement Harper aux travaux des chercheurs fédéraux, y compris la destruction et la disparition des données publiques concernant les questions environnementales. Même constat aux États-Unis à l'ère Trump, avec le démantèlement organisé des politiques environnementales et une perte importante de conseillers scientifiques au sein du gouvernement.

Or, cela arrive précisément au moment où les autorités publiques, pour faire face aux changements climatiques, dépen-

dent de la production de savoirs scientifiques pour gérer les risques et les catastrophes potentielles. Dans un tel contexte, comment penser une critique de la science et de ses rapports avec l'idéologie sans prêter flanc aux forces qui ont le plus à gagner de son amoindrissement ?

Science et idéologie

Rappelons d'abord que ce qu'on appelle « science » est loin d'être un champ uniforme. Elle rassemble de nombreuses disciplines, ayant chacune ses propres conventions, ses codes, son langage, son savoir-faire, son histoire, ses techniques et son domaine de spécialisation. Dans sa définition la plus classique, la connaissance scientifique a pour objet de comprendre les phénomènes naturels à partir de leurs éléments concrets, en suivant un raisonnement structuré par des règles imposées. Le raisonnement scientifique s'exprime alors à travers la démonstration, qui peut prendre la forme d'expérimentations en laboratoire ou de mise à l'épreuve de différentes hypothèses. Selon cette définition plutôt classique, la connaissance scientifique est objective et universelle ; elle échapperait à toute idéologie. Mais existe-t-il réellement une différence fondamentale entre science et idéologie ? On peut affirmer que la science est le produit d'idéologies autant qu'elle produit des idéologies.

D'abord, de manière plus évidente, parce qu'elle génère de la richesse et de la puissance, la science est instrumentalisée par les pouvoirs étatiques et économiques. C'est la dimension politique de l'idéologie scientifique. Mais la science véhicule aussi des valeurs en elle-même. Elle existe en produisant et en transformant la subjectivité humaine tout comme l'idéologie agit sur notre connaissance de la réalité. Par exemple, en déconstruisant les mécanismes de la domination, l'idéologie joue un rôle politique crucial, même si le concept d'idéologie demeure relativement flou et qu'il porte généralement la charge négative des idées reçues, de la fausse conscience et des idées partisans adverses.

Ainsi, lorsqu'une chose est dite scientifique, elle est souvent prise en tant que vérité, connaissance rationnelle, solide, rigoureuse, objective et reproductible. Certes, ce sont là quelques-uns des critères de scientificité qui départagent la connaissance scientifique des autres types de connaissance – ces fameux critères de démarcation dont parle le philosophe Karl Popper dans sa théorie de la réfutabilité. Mais Popper met aussi en évidence l'incertitude intrinsèque de la science, reposant sur le fait qu'à tout moment, de nouvelles données peuvent réfuter une théorie largement acceptée. Cet aspect conjoncturel de la connaissance scientifique ne doit toutefois pas être confondu avec un relativisme absolu, comme le font les détracteurs de la science qui défendent l'idée que toute vérité est relative et temporaire, donc contestable. →

Critique de l'hégémonie scientifique

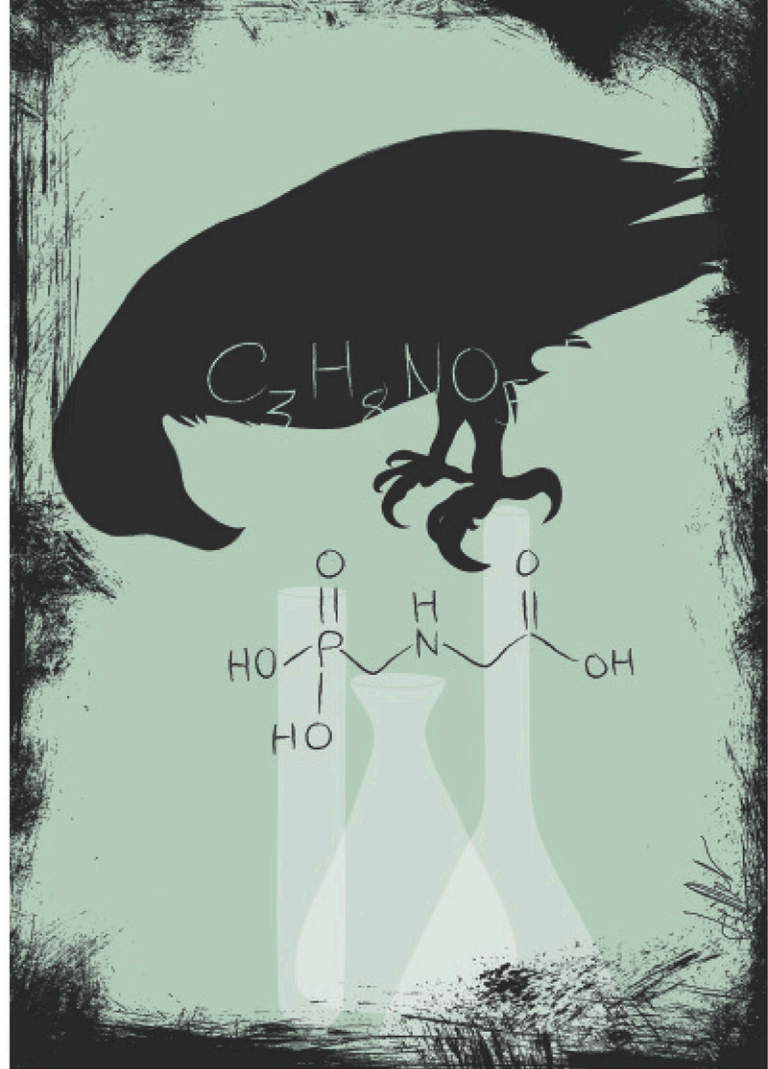
Il faut dire que depuis le siècle des Lumières prévaut un certain scientisme selon lequel seul le progrès scientifique peut régler les problèmes de l'existence, liant intimement l'idée du progrès scientifique à celle du progrès social. La démarche scientifique est par ailleurs préconisée en tant que seule source de connaissance légitime. Il faut savoir que la fonction principale de toute idéologie consiste à justifier un ordre social existant, passé ou utopique. La science promettant un monde meilleur, la promesse scientifique est le moyen le plus efficace de renforcer l'idéologie du progrès à travers une projection de son pouvoir sur l'avenir. De plus, les relations entre la science et la société n'ayant jamais été neutres, hier comme aujourd'hui, des modèles scientifiques ont régulièrement été exportés dans des champs de connaissance extrascientifiques. On pense notamment à la biologisation des inégalités de genre, à l'eugénisme comme théorie raciale et à la médicalisation des problèmes sociaux. Il faut reconnaître que le scientisme est non seulement une idéologie mais aussi une utopie, car il promet un monde meilleur.

Or, tout au long du XX^e siècle, une série de débordements technoscientifiques (Tchernobyl, le glyphosate, la thalidomide ou encore la vache folle, pour ne nommer que ces exemples) ont contribué à une prise de conscience progressive des risques posés par les technologies et les discours d'expertise, soulevant par le fait même la question du fondement légitime de la vérité scientifique et remettant en question son hégémonie.

En effet, le discours scientifique parle pour la nature, interprète les phénomènes en son nom, se posant ainsi comme «vérité naturelle». Or la science propose une *représentation* du réel; elle n'est pas nécessairement le réel. Il existe toute une littérature critique autour de ce réalisme et de ce matérialisme scientifiques, qui les considère trop réductionnistes. L'épistémologie constructiviste postmoderne –cette approche de la connaissance voulant que la réalité scientifique soit une construction sociale– apparaît cependant tout aussi problématique. Cette posture a culminé dans les années 1990 dans le cadre de ce qu'on a appelé la «guerre des sciences» l'opposant aux tenants du réalisme scientifique et plaçant les sciences humaines et les sciences naturelles dans un combat d'idées par médias et publications scientifiques interposés. Cette polémique a donné lieu à une critique de l'hégémonie scientifique des Lumières qui naturalise certaines formes de domination occidentale, indiquant ainsi la voie d'un «décentrement» des savoirs et des regards afin de privilégier d'autres types de connaissances. Mais s'il n'y a de réalité que construite socialement, comment appréhender la matérialité et la connaissance du monde en dehors du social ?

Trouver un juste milieu

La relation entre science et idéologie renvoie à l'interaction entre les systèmes de valeurs et les connaissances scientifiques. Comme nous l'avons mentionné, de nouveaux rapports de force et de légitimation dans l'espace public et politique opposent faits «objectifs» et faits «alternatifs», notamment avec l'utilisation généralisée des médias sociaux. Les mouvements anti-vaccination par exemple, tout comme le climatoccep-



Christian Tiffet, *Tueur en silence*, 2019

ticisme, portés par des logiques complotistes antiscience, représentent une menace potentiellement grave pour nos sociétés.

Alors, en tant que citoyens et citoyennes profanes, en quelle vision de la science faut-il croire? Ce qu'il faut retenir, c'est que la science peut nous éclairer sur des enjeux vitaux, mais que les décisions entourant des problématiques complexes comme le climat, l'intelligence artificielle ou les OGM ne doivent pas exclusivement relever d'elle. Il faut éviter de sombrer dans le scientisme ambiant et demander de la science qu'elle réfléchisse plutôt sur les questions pour lesquelles elle est apte à fournir des réponses probantes. Le vrai danger serait de penser que le savoir scientifique est exempt de toute idéologie et, inversement, que le discours scientifique est incapable de les démasquer. ☹

1. Inventé par l'historien des sciences Alexander Moatti, le terme «alter-science» décrit comment certains scientifiques utilisent leur autorité et leurs connaissances afin de défendre des idéologies sur des questions pour lesquelles le consensus scientifique est pourtant formel. Souvent, ces scientifiques interviennent aussi dans des controverses où les débats ne sont pas stabilisés, ou encore dans des domaines scientifiques dans lesquels ils ne sont pas compétents.

2. Edward J. R. Clarke, *et al.*, «Perceived Mitigation Threat Partially Mediates Effects of Right-Wing Ideologies on Climate Change Beliefs», OSF Preprints, 5 juillet 2018 [en ligne].

LES ROUAGES DE LA MALSCIENCE

Contaminée par la quête de profits des multinationales, la recherche scientifique traverse une grave crise de confiance. Comprendre quels sont les rouages et qui sont les complices de cette crise est essentiel pour espérer en sortir.

Jean-Claude St-Onge

L'auteur, professeur, écrivain et philosophe, a publié entre autres *Tous fous? L'influence de l'industrie pharmaceutique sur la psychiatrie* (Écosociété, 2013)

Il y a de quoi en perdre son latin quand on lit que le café, le beurre, les œufs, le vin, bref pratiquement tout ce que nous mangeons et buvons cause à la fois le cancer et nous en protège. Les résultats contradictoires des études paraissant dans les journaux scientifiques et médicaux ont pour conséquence d'éroder la confiance en la science, d'autant plus que ces revues privilégient systématiquement les articles rapportant des résultats positifs et publient rarement les études négatives.

Certes, il existe des publications scientifiques indépendantes tels que *l'International Journal of Risk and Safety in Medicine* et *Prescrire* en France. Cependant, la majorité des publications appartiennent à de grandes entreprises et dépendent de la publicité des multinationales pour survivre. Ainsi, à côté d'un article célébrant les vertus d'un médicament se trouve souvent une publicité du fabricant. Dans ce contexte, on comprend que l'information rigoureuse peine à trouver sa place.

« Le doute est notre produit »

Cela ne date pas d'hier que des multinationales jouent un rôle actif de désinformation et de falsification de la science. En 1954, l'industrie du tabac crée un organisme qui deviendra le Council for Tobacco Research. Celui-ci finance des chercheurs « indépendants » qui accoucheront de 6400 articles dans le but de créer la controverse et de semer le doute au sujet du lien de causalité entre la cigarette et des maladies mortelles, au moyen d'arguments se donnant des airs de scientificité. En 1969, une note interne d'une filiale de British American Tobacco précisait : « Le doute est notre produit » (Tobacco Industry Documents).

La leçon sera retenue par les compagnies pharmaceutiques, l'industrie des énergies fossiles et les géants de l'agroalimentaire. La falsification de la science compte ainsi depuis plusieurs années sur des chercheurs triés sur le volet et des rédacteurs en sous-main (*ghostwriters*). Ces derniers rédigent, en tout ou en partie, des articles ensuite signés par des universitaires ou des consultants privés grassement rémunérés qui sont publiés dans des revues scientifiques dont les médias de masse se font l'écho.

Monsanto : un cas d'école

Des études indépendantes ont mis en évidence la toxicité du glyphosate, le principe actif du Roundup, ce produit-phare de la firme Monsanto en cause dans des cas de fausses-couches, de malformations congénitales, de cancers, etc. La journaliste

Marie-Monique Robin en traite en détail dans *Le Roundup face à ses juges* (Écosociété, 2018). L'examen des « poison papers », soit 20 000 documents révélés en 2017 et détaillant les manœuvres de l'industrie chimique pour cacher la toxicité de ses produits, a montré que la multinationale était au courant de la toxicité du Roundup.

En 2015, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de l'OMS classe le glyphosate comme « cancérogène probable ». L'analyse des « Monsanto Papers » – qui ont fait surface à l'occasion des milliers de procès intentés contre la multinationale – par le journal *Le Monde* et par le bioéthicien Leemon McHenry² illustre comment la machine de Monsanto, passée dans le giron de Bayer, s'est alors mise sur le pied de guerre.

Des scientifiques tels le biologiste Henry Miller étaient nommés comme étant les auteurs de documents de Monsanto appuyant l'innocuité de son herbicide, alors que ce sont en réalité des employés de la multinationale qui les avaient rédigés, ce que confirme leur correspondance interne. Des articles rédigés par des rédacteurs en sous-main et dénigrant les travaux du CIRC ont aussi été publiés par le magazine *Forbes*.

Ici même, Santé Canada aurait été bernée par des études présentées comme indépendantes, alors que Monsanto était impliquée dans leur rédaction.

Sous le titre « *An Independent Review of the Carcinogenic Potential of Glyphosate* », 16 scientifiques ont publié des articles dans une revue de toxicologie dans le but de blanchir l'herbicide. Les auteurs admettent que la multinationale a financé leurs travaux, mais affirment que les manuscrits n'ont pas été révisés par Monsanto. C'est un mensonge. Les documents internes démontrent qu'un des principaux scientifiques de l'entreprise a révisé les manuscrits, les a amendés et a joué un rôle dans l'élaboration d'au moins un d'entre eux.

La multinationale, bénéficiant de la complicité des agences de réglementation, a aussi usé de son influence auprès de l'Environmental Protection Agency des États-Unis afin de persuader une autre agence gouvernementale de ne pas faire sa propre évaluation toxicologique du glyphosate. Ici même au Canada, le 11 novembre dernier, CBC nous révélait, grâce au travail d'une coalition de la société civile, que l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire de Santé Canada aurait été bernée par des études présentées comme indépendantes, alors que Monsanto était impliquée dans leur rédaction. →

Non contente d'intimider les éditeurs de journaux et de jouer les gros bras auprès des organismes publiant des articles qui ne sont pas à son goût, Monsanto compte sur la collaboration de journalistes pour répandre des faussetés. Elle se réjouit aussi des déclarations de représentants de la santé publique tel le docteur Robert Strang, qui affirmait à propos des épandages de glyphosate en Nouvelle-Écosse: «Même l'eau peut être toxique si consommée en grande quantité sur une courte période» (communiqué officiel, 2 septembre 2016).

Dérives dans la recherche biomédicale

Une enquête du sociologue des sciences Daniele Fanelli a révélé que 2% des chercheurs avouent avoir fraudé et que 14% déclarent avoir eu connaissance de collègues fraudeurs². Bien sûr, tous les chercheurs ne sont pas malhonnêtes. Mais comme l'explique le docteur Hervé Maisonneuve, chasseur de fraudes scientifiques, ils subissent d'énormes pressions du fait que le nombre de doctorants aux États-Unis a augmenté beaucoup plus vite que le nombre de postes de chercheurs. Ces derniers doivent donc répondre aux désirs de leurs riches commanditaires; certains font ce qu'on leur demande et embellissent les résultats des recherches.

Ainsi, les auteurs d'études ayant des liens financiers avec l'industrie pharmaceutique sont presque cinq fois plus susceptibles que les chercheurs indépendants de rapporter des résultats positifs et de trouver que le médicament testé est plus efficace que le placebo, révélait un article paru dans l'*American Journal of Psychiatry* en octobre 2005. Ces évaluations biaisées jettent même un doute sur la validité des études positives.

Les études négatives, quant à elles, sont très rarement publiées. Aux États-Unis, par exemple, sur 74 études soumises à la Food and Drug Administration pour l'approbation de 12 antidépresseurs, 51% étaient positives et ont toutes été publiées (sauf une). Sur les 49% d'études négatives (selon lesquelles l'antidépresseur n'était pas plus efficace qu'un placebo), seulement trois ont été publiées et quelques autres le furent en leur donnant un tour positif.

La crise de reproductibilité

Le fait de pouvoir reproduire les conclusions d'études initiales est un gage de crédibilité dans le domaine de la science. Or, depuis les années 1990, des résultats sont souvent invalidés par des études ultérieures, d'où l'existence d'une crise de reproductibilité.

En août 2005, le médecin John Ioannidis, une sommité en méta-science de l'Université Stanford, publiait un article intitulé «*Why Most Published Research Findings Are False*» dans *PLoS Med.* Il y affirmait que la plupart des découvertes en recherche biomédicale sont fausses ou exagérées. Cet article fut critiqué à l'époque parce que fondé, entre autres, sur un modèle mathématique. Depuis, des recherches empiriques ont confirmé cette vérité dérangeante.

Des chercheurs des National Institutes of Health aux États-Unis ont, par exemple, analysé 363 études publiées sur 10 ans dans le prestigieux *New England Journal of Medicine*. Les études subséquentes ont révélé que 38% des pratiques établies étaient validées, que 40% des pratiques qu'on croyait efficaces et bénéfiques étaient contredites et qu'il n'y avait pas suffisamment de données pour évaluer les 22% restants³.

SORTIR LE JOURNALISME SCIENTIFIQUE DE LA PRÉCARITÉ

Pascal Lapointe

L'auteur est rédacteur en chef de l'Agence Science-Press

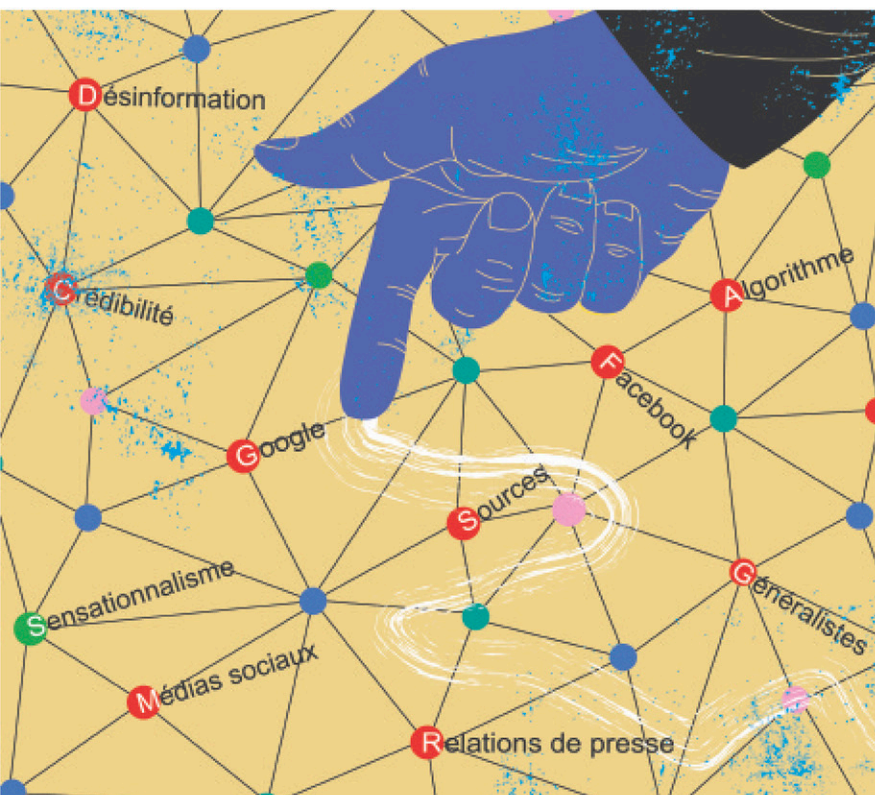
Je suis journaliste scientifique, ce qui signifie que je ne suis pas un scientifique, mais un journaliste avant tout. Ma première mission n'est pas de rendre la science agréable, mais de garder un recul critique face à elle, et pour cette raison, je suis comme un frappeur au baseball qui part avec deux prises contre lui: non seulement la science fait peur dans notre société, mais en plus, à choisir, davantage de gens préfèrent des «bonnes nouvelles scientifiques» à des nouvelles affichant des bémols ou des nuances.

Un exemple? Rappelez-vous cette étude qui, en 2015, concluait que de manger chaque semaine une certaine quantité de «viande transformée», comme du bacon, augmentait de 18% notre risque de cancer. Ce n'était pas faux, mais la question qu'il aurait fallu se poser était: 18% de combien? En effet,

aux États-Unis, où l'étude a été menée, les gens ont en moyenne environ 4,5% de chances de développer un cancer colorectal. L'augmentation de 18% attribuable à la consommation de viande transformée faisait donc passer ce risque de 4,5% à environ 5,3%¹. Malheureusement, ces nuances, apportées par des journalistes scientifiques dans les 24 heures qui ont suivi, ont eu droit à beaucoup moins de visibilité que l'annonce initiale, plus spectaculaire.

Ce phénomène n'est pas nouveau: un de ses jalons, au XX^e siècle, se trouve dans la montée en puissance d'un nouveau métier, celui de relationniste. Un des exemples les plus célèbres est celui des relationnistes embauchés par les compagnies de tabac qui, des années 1950 jusqu'aux années 1980, ont réussi avec succès à combattre l'information scientifique sérieuse: pendant que la communauté médicale faisait consensus autour du lien entre tabac et cancer, la stratégie de communication des compagnies réussissait, elle, à créer l'illusion qu'il subsistait un débat scientifique légitime. Et à partir des années 1990, on a vu les compagnies pétrolières employer la même stratégie, avec tout autant de succès, pour créer l'illusion que le réchauffement climatique n'était pas un fait scientifique solide.

«Le doute est notre produit», disait un de ces stratèges, en 1969. Pour gagner la partie, il leur fallait isoler le citoyen de l'influence des scientifiques, créer chez lui l'illusion que les



Christian Tiffet, *Journalisme scientifique et désinformation*, 2019

D'autres chercheurs ont comparé 256 études initiales et les études subséquentes qui établissaient un lien entre un facteur de risque (un gène ou une condition médicale, par exemple) et 12 pathologies dans les domaines de la psychiatrie, de la neurologie et de quatre maladies somatiques. Dans 38% des cas, les conclusions n'ont pas été reproduites et l'effet constaté était exagéré de moitié dans 21% des cas. À l'exception des

«deux opinions» étaient de valeur égale. Aujourd'hui, avec Facebook et les médias sociaux, on pousse cette logique encore plus loin : leurs algorithmes créent des effets de bulle ou de «chambre d'écho» qui finissent par isoler le citoyen, le coupant de nouvelles qui pourraient l'amener à utiliser son esprit critique.

Cette croissance d'une désinformation de mieux en mieux organisée est survenue alors même qu'on assistait à un recul du journalisme scientifique : en effet, lorsque les journaux ont commencé à couper dans leurs salles de rédaction dès les années 1980, les journalistes scientifiques, qui n'étaient pourtant pas si nombreux, ont été parmi les premières victimes. Parce qu'une section «Science» n'est jamais aussi populaire qu'une section culturelle ou sportive, ni aussi attirante pour les annonceurs que des cahiers «Automobile» ou «Habitation».

C'est là une des raisons pour lesquelles la plupart des nouvelles scientifiques publiées dans des grands médias qui ont pu vous sembler douteuses ces dernières années ont probablement été écrites par des journalistes généralistes qu'on avait parachutés sur ce sujet 20 minutes plus tôt. Ce sont eux qui, plus souvent qu'autrement, tombent soit dans le piège de la fausse équivalence –accorder au pour et au contre un temps de parole égal, sans se soucier de leur crédibilité respective– soit dans le syndrome de la recherche spectaculaire –« une

études cognitives et comportementales, c'est la psychiatrie qui présente la fiche la plus médiocre : en génétique psychiatrique, le taux de reproductibilité atteint un maigre 6,3%.

Dans le domaine du cancer, des chercheurs de Bayer et Amgen ont pour leur part réussi à reproduire les mêmes résultats seulement dans 11% à 25% des cas relatifs à des études pourtant qualifiées de «découvertes majeures»⁴.

Les grands médias citent abondamment les études positives et ne s'intéressent pratiquement jamais aux études subséquentes contredisant les études initiales, quand ils ne rapportent pas l'information de manière tronquée (voir encadré p.20). Un rapport de l'Institut des sciences biologiques du CNRS, en France, a constaté qu'alors que 234 articles de presse couvraient 35 études initiales –par la suite invalidées–, seulement 4 articles de presse dévoilaient la réfutation de l'étude initiale. Les grands médias nourrissent ainsi un système vicié auquel il faut mettre fin pour que les savoirs scientifiques puissent vraiment jouer leur rôle dans nos sociétés. ©

1. Leemon McHenry, « *The Monsanto Papers: Poisoning the Scientific Well* », *International Journal of Risk and Safety in Medicine*, juin 2018.
2. Lire Nicolas Chevassus-au-Louis, *Malscience. De la fraude dans les labos*, Paris, Seuil, 2016.
3. « *A Decade of Reversal: An Analysis of 146 Contradicted Medical Practices* », *Mayo Clinic Proceedings*, 2013.
4. Voir Aurélien Allard, « La crise de la réplabilité », *La Vie des idées*, 20 mars 2018.

jeune scientifique rebelle qui a découvert que le kombucha guérit le cancer ? Ça va faire un bon article, ça !»

Embaucher davantage de journalistes scientifiques ne serait pas une panacée, mais cela éliminerait un gros contingent de nouvelles grossièrement exagérées ou carrément fausses –ce qui, à notre époque, ne serait pas un luxe. La base existe déjà : de tels journalistes travaillent dans la plupart des grandes salles de rédaction, sauf que la direction ne les assigne jamais à la nouvelle scientifique, jugeant celle-ci d'intérêt secondaire.

Il existe par ailleurs des médias spécialisés, comme l'Agence Science-Press ou le magazine *Québec Science*, qui pourraient sortir de la précarité qui est la leur depuis des décennies si les milieux universitaires, collégiaux, de l'enseignement ou de la recherche s'entendaient pour y investir, que ce soit par de l'achat d'espace publicitaire ou par la création de bourses permettant de réaliser des reportages ou des enquêtes de longue haleine. Il serait dans leur intérêt –et dans l'intérêt public– d'avoir au Québec un journalisme scientifique fort et indépendant. Car sur une chose du moins, tous s'entendent : pour avoir de l'information de qualité, il faut être prêt à y mettre le prix.

1. Voir Brad Plummer, « *The bacon freak-out: Why the WHO's cancer warnings cause so much confusion* », *Vox*, 26 octobre 2015 [en ligne].

LES NOUVEAUX HABITS DE L'EUGÉNISME ?

*Banni du monde scientifique après l'horreur nazie,
l'eugénisme risque de réapparaître
sous les oripeaux de l'amélioration génétique
et de la performance individuelle.*

Marie-Hélène Parizeau

L'auteure est professeure titulaire à la Faculté de philosophie de l'Université Laval

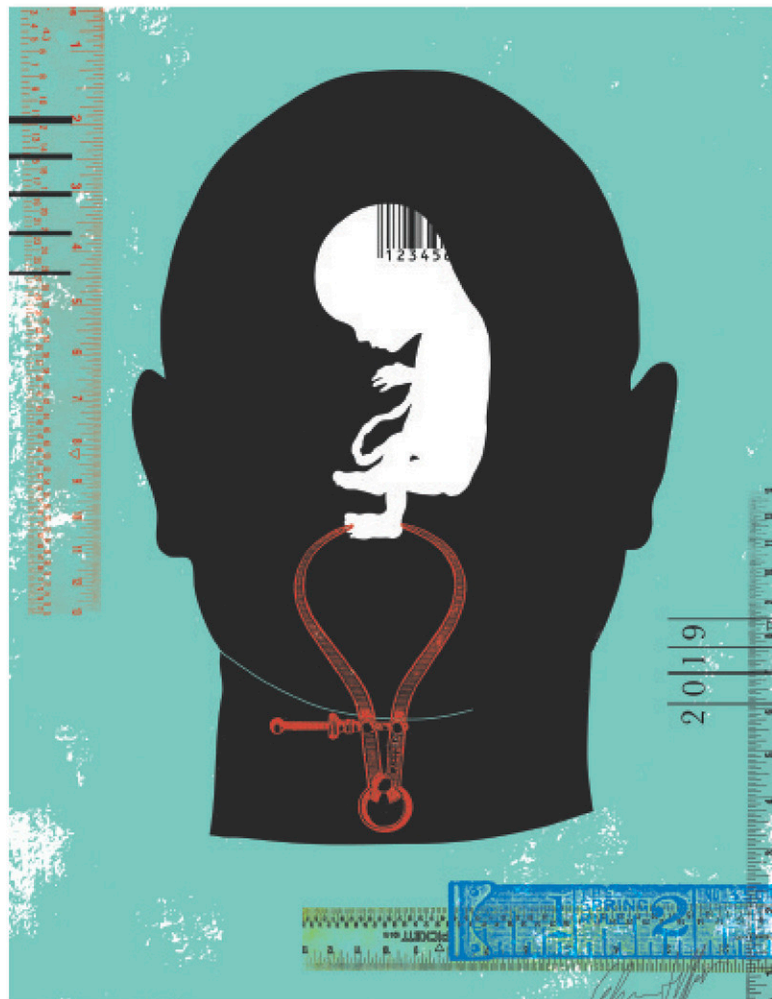
Pourquoi parler d'eugénisme aujourd'hui ? Le mot date ; pourtant, plusieurs signes indiquent qu'une nouvelle forme d'eugénisme émerge, sur le mode libéral.

Francis Galton, cousin de Darwin, considéré comme l'initiateur de l'eugénisme, se demandait à la fin du XIX^e siècle comment la sélection naturelle s'appliquait à l'espèce humaine et s'il était possible d'influencer la transmission des caractères héréditaires dans le but d'améliorer la race humaine. Pour lui, l'eugénisme ou « bonne naissance » désignait la science de l'amélioration des populations humaines par des moyens permettant à des races ou à des lignées plus convenables de prévaloir par rapport à d'autres moins bonnes, donc inférieures.

Au début du XX^e siècle, les mouvements et sociétés eugénistes, qui se sont répandus en Europe et en Amérique du Nord, se sont appuyés sur la science génétique, née dans le creuset d'une idéologie scientifique fondée sur des préjugés de classe et de race. Au sein d'une bourgeoisie inquiète de la « prolifération des classes improductives », des scientifiques posaient l'hypothèse d'une transmission héréditaire des « tares » sociales (alcoolisme, prostitution, criminalité, handicap mental). Aux États-Unis, dans un contexte de ségrégation raciale, même la question de l'immigration est devenue une préoccupation de l'eugénisme – certaines enquêtes montraient que « les immigrants récents étaient biologiquement inférieurs et mettaient en péril le sang de la nation¹ ». Dans les années 1930, 20 000 personnes ont été stérilisées dans 24 États américains qui avaient voté des lois sur la stérilisation.

Le nazisme a poussé la logique de l'eugénisme à son paroxysme en cherchant à éliminer physiquement les groupes et les « races » jugés inférieurs à partir de critères biologiques. Après la Deuxième Guerre mondiale, l'eugénisme est donc banni du vocabulaire des scientifiques en génétique humaine. Une page terrible de l'histoire est tournée. Cependant, à la faveur de certains développements technologiques et des avancées en biologie moléculaire qui s'accroissent à partir des années 1970, la question de l'eugénisme revient en douce.

Le philosophe Jürgen Habermas en fait état dans son ouvrage *L'avenir de la nature humaine. Vers un eugénisme libéral?* (Gallimard, 2002). Réfléchissant sur la nature des changements



Christian Tiffet, *Manipulation du vivant*, 2019

sociaux en Occident et sur les avancées technologiques, il avance l'hypothèse qu'une nouvelle forme d'eugénisme émergerait, individuel et privé mais soutenu financièrement par l'État, tout en restant un choix. Le contexte social pourrait devenir tel, avec l'idéologie de la consommation et du marché de la santé, que chacun se sentirait comme tenu, voire obligé de devenir responsable de sa santé génétique et de celle de sa descendance. La pression sociale – des professionnels de la santé en passant par les voisins, les amis ou les collègues au travail – pousserait à utiliser de plus en plus des tests génétiques pour avoir un enfant « parfait ». Habermas ajoute que cet eugénisme libéral pourrait s'accroître au point où certains pourraient vouloir en venir à améliorer génétiquement leur descendance.

Une pente vers une nouvelle forme d'eugénisme

Du diagnostic prénatal qui identifie certaines maladies génétiques héréditaires à la technique CRISPR qui ouvre la porte à

la thérapie génique corrigeant une mutation impliquée dans une maladie génétique : voilà un parcours qui résume plus de 40 ans d'efforts de recherche en génétique et en biologie moléculaire. Quelques dates en rafale : 1970, début du diagnostic prénatal ; 1978, naissance du premier bébé-éprouvette ; 1980, brevet accordé pour une bactérie modifiée génétiquement ; 1982, première naissance à partir d'un embryon congelé ; 1990, début des plantes transgéniques (OGM) ; 1996, première brebis clonée ; 2001, décryptage du génome humain ; 2012, création de l'outil d'édition génomique CRISPR qui a permis, en 2015, la modification du génome d'embryons humains et, en 2017, la correction dans un embryon humain d'une mutation induisant une maladie cardiaque.

Il faut distinguer ici deux trajectoires de la génétique humaine qui maintenant s'entremêlent. Tout d'abord, en développant le diagnostic prénatal dans les années 1970, la génétique humaine visait l'identification des maladies génétiques chez le fœtus humain dans le but ultime de les traiter. Or, au fil des années, les capacités d'identification des maladies génétiques ou des maladies à prédisposition génétique ont été décuplées par les tests d'ADN, alors que la capacité à les traiter ou à les guérir n'a pas suivi. Le résultat d'un test positif pour une maladie génétique grave ou mortelle a ainsi souvent comme conséquence l'interruption médicale de grossesse dans le but d'éviter une existence humaine courte et souffrante.

La trisomie 21 a constitué un cas particulier du diagnostic prénatal. À cause de sa prévalence qui augmente avec l'âge de la femme, cette anomalie chromosomique, qui mène à des degrés variables de retard mental, a été dès le départ visée par le diagnostic prénatal alors que, dans la majorité des cas, le nouveau-né ne présente pas une maladie mortelle. En 30 ans, ce dépistage est devenu un test de routine dans plusieurs pays occidentaux. Or, l'offre systématique de ce test par le moyen d'une politique publique de l'État, comme c'est le cas au Québec, nous interroge sur le sens de celle-ci : sommes-nous devant cette forme nouvelle d'eugénisme décrite par Habermas ?

Cet eugénisme libéral pourrait s'accroître au point où certains pourraient vouloir en venir à améliorer génétiquement leur descendance.

Cette question se pose avec d'autant plus d'acuité que la génétique a pris une autre trajectoire, liée cette fois-ci aux nouveautés des biotechnologies et au marché économique lucratif de la transformation du vivant. Si le scientifique peut modifier en l'« améliorer » le génome des plantes (OGM) ou celui des animaux (clones), pourquoi pas celui des êtres humains ? Dépassant largement le critère médical usuel du thérapeutique, cette visée *méliorative* du génome humain – pour augmenter la force corporelle, la mémoire, les talents, les traits psychologiques, etc. – fait évidemment l'objet de toutes sortes de spéculations.

Déjà en 2003, le President's Council on Bioethics des États-Unis, dans son rapport *Beyond Therapy*, a examiné les différents scénarios possibles des modifications génétiques au plan indi-

viduel, les résumant ainsi : « le désir d'avoir de meilleurs enfants, le désir d'être plus performant, le désir de maintenir un corps sans âge, le désir d'avoir un esprit heureux ». Voilà, selon lui, le programme des améliorations humaines auquel la génétique pourrait éventuellement répondre. Le but de ce rapport était d'envisager de façon anticipatoire le cadre des pratiques moralement acceptables, légitimant ce faisant ce que Habermas a appelé l'eugénisme libéral.

Plus récemment, en juillet 2018, le Nuffield Council on Bioethics de Grande-Bretagne a rédigé le rapport *Genome editing and human reproduction* qui analyse les possibilités d'ingénierie du génome humain (*genome editing*) ouvertes par la technique CRISPR. La commission s'inquiète de l'engrenage créé par la multiplication des tests portant sur le génome de l'embryon visant à identifier non seulement les maladies génétiques ayant des expressions variables, mais aussi des maladies ayant des composantes génétiques et environnementales aux interactions complexes, voire des caractéristiques génétiques physiques ou psychologiques non liées à des maladies. Ces pratiques, en se multipliant, induisent chez les couples des comportements de contrôle de la qualité génétique de leur embryon, une fausse assurance contre « un défaut de fabrication génétique » et un discours eugéniste sur la sélection de l'embryon. Cependant, le rapport ouvre la porte à la thérapie génique pour corriger les séquences géniques qui provoquent les maladies génétiques. Il en appelle à des débats publics afin de mieux orienter les efforts de recherche, d'encadrer les pratiques éthiquement acceptables du point de vue médical et de réglementer, à l'échelle internationale, le marché privé lucratif en matière « d'enfant à la carte ».

Face à certaines tendances et dérives eugéniques qui commencent déjà à se manifester, le temps des analyses, des bilans et des débats sociaux est venu. Les outils diagnostiques qui se sont développés en génétique sont complexes. Ils peuvent servir des intérêts de divers ordres allant du souhait de parents d'avoir un enfant en santé au désir d'avoir un enfant parfait, appuyant tantôt une politique gouvernementale visant à diminuer le nombre de personnes atteintes de trisomie 21, tantôt le marché privé lucratif des tests génétiques. Le désir individuel ou la non-productivité de certains membres de la société ne sauraient être ici des critères déterminants, car ils nous entraîneraient collectivement dans des logiques d'élimination des plus faibles et des politiques eugénistes. Des débats publics et de véritables consultations publiques soutenues par une volonté politique transparente sont nécessaires pour orienter nos choix collectifs dans le sens d'une conception de la personne humaine élargie qui ne soit pas réduite à sa productivité robotique ou à sa conformité avec l'ordre social dominant. Cela est d'autant plus pressant que nous sommes dans un contexte historique de crise sociétale et d'incertitude concernant l'avenir qui fait émerger l'intolérance et le rejet de l'autre, qu'il soit d'ici ou d'ailleurs, « improductif » ou vulnérable. Il n'est pas écrit qu'il faille rejouer l'histoire de l'eugénisme du XX^e siècle sous le mode, cette fois-ci, de l'amélioration génétique et de la performance individuelle. ©

1. Daniel J. Kevles, *Au nom de l'eugénisme*, Paris, PUF, 1985.

POUR UNE SCIENCE EMPATHIQUE

ENTREVUE AVEC KAREN MESSING



*Professeure émérite à l'UQAM en ergonomie, formée comme généticienne, Karen Messing a mené de nombreuses recherches sur la santé au travail, en particulier celle des femmes. Elle a grandement contribué à attirer l'attention des scientifiques sur la réalité des travailleurs et des travailleuses confinés à l'invisibilité en raison de leur genre et de leur statut social inférieur. Elle a entre autres publié *La santé des travailleuses. La science est-elle aveugle?* (Remue-ménage, 2000) et *Les souffrances invisibles* (Écosociété, 2016) et cofondé le Centre de recherche interdisciplinaire sur la santé, la société et l'environnement (CINBIOSE). Nous l'avons rencontrée pour discuter de son parcours et de son approche inclusive de la recherche.*

Dans *Les souffrances invisibles*, vous parlez d'un « fossé empathique » qui sépare souvent les scientifiques et les travailleurs. En quoi cela consiste-t-il ?

Karen Messing : J'ai voulu exprimer par cette notion le fait qu'il existe tout simplement un déficit d'empathie envers certaines personnes. C'est intimement lié au concept d'homophilie, selon lequel les gens en général ont tendance à s'associer à des personnes qui leur ressemblent et à s'identifier plus facilement à elles. C'est vrai aussi des scientifiques. Si on a passé une vingtaine d'années dans le milieu scolaire pour obtenir un doctorat, entouré de personnes qui viennent pour la plupart de la classe moyenne supérieure, nos références seront teintées par cette expérience. Cela peut nous amener à préférer étudier des personnes qui nous ressemblent, comme des travailleuses et des travailleurs de bureau, plutôt que des personnes moins nanties comme des caissières de supermarché ou des serveuses de restaurant. De plus, notre manque de connaissance à l'égard de l'environnement des petits salariés peut aussi nous amener à faire des erreurs scientifiques, telles qu'omettre de poser certaines questions critiques lors d'enquêtes scientifiques.

Je me souviens de la première fois que j'ai observé le travail d'une femme de ménage. C'était dans les toilettes d'un train, à la gare de l'Est, à Paris. Ma première réaction a été de penser qu'elle s'y prenait mal, qu'elle se contorsionnait inutilement. Je trouvais qu'il serait tellement plus simple de s'y prendre

autrement. Ça a pris tout mon cours d'ergonomie pour que je remette ce genre de jugement en question, parce que je ne voyais pas toutes les contraintes auxquelles elle faisait face. C'est seulement lors de la présentation de mon rapport final que mon prof m'a fait comprendre que pour faire ses opérations de nettoyage, la personne avait besoin qu'il y ait de l'eau dans les réservoirs des toilettes du train. Je ne m'étais jamais rendu compte que chacun de ses gestes était entièrement conditionné par ce fait. Ça m'a appris qu'avant de faire des jugements à l'emporte-pièce sur le travail des autres, il faut vraiment regarder, penser, interagir, se mettre à leur place.

Le fossé empathique, c'est donc ça : cette distance entre mes propres expériences et celles des personnes que j'étudie et qui, de par leur travail, se trouvent à être inférieures à moi dans la hiérarchie sociale. Dans certains cas, cela peut aller jusqu'à un manque de respect. Ce fossé fait en sorte qu'on ne voit pas certains problèmes, ce qui peut avoir des conséquences fâcheuses pour les personnes, même lorsqu'on est porté par une bonne intention, celle d'« améliorer » leurs conditions de travail.

Outre en développant une meilleure aptitude individuelle à l'empathie, comment remédier à ce genre de fossé ?

K. M. : Ce qui manque à la plupart des scientifiques, ce sont des expériences qui nous forcent à changer de cadre, à nous remettre en question. C'est cela qu'une instance comme le Service aux collectivités (SAC) de l'UQAM, qui est unique en

UN AUTRE SAVOIR SUR L'HUMAIN

Gilles Bibeau

L'auteur est professeur émérite au Département d'anthropologie de l'Université de Montréal

Partout sur la planète, les mêmes catégories de pensée et les mêmes théories forgées par les systèmes de savoir de l'Occident servent aujourd'hui à interpréter le monde, la nature, la vie, la personne et les dieux. Qu'il s'agisse de physique, de biologie, de psychologie, de sociologie, de droit, de philosophie, de théologie ou d'éthique, les savoirs mis au point dans les nations colonisatrices ont en effet rejeté, souvent d'une manière massive, les conceptions non occidentales de la personne, les représentations



Christian Tiffet, *Geste altruiste*, 2019

Amérique du Nord, nous force à faire. Le SAC administre une série d'ententes entre des groupes communautaires et des chercheurs et chercheuses de l'UQAM. Par exemple, un groupe communautaire fait part de ses besoins au SAC, qui cherche alors la ressource professorale pertinente et l'aide à trouver les

indigènes du monde, les savoirs locaux et les systèmes philosophiques étrangers. En s'arrogeant le droit de «civiliser» les autres nations, les pays occidentaux ont fini par imposer leurs modèles scientifiques et culturels, provoquant du même coup un affaiblissement des autres visions de ce qui nous définit comme humains, appauvrissant du même coup notre part commune d'humanité.

La pensée occidentale a historiquement logé la vérité de l'humain dans une seule partie de son être, à savoir l'esprit, le mental, le cognitif. L'accent ainsi mis sur la «psyché» conduit fatalement, à l'ère des neurosciences qui est la nôtre, à placer la conscience et l'intériorité qui nous caractérisent en tant qu'humains dans notre cerveau. On sait par contre qu'il existe d'autres conceptions de l'être humain que celle à laquelle nous conférons volontiers un statut d'universalité. Le prendre en compte nous aiderait à développer une distance critique par rapport à nos représentations de soi. Ainsi, par exemple, chez les Canaques de la Nouvelle-Calédonie, une personne est défi-

subventions nécessaires. Des agents voient ensuite à la formation des comités d'encadrement avec les milieux (communautaire, syndical, etc.) qui élaborent la question de recherche et assurent un suivi continu tout au long de la recherche. Comme chercheurs, sans ce genre de procédures et de professionnels qui nous placent constamment en contact avec les organismes communautaires, syndicaux ou autres, on apprend beaucoup moins vite.

Malheureusement, avec le manque d'argent pour la recherche, les comités de pairs qui octroient les fonds deviennent de plus en plus conservateurs, hésitant à miser sur les nouvelles idées générées par les interactions avec le communautaire. Ils investissent de préférence dans des équipes déjà reconnues qui utilisent des techniques bien rodées pour explorer des questions d'intérêt établi. C'est compréhensible, mais c'est triste pour la communauté et pour le développement scientifique. Il y a une vingtaine d'années, il y avait quelques sources de subvention dédiées aux partenariats avec la collectivité, notamment le Conseil québécois de la recherche sociale. Mais la vaste majorité de ces programmes ont été soit abolis, soit réorientés vers des partenariats de toutes sortes exigeant une contribution de la part des partenaires que les petits organismes ne peuvent pas se permettre.

Vous avez évoqué dans vos ouvrages la possibilité de mettre davantage les travailleurs à contribution dans la validation des résultats scientifiques. Concrètement, comment cela peut-il se faire ?

K. M. : Ce n'est pas possible dans tous les contextes, mais quand c'est le cas, ça peut prendre la forme d'un rapport préliminaire que l'on soumet aux personnes visées par l'étude, pour qu'elles nous donnent leurs commentaires. Prenons un exemple tiré de nos récentes recherches sur les horaires de travail dans une grande compagnie de transport privée. Les horaires y sont hypercomplexes et générés par un logiciel qui

nie comme une relation qui s'exprime au mieux dans le lien rattachant l'oncle maternel et le neveu –c'est ensemble que l'oncle et le neveu forment une seule et même personne qui peut dire «Je». Les Canaques ont ainsi besoin de la relation entre deux corps pour former un individu. La personne n'advient, chez eux, qu'à travers la présence d'un autre –du «dehors» donc– alors que dans les traditions de pensée occidentales, tout vient de notre subjectivité et de l'intériorité individuelle, en un mot du «dedans» même de la personne.

Or, notre conception de la personne en tant qu'individualité psychique nous conduit, sous l'effet des neurosciences, à réduire la représentation qu'on se fait de l'identité d'une personne à ce que contient son cerveau. Ce réductionnisme consistant à confondre «identité neuronale et psychique» d'une personne et «identité totale» de celle-ci est en fait le sous-produit d'une pensée sur l'être humain qui se fonde en priorité sur une «biologie de l'esprit». Or, on risque de ne jamais découvrir «ce qui fait marcher» une pensée, une vie ou

considère les personnes comme des pièces interchangeables, même si leurs vies, elles, ne le sont pas. À force de côtoyer les employés depuis maintenant cinq ans, on a appris non seulement les effets des différents horaires sur leur vie, mais aussi comment ils s'y prennent pour rendre ces horaires vivables, par exemple en échangeant des jours avec des collègues. Si les gens arrivent souvent à des solutions d'équipe, il reste tout de même place à l'amélioration. C'est là que nous arrivons avec toute une série de recommandations, d'abord sous la forme d'un rapport préliminaire, qui est soumis aux travailleurs ainsi qu'aux patrons. On en discute aussi avec la centrale syndicale, avec le comité de la condition des femmes, etc. À partir des commentaires de tout le monde, on produit une version améliorée du rapport. C'est beaucoup de travail, mais c'est essentiel car on n'aurait jamais eu les mêmes résultats si on n'avait pas été alimentés tout le long par ce genre d'échanges.

Cela dit, la participation des non-scientifiques au processus de validation ne va pas de soi, ces personnes n'étant pas habituées à la lecture, pas toujours alphabétisées ni même francophones. Et surtout, elles ne s'intéressent pas à tous les codes liés à la recherche. Alors selon les milieux, il est parfois nécessaire de présenter les résultats oralement, et prévoir après coup un processus de correction des recommandations.

Ces méthodes sont-elles une manière, selon vous, de démocratiser la science en rendant ses processus de production plus clairs pour les non-scientifiques ?

K. M. : Sans doute, mais c'est surtout pour nous une bonne façon de valider nos hypothèses. Par exemple, quand j'ai fait ma première recherche sur les rayonnements ionisants, en 1978-1981, le patron de l'usine où je concentrais mes recherches ne voulait pas qu'on entre sur les lieux de travail. C'est seulement en parlant avec les travailleurs que j'ai pu comprendre que les rayonnements auxquels ils étaient exposés n'étaient pas liés à une source externe, c'est-à-dire à une proximité phy-

sique avec un matériau radioactif, mais provenaient bien de source interne, leurs lieux de travail étant tellement poussiéreux qu'ils inhalaient de la poussière radioactive qui finissait par s'incruster dans leur corps. Les travailleurs de cette usine m'ont en effet expliqué qu'ils avalaient tellement de phosphates radioactifs que lorsqu'ils devaient se rendre chez le dentiste, ils devaient arrêter de travailler plusieurs semaines avant, afin que leur mâchoire redevienne assez forte pour endurer les manipulations du dentiste. Ça m'a donc mise sur une tout

Malheureusement, avec le manque d'argent pour la recherche, les comités de pairs qui octroient les fonds deviennent de plus en plus conservateurs.

autre piste scientifique. Il n'y avait presque rien à l'époque dans la littérature scientifique sur la question des poussières radioactives. Alors grâce à l'apport des travailleurs, on a pu documenter la présence de ces rayonnements internes, émis par des particules qui se logent dans les cellules, tout près de l'ADN et qui sont beaucoup plus dommageables que les rayonnements externes.

Bref, cette attention aux travailleurs et aux travailleuses, on peut la voir comme un geste altruiste, un don de mes connaissances scientifiques aux pauvres travailleurs et travailleuses qui vont les utiliser pour leur bien; mais on peut aussi voir cela comme un processus d'échange qui aide les deux parties à mieux comprendre une situation et à faire en sorte de mieux protéger la santé au travail. Pour ma part, j'ai toujours appris beaucoup de cette manière, bien plus que si j'avais été plus distante, dans mon laboratoire. ☺

Entrevue réalisée par Emiliano Arpin-Simonetti

une personne si on se limite à une vision de l'humain réduite aux seules traces que son histoire a déposées dans son tissu cérébral. L'univers de sens dont la personne a besoin pour construire son identité s'inscrit dans une histoire plus large, se déployant dans un espace familial, social et culturel qui lui est propre. Comme les Canaques, ne conviendrait-il pas que nos conceptions de l'humain tiennent compte de ces autres réalités non strictement biologiques? Cela nous permettrait de comprendre quelque chose aux systèmes culturels que nous fabriquons pour donner du sens au monde et qui nous fabriquent en retour, dans un mouvement semblable à celui des deux mains d'Escher se dessinant l'une l'autre.

Pour sortir du cercle vicieux d'une vision de l'humain réduite au profil cérébral, une seule voie semble s'ouvrir devant nous, celle qui passe par la mise en place d'un paradigme intégrant la pluralité des dimensions humaines, le biologique bien sûr – c'est tantôt la ligne de départ, tantôt le fil d'arrivée – mais aussi le psychologique, le social et le culturel, notamment

notre capacité à faire l'expérience subjective de tout ce qui fait partie de notre monde. Pour saisir la multidimensionnalité qui nous constitue comme être humain, nous sommes forcés d'envisager l'être humain comme un « sujet parlant » qui est pris dans un mode particulier d'être-au-monde, celui-là précisément que lui fournit sa culture et sa société. Si l'on veut pouvoir situer adéquatement la contribution des différents savoirs à la compréhension de l'être humain, deux voies s'ouvrent devant nous : d'une part, compléter par des réflexions d'ordre métaphysique ce que la biologie, la psychologie et les sciences sociales nous apprennent ; d'autre part, prendre au sérieux le fait que les humains n'existent pas sous une forme générale ou universelle, mais qu'ils sont toujours modélés – notre existence corporelle l'exige – par une version chaque fois singulière de l'humanité.

LE VIVANT, TOURMENT DE LA SCIENCE MODERNE

La science, axée sur la mathématisation de la nature, peine à cerner la singularité du vivant et en propose une vision appauvrie.

Olivier Rey

L'auteur, mathématicien, philosophe et chercheur au CNRS, est l'auteur de *Leurre et malheur du transhumanisme* (Desclée de Brouwer, 2018)

Il faudrait toujours, quand on parle de science, prendre garde à l'hétérogénéité de ce qu'on range sous ce mot. La science moderne a hérité de bien des éléments élaborés par le passé. Pour autant, la science qui a pris son essor en Europe au XVII^e siècle n'était pas la simple continuation de la philosophie naturelle qui l'avait précédée; elle était aussi en rupture avec celle-ci.

Pour mesurer l'écart entre la science moderne et les pensées scientifiques antérieures, anciennes et médiévales, il suffit de considérer l'étymologie du mot « physique ». Celui-ci est dérivé d'un verbe grec (*phuein*) signifiant « naître », « croître », « pousser » et désigne les choses qui se produisent d'elles-mêmes, par opposition à celles qui sont fabriquées – et donc inanimées –, les *poioumena*, du verbe *poiein*, « fabriquer », « produire ». Dans son traité intitulé *Physique*, Aristote place ainsi le vivant en premier, la matière inanimée venant seulement ensuite. C'est à partir du vivant que l'ensemble de la nature se trouve pensé.

La perspective moderne est toute différente. Si, comme l'a affirmé Galilée, l'univers est écrit en langue mathématique, la science consiste alors à dégager la *mathématicité* sous-jacente aux phénomènes. Celle-ci n'est pas conçue comme un résultat éventuel de l'investigation scientifique, mais comme la forme même à laquelle une investigation scientifique doit aboutir pour faire véritablement science. Si la physique d'Aristote, partant du vivant, était peu à son aise avec l'inanimé, la science moderne se trouve quant à elle dans une situation inverse: partant de l'inanimé – parce que c'est là que la mathématicité se laisse mettre en évidence –, c'est le vivant qui lui pose problème. Selon l'idéal moderne, une science accomplie du vivant serait une science mathématique du vivant.



Christian Tiffet, *Stratégie de survie*, 2019

La résistance du vivant

Cependant, le vivant résiste. D'après Kant, il est illusoire de penser que la biologie puisse être un jour absorbée dans la physique: « Il est bien certain que nous ne pouvons pas connaître suffisamment les êtres organisés et leur possibilité interne d'après de simples principes mécaniques de la nature, encore bien moins nous les expliquer; et cela est si certain, que l'on peut dire hardiment qu'il est absurde pour les hommes de seulement former un tel dessein ou d'espérer qu'il surgira un jour quelque Newton, qui pourrait faire comprendre ne serait-ce que la production d'un brin d'herbe d'après des lois naturelles qu'aucune intention n'a ordonnées¹. » Et quand bien même un tel Newton se présentait, nous permettrait-il de saisir vraiment ce qu'est le vivant ou, au contraire, nous le ferait-il complètement manquer? Imaginons, comme le marquis de

Laplace, «une intelligence qui, pour un instant donné, connaît toutes les forces dont la nature est animée et la situation respective des êtres qui la composent», et qui serait «assez vaste pour soumettre ces données à l'Analyse». Une telle intelligence «embrasserait dans la même formule les mouvements des plus grands corps de l'univers et ceux du plus léger atome: rien ne serait incertain pour elle, et l'avenir, comme le passé, serait présent à ses yeux²». Elle verrait l'avenir et le passé, mais pas les êtres vivants: à leur place, seulement des nuages de particules s'agglutinant et se dispersant. Elle calculerait tout, mais ignorerait ce que c'est que d'être vivant.

Le mouvement des particules est déterminé par les forces qui agissent sur elles. Le mouvement des êtres vivants (même une plante est en mouvement, elle «pousse») répond quant à lui à des finalités. Si nous regardons une rivière depuis un pont, par une journée ensoleillée, les clapotis de l'eau qui s'écoule ne cessent de produire des éclats de lumière; tout bouge et pourtant, si l'eau est claire, nous repérons sans difficulté la présence d'un poisson, surtout s'il nage à contre-courant, et nous savons immédiatement qu'il s'agit d'un être vivant. Nous le savons parce que son mouvement n'est pas une simple résultante du courant, il a une finalité, que nous saisissons en référence à notre propre qualité d'être vivant, animé lui aussi de finalités.

Ce dont nous manquons le plus cruellement, ce n'est pas tant de mesures de sauvegarde que d'une conception adéquate de la nature, du vivant, qui reconnaisse en elle des fins.

On mesure à quel point la biologie moderne se trouve dans une position délicate: d'un côté, c'est une spécificité du vivant qui justifie son existence en tant que science particulière; de l'autre, l'idéal de la science moderne dénie toute spécificité au vivant. Le biochimiste Jacques Monod a bien exprimé cette tension. Selon lui, le problème central de la biologie réside dans la contradiction entre le refus scientifique des causes finales et le fait que le vivant a des finalités – contradiction «qu'il s'agit de résoudre si elle n'est qu'apparente, ou de prouver radicalement insoluble si en vérité il en est bien ainsi³». Fondamentalement, on se trouve placé devant une alternative: ou bien le vivant en tant que tel peut être appréhendé par la science (moderne) – mais alors le vivant, en tant qu'être de finalité, se dissout, ce n'est plus le vivant; ou bien le vivant en tant que tel ne peut pas être appréhendé par la science (toujours en son sens moderne) – mais alors la science n'est plus la science (dans sa prétention à l'universalité). En pratique, on navigue entre les deux termes de l'alternative, ce qui fait du vivant une plaie suppurante au flanc de la science moderne.

Le paradigme de l'autoconservation

Faute de réussir à éliminer la finalité, la biologie moderne s'est efforcée de la circonscrire au maximum, en la réduisant à un

motif unique, le même partout: l'*autoconservation*. Dans la pensée ancienne et médiévale, chaque vivant était considéré comme un être à accomplir, qui transcendait sa pure et simple existence factuelle – ce qui importait avant tout était la conformité de la vie à ce qu'elle devait être. Dans les termes de Thomas d'Aquin: «Le bien pour tout être est qu'il atteigne sa fin; le mal est qu'il en soit détourné» (*Somme contre les gentils*, III). À ce titre, l'autoconservation n'était qu'une fin seconde, subordonnée à la fin première qu'était l'accomplissement de l'être en question. Avec l'arrivée de la pensée moderne, l'autoconservation sera considérée comme la fin première et ultime, et l'ensemble des particularités déployées par la vie, dans leur diversité, seront envisagées comme déterminées par cette seule fin et justifiées par elle. La conservation n'est plus au service d'un être à conserver; l'être et sa conservation ne font qu'un.

On conviendra que Jacques Monod a reconnu les êtres vivants comme «objets doués d'un projet». Mais ce projet, quel est-il? «Tout projet particulier, quel qu'il soit, n'a de sens que comme partie d'un projet plus général. Toutes les adaptations fonctionnelles des êtres vivants comme aussi tous les artéfacts façonnés par eux accomplissent des projets particuliers qu'il est possible de considérer comme des aspects ou des fragments d'un projet primitif unique, qui est la conservation et la multiplication de l'espèce⁴.» Ainsi, la théorie darwinienne de l'évolution s'est entièrement élaborée autour des notions de *lutte pour la vie* et de *sélection des mieux adaptés* qui réussissent à survivre et à avoir une descendance, ou qui ont la descendance la plus nombreuse; sans que n'entre aucunement en considération ce que telle ou telle forme vivante aurait en soi à être. Il en résulte une conception extrêmement pauvre du vivant. L'enjeu est loin d'être seulement épistémologique: si derrière la diversité presque infinie du vivant ne se cache qu'une seule et unique obsession – l'autoconservation – indépendamment de ce qui est à conserver, alors cette diversité des apparences ne commande aucun respect. Selon cette conception, quand une espèce disparaît, ce n'est pas l'être qui se trouve amputé, seulement une stratégie de survie qui se trouve mise en échec.

C'est pourquoi les mesures prises actuellement en faveur de l'«environnement», pour louables qu'elles soient, s'avèrent inefficaces: elles arrêtent moins les ravages qu'elles ne permettent à la dynamique ravageuse de se poursuivre, en en mitigeant les effets les plus directement létaux. Ce dont nous manquons le plus cruellement, ce n'est pas tant de mesures de sauvegarde que d'une conception adéquate de la nature, du vivant, qui reconnaisse en elle des fins. Simone Weil écrivait dans ses cahiers: «Repenser la science: tâche formidable, autrement intéressante que de la continuer⁵.» ☺

1. Emmanuel Kant, *Critique de la faculté de juger* [1791], Paris, Vrin, 1993, p. 335.

2. Pierre-Simon de Laplace, *Essai philosophique sur les probabilités* [1814], Paris, Bourgois, 1986, p. 32-33.

3. Jacques Monod, *Le Hasard et la Nécessité*, Paris, Le Seuil, 1970, p. 33.

4. *Ibid.*, p. 26.

5. *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, t. VI, vol. 1, 1994, p. 180.



Christian Tiffet,
Poésie féconde, 2019

À L'ÉCOUTE DES PLANTES

*L'attention portée à la sensibilité
chez les plantes et aux multiples relations qu'elles entretiennent avec leur milieu aide à sortir
des ornières cartésiennes et mécanicistes dans lesquelles la science du vivant est encore trop confinée.*

Jacques Tassin

L'auteur, chercheur en écologie végétale au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement à Montpellier, en France, a publié *Penser comme un arbre* (Odile Jacob, 2018)

Notre regard sur le végétal souffre souvent de telles distorsions que l'image que nous nous en faisons est fortement brouillée. L'anthropomorphisme, si courant, nous pousse en effet à envisager les plantes à notre image. Un courant étrange nous conduit même aujourd'hui à ne nous intéresser, dans les arbres, qu'à une part qui nous ressemblerait. Après *La vie secrète des plantes* de Peter Tompkins et Christopher Bird, *La Vie secrète des arbres* (Les Arènes, 2017) de Peter Wohlleben prête à son tour aux arbres des sentiments humains, se propulsant ainsi au sommet des palmarès. Alors, face à de tels dérapages, la science actuelle fournirait-elle la meilleure lentille pour voir les plantes telles qu'elles sont? Performante et permettant de voir de très près, cette lentille est-elle pour autant tout à fait transparente et indemne de tout filtre?

Loin de moi, en tant que chercheur, l'idée de dénigrer une approche scientifique du végétal. Il n'y a certainement pas d'autre voie que la démarche scientifique pour bénéficier de connaissances objectives et avérées sur le monde. Mais une telle constatation, indéniable, n'exclut pas une approche critique du type de regard que propose la science pour envisager les plantes. Ce regard est merveilleusement efficace, mais il demeure incomplet, peut-être même un peu borgne. Dans ma carrière, j'ai souvent rencontré des chercheurs, par exemple

des généticiens, des biochimistes ou des biométriciens du végétal, qui reconnaissaient avoir fini par perdre de vue qu'ils travaillaient sur des plantes au cours de leurs travaux. Si l'on songe à de telles postures, alors le philosophe Maurice Merleau-Ponty n'avait pas tort d'écrire, à la première ligne de *L'œil et l'esprit*: «La science manipule les choses, elle renonce à les habiter.» Par elle-même – mais il est vrai que ce n'est pas là son dessein premier – la science ne raccourcit pas la distance qui sépare le scientifique de son *objet* d'étude. Elle place plutôt le premier en surplomb du second, et même, elle l'en éloigne.

La part oubliée du sensible

Précisément, la science pose le végétal comme un objet, et non comme un sujet. Il est inutile de revenir ici sur les traces laissées en nous par la pensée d'un Galilée, puis d'un Descartes, qui ont concouru, en mathématisant le monde, à le présenter comme un ensemble de rouages bien huilés et commandés depuis les voies célestes, *a fortiori* lorsqu'il s'agissait du vivant. De tels rouages broient toute reconnaissance du sensible au sein du vivant dès lors qu'il ne s'agit pas d'un humain.

Les travaux du biologiste Jacob von Uexküll ou du primatologue Kinji Imanishi, certes centrés sur les animaux mais s'intéressant au vivant en général, reconnaissaient, dès le début du XX^e siècle, les êtres vivants comme des êtres libres, sensibles et indissociables de leur milieu. De tels travaux peinent encore à se faire connaître aujourd'hui. La part sensible de chacun de ces êtres vivants, qui leur confère une capacité de présence en se donnant au monde, en étant à même le monde, reste en effet largement ignorée de la communauté scientifique, quand

elle n'est pas dénigrée. Même si l'idée de sensibilité végétale est aujourd'hui acceptée par cette communauté, cette sensibilité alors consentie n'en reste pas moins une sensibilité qui serait purement réceptrice, certes capable de fournir des réponses à des stimuli externes, mais inapte à s'engager d'elle-même dans le monde.

Le regard ainsi porté sur la sensibilité des plantes et leur rapport à leur milieu reste froidement asymétrique. La mésologie, ou science des milieux, originellement conceptualisée par un disciple d'Auguste Comte, Charles Robin, et actuellement portée par le géographe Augustin Berque, envisage chaque couple individu-milieu comme un couple dynamique indissociable qui représente la réalité la plus juste. Dissocier de ce couple l'individu ou le milieu, comme la science analytique le propose invariablement, revient à produire une virtualité.

La part sensible de chacun de ces êtres vivants reste largement ignorée de la communauté scientifique.

S'agissant des végétaux, la réalité d'un tel couple dynamique ne fait pourtant aucun doute. La plante s'enracine au sol comme le sol s'enracine tout autant, d'un point de vue ontologique, dans la plante. Dissocier un système racinaire du sol où il s'ancre revient à produire une abstraction. À l'exception des plantes parasites (épiphytes) ou des cultures produites en hydroponie, il n'y a pas de plante sans sol. Envisager dès lors l'évolution du vivant végétal comme un simple ensemble de réponses à l'environnement, alors que ce végétal détermine en grande part la composition même de cet environnement, représente une démarche nécessairement incomplète. L'avènement d'une science de l'évolution non exclusivement mécaniste se fait toujours attendre.

Niant en quelque sorte la possibilité d'une sensibilité active chez la plante, la science se méfie tout autant de la mise en jeu de la sensibilité humaine à l'égard de ses objets de considération. Elle n'a certes pas tort de procéder ainsi, tant notre sensibilité peut nous égarer. Aussi Démocrite avait-il perçu avec raison –précisément, il s'agit bien là de raison– que la sensibilité peut constituer un obstacle à une juste représentation du monde. Est-ce à dire cependant que notre propre sensibilité est inapte à lever le voile sur certaines facettes du monde végétal?

Botanique et poésie féconde

De beaux exemples montrent le contraire. J'en retiens deux, qui révèlent combien, contre toute attente, l'approche d'un poète peut se révéler pertinente quand il s'agit de dévoiler la nature même des plantes, pour ne parler que d'elles. Les scientifiques se montrent souvent démunis lorsqu'il s'agit d'investiguer, au sein du vivant, les constantes présentes dans les formes, dans les changements d'état ou bien dans les convergences. Les poètes le sont beaucoup moins.

Mon premier exemple se réfère au grand poète allemand Goethe. Derrière la diversité des plantes devait se cacher, à ses

yeux, un archétype. Le fil rouge de ses recherches, déduit de conversations avec Schiller, autre poète et philosophe allemand, était clair: «Ne pourrais-je trouver parmi cette foule d'espèces la plante primordiale? Il faut pourtant qu'il en existe une! À quoi reconnaitrai-je sans cela si telle créature est une plante, si toutes n'étaient pas formées d'après un seul modèle?» C'est selon ce principe d'une *idée* de la plante, au sens platonicien, qu'il mit en évidence des règles de phyllotaxie, ou règles d'ordonnement des feuilles le long de la tige. Son regard de poète alla plus loin encore puisqu'il mit à jour des principes de métamorphose foliaire inhérente à la floraison, les pièces florales telles que les pétales ou les sépales étant des feuilles modifiées. Enfin, il eut l'intuition que les arbres représentaient des fédérations de bourgeons, tels des êtres multiples intégrés, et non tels des êtres parfaitement individués.

Le second exemple procède d'une idée tout aussi originale émise cette fois par Francis Hallé, un botaniste français de renommée internationale, qui ne se satisfait pas des dogmes scientifiques pour étudier les plantes. C'est à la faveur de cette liberté d'esprit qu'il a identifié, un peu à la manière de Goethe qui cherchait une plante primordiale, des types architecturaux fondamentaux au sein des arbres. Il a ainsi identifié 22 modèles architecturaux, à l'un ou l'autre desquels il est possible de rattacher toute espèce d'arbre dans le monde. Pour arriver à un tel discernement, il lui a fallu un brin de poésie, à la fois léger et déterminant.

De manière très paradoxale, la biologie peine à penser le vivant qu'elle s'est fixé comme *objet* d'étude, mais qu'elle écarte comme *sujet*. Elle ne le reconnaît pas comme pourvu d'une sensibilité active, doté d'une relative liberté à l'égard de son milieu, et surtout, s'inscrivant dans le temps, pour ne pas dire la *durée*, au sens du philosophe Bergson, c'est-à-dire s'inclinant vers l'avenir sous la poussée de son propre passé. La biologie végétale demeure en attente d'outils propres à l'étude d'une matière animée sensible, inscrite dans cette durée. Dès lors, sommes-nous bien certains d'avoir choisi les meilleurs angles de représentation du végétal, qui nous renvoient implacablement aux outils d'investigation de la matière inanimée? C'est pourquoi des biologistes s'intéressent aujourd'hui à l'auto-organisation des plantes, à leur mode de fonctionnement communautaire multipliant les facilitations mutuelles, à leurs formes jamais tout à fait prédéfinies, à leurs niveaux d'organisation, à leur capacité de s'ajuster aux variations de l'environnement, entre autres. Ils ne craignent plus de s'aventurer hors des sentiers battus, au risque d'être heurtés par d'autres biologistes parfois un peu myopes, qui ont le nez dans le guidon... Tels sont les premiers pas aventureux d'une biologie qui tarde tant à se départir de ses vieux oripeaux cartésiens. Tel est sans doute le prix à payer pour lever le voile sur les plantes vivantes. ☺

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

Consultez nos suggestions de lectures, de films, de vidéos et de sites Web en lien avec le dossier au www.revuerelations.qc.ca

SOIRÉES Relations

SCIENCES SOUS INFLUENCE

Malgré sa place centrale dans notre société, la science est loin d'être au-dessus de tout soupçon. L'indépendance et l'éthique de la recherche scientifique sont régulièrement menacées par de puissants intérêts financiers, liés au développement des technosciences notamment. Ce phénomène s'accompagne aussi de l'influence grandissante de l'idéologie scientiste selon laquelle toute compréhension de la vie et du monde doit dépendre uniquement des sciences expérimentales et des technologies. Organisée dans la foulée du dossier « Regards critiques sur la science », cette soirée Relations abordera ces dynamiques en proposant diverses façons d'en contrecarrer les dérives.

À MONTRÉAL

Le mardi 29 janvier à 19 h

UQAM – Pavillon PK

201, avenue du Président-Kennedy
(métro Place-des-Arts)

Salle PK1140

À QUÉBEC

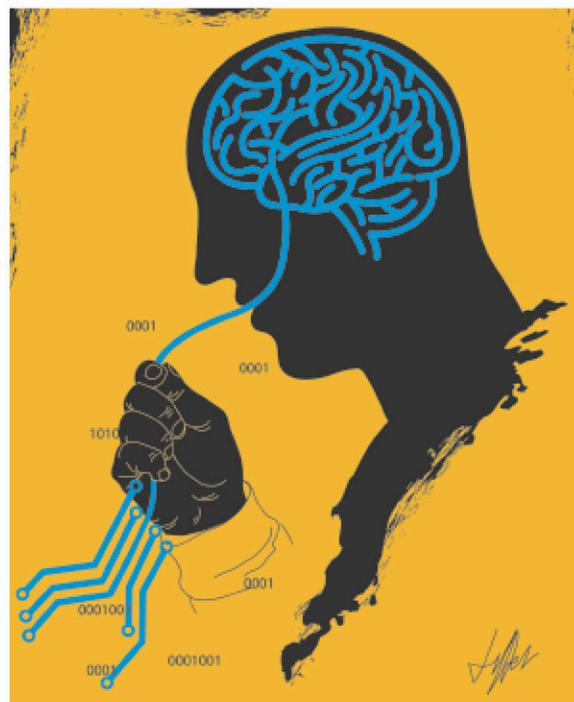
Le lundi 4 février à 19 h

Centre culture et environnement Frédéric-Back
870, avenue de Salaberry

Contribution suggérée : 5 \$

Renseignements : **Christiane Le Guen**
514-387-2541, poste 234 ou cleguen@cjf.qc.ca

En collaboration avec :



Christian Tiffet, *La déconnexion*, 2019

AVEC

ÉLISABETH ABERGEL, professeure titulaire au Département de sociologie et membre de l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM ;

MARIE-ÈVE MAILLÉ, professeure associée au CINBIOSE de l'UQAM et auteure, entre autres, de *L'affaire Maillé* (Écosociété, 2018) ;

MARIE-HÉLÈNE PARIZEAU, professeure titulaire à la Faculté de philosophie de l'Université Laval et membre de la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies de l'Unesco (À QUÉBEC SEULEMENT) ;

JEAN-CLAUDE ST-ONGE, écrivain et philosophe, auteur, entre autres, de *Tous fous ? L'influence de l'industrie pharmaceutique sur la psychiatrie* (Écosociété, 2013) (À MONTRÉAL SEULEMENT).

Notre numéro de mars-avril 2019 sera en kiosques et en librairies le 15 mars 2019. Pensez à réserver votre exemplaire! Il comprendra notamment un dossier sur:

LA JUSTICE ALTERNATIVE

Engorgement des tribunaux et des prisons, judiciairisation et surincarcération des personnes marginalisées, racisées et autochtones... l'approche punitive au cœur de notre système de justice est régulièrement confrontée à ses limites et à ses abus. Au cours des dernières décennies, des approches différentes, misant entre autres sur la réhabilitation et la justice réparatrice, se sont pourtant développées. Qu'ont-elles à offrir? Permettent-elles de s'extraire suffisamment du cadre punitif de notre système? Les traditions juridiques autochtones, longtemps réprimées, peuvent-elles pour leur part nous montrer de nouvelles voies? Ce dossier abordera ces questions ainsi que d'autres avenues pour rendre notre système de justice plus humain... et plus juste.

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Web : <www.revuerelations.qc.ca>.



Charles Lemay

À LIRE AUSSI DANS CE NUMÉRO :

- un débat sur la prochaine grande crise financière mondiale ;
- une analyse sur l'élection d'un président de gauche au Mexique ;
- un regard sur l'effet des inégalités dans le quartier Parc-Extension, à Montréal ;
- le Carnet de Marc Chabot, la chronique poétique d'Olivia Tapiero et la chronique Questions de sens signée par Anne Fortin ;
- les œuvres de notre artiste invité, Charles Lemay.



ÉLARGIR
L'HORIZON DES
POSSIBLES

fneeq CSN
Fédération nationale
des enseignantes et
des enseignants
du Québec

fneeq.qc.ca



MONTÉE D'UN NATIONALISME FASCISANT EN INDE

De sombres perspectives se dressent à l'horizon des élections de mai 2019 en Inde. Polarisation et violences contre les minorités religieuses sont la marque du parti au pouvoir, qui œuvre à construire un nationalisme hindou aux relents de fascisme.

Feroz Mehdi

L'auteur est membre d'Alternatives

En 1999, le parti nationaliste Bhartiya Janata Party (BJP) a pris le pouvoir en Inde¹, à la tête d'un gouvernement de coalition qui a duré cinq ans. Ayant perdu les élections de 2004, il n'est revenu au pouvoir qu'en 2014, mais cette fois en tant que parti majoritaire au parlement fédéral, bien qu'il n'ait obtenu que 33% du vote populaire. Arrivé au terme de son mandat de cinq ans, tout indique que le BJP ne manquera pas de faire de nouvelles et innocentes victimes en polarisant la société entre hindous et musulmans au cours de la campagne électorale de 2019, comme il l'a fait lors des élections précédentes.

Créer un nationalisme hindou

La classe dirigeante indienne s'est toujours servie de l'interprétation de l'histoire avec efficacité pour sur-simplifier et, en même temps, compliquer la réalité du pays, servant bien sûr sa vision du monde. Cela se manifeste depuis quelques temps dans l'attitude des chefs du BJP qui, comme s'ils répondaient à l'historien britannique du XIX^e siècle James Mill – qui jugeait l'Inde arriérée et incapable du moindre accomplissement dans le domaine de la philosophie ou de la science –, élèvent l'absurdité à de nouveaux sommets. Ils prétendent que les récits épiques et mythologiques de l'Inde comme le Mahabharata, écrits en sanskrit et datant de plus de 2000 ans, sont des documents scientifiques. Donnant l'exemple du guerrier Karna ainsi que celui de Ganesh, le Dieu hindou à la tête d'éléphant, le premier ministre Narendra Modi, dans un discours prononcé dans un hôpital de Mumbai le 25 octobre 2014, affirmait : « Nous pouvons être fiers de ce que notre pays a accompli dans le domaine de la science médicale à un certain moment. [...] Nous avons tous lu au sujet de Karna dans le Mahabharata. Si nous y pensons un peu plus, nous réalisons que le Mahabharata dit que Karna n'est pas né du ventre de sa mère. Cela signifie que la science génétique existait à cette époque. C'est pourquoi Karna aurait pu naître autrement [...] Nous célébrons le dieu Ganesh. Il a dû y avoir des chirurgiens plastiques à l'époque qui ont greffé une tête d'éléphant sur un corps humain, commençant ainsi la pratique de la chirurgie plastique². »

Modi n'est pas le seul de son parti à dire de telles inepties. Plusieurs de ses collègues ont fait des déclarations similaires. Satyapal Singh, ministre d'État indien chargé du développement des ressources humaines, responsable de l'enseignement supérieur, a réfuté la théorie de l'évolution de Charles Darwin

devant un public réuni à Aurangabad, arguant que « personne n'a jamais écrit ou dit avoir vu un singe se transformer en homme » (*The Times of India*, 21 janvier 2018). Plus récemment, le directeur de la Banque centrale de l'Inde, nommé il y a peu par le gouvernement du BJP, a imputé la cause des inondations catastrophiques qui ont frappé l'État du Kerala au fait que celui-ci ait accordé aux femmes l'accès à un temple!

On pourrait croire que de telles affirmations ne peuvent venir que de personnes ignorantes ou illettrées, ou encore de politiciens populistes qui en profèrent aussi en Inde. Mais les leaders du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, en français « Association des volontaires nationaux »), dont le BJP est le bras politique, sont loin d'être des humoristes ou des « performers ». Ils tentent sérieusement d'établir que l'Inde se trouve au centre de l'univers, que la théorie de Darwin est une fumisterie, que les civilisations ont commencé en Inde, berceau de la connaissance scientifique et que le reste du monde essaie maintenant de rattraper.

Une cour supérieure de Mumbai a même refusé de condamner des individus qui avaient assassiné un musulman, jugeant que la religion de la victime constituait une provocation.

Qu'est-ce que le RSS? Il est très important d'en comprendre l'idéologie et les politiques afin de comprendre l'Inde d'aujourd'hui. Marginale dans la politique parlementaire après l'Indépendance et jusqu'au milieu des années 1970, cette organisation, qui ne recevait que peu d'attention de la part des médias et du monde académique, est toutefois devenue trop visible pour être ignorée depuis le milieu des années 1980.

Le RSS a été fondé par Keshav Baliram Hedgewar en 1925. Il s'agit d'une organisation de droite nationaliste hindoue qui vise la construction d'une nation hindoue (« *Hindu Rashtra* »). Leur deuxième leader, M.S. Golwalkar, nommé par Hedgewar en 1940, écrit dans son livre controversé *We, or Our Nationhood Defined* (Bharat Publication, 1939) : « Les Hindous sont venus dans ce pays de nulle part, mais ils sont les enfants indigènes de ce sol depuis des temps immémoriaux. » Ce facteur racial est l'ingrédient fondamental de toute nation aux yeux de Golwalkar, qui n'hésite pas à se réclamer de l'idéologie d'Hitler : « Afin de conserver la pureté de la race et sa culture, l'Allemagne a choqué le monde en purgeant le pays de la race sémitique – les

juifs. L'orgueil de la race à son plus haut niveau s'y est manifesté. L'Allemagne a aussi montré à quel point il est impossible pour les races et les cultures ayant des différences fondamentales d'être assimilées en un tout uni, une bonne leçon pour nous en Hindoustan» (p. 55).

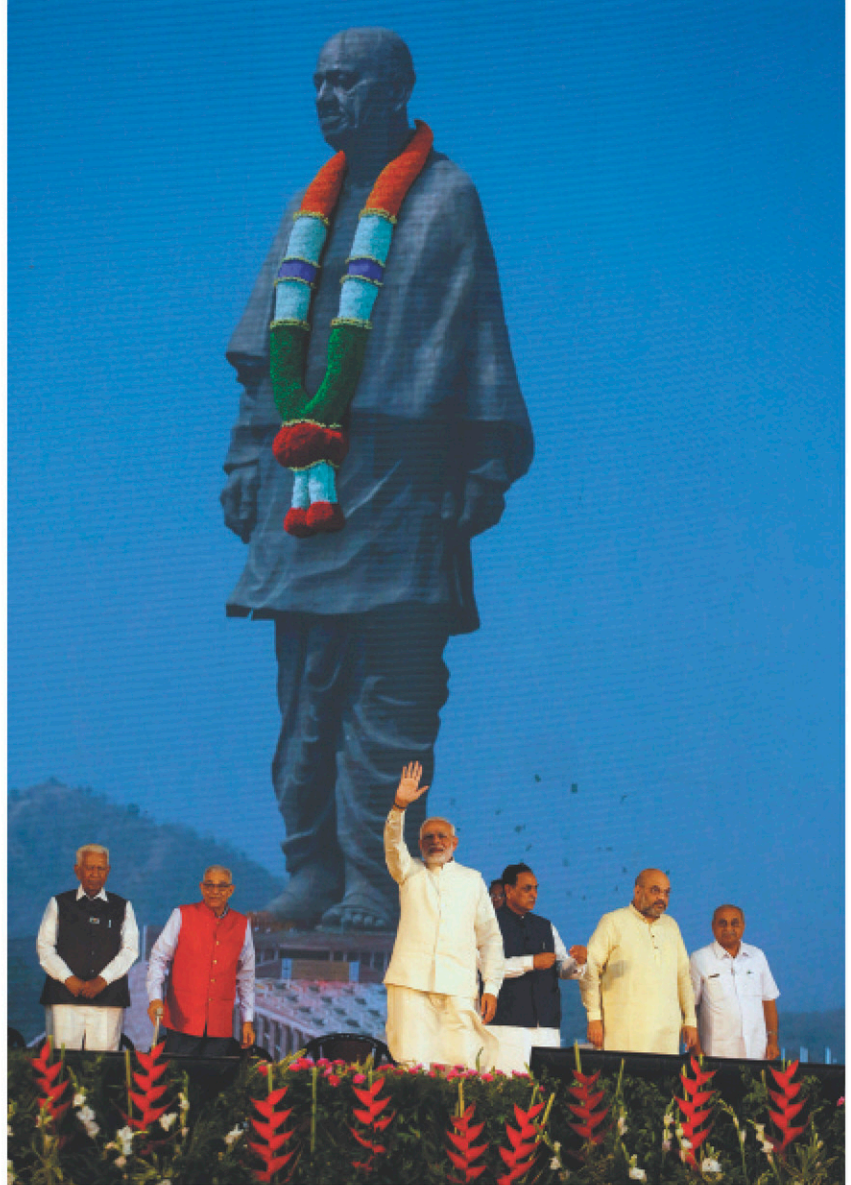
Ce type de raisonnement nationaliste ethnique appliqué à la minorité musulmane en Inde est clairement utilisé par des leaders du RSS comme le défunt A.B. Vajpayee. Dans un discours prononcé à Goa le 12 avril 2002, alors qu'il était premier ministre de l'Inde, juste après le massacre de milliers de musulmans au Gujarat (l'État dont Modi était alors chef du gouvernement régional), celui-ci affirmait : «partout où ils vivent, les musulmans n'aiment pas coexister avec les autres». Alors que la terreur s'abattait sur les musulmans du Gujarat, il les accusait de chercher à «répandre leur foi en recourant à la terreur» (*The Wire*, 17 août 2018)!

Lorsqu'une classe sociale cherche à devenir hégémonique, comme l'expliquait le philosophe Gramsci, elle doit se nationaliser. En Inde, cette classe est en train de construire et de nationaliser une idéologie qu'elle appelle *hindutva* ou «nationalisme hindou» – qui n'est rien d'autre que la version XXI^e siècle du fascisme en Inde.

Violences contre les minorités religieuses

En effet, depuis l'arrivée au pouvoir de Modi en 2014, les lynchages et les violences de milices extrémistes contre les membres de minorités religieuses, les Dalits (ou «Intouchables») et les Adivasis (les peuples autochtones) sont en hausse. Des personnes, en particulier musulmanes, sont attaquées et souvent assassinées sous prétexte qu'elles abattaient des vaches, considérées comme sacrées en Inde. Dans plusieurs provinces, cela se passe avec la collaboration des autorités de l'État. Des hommes de main harcèlent librement et lynchent des couples mixtes dont l'un des époux est musulman et l'autre hindou. Les vigiles nationalistes hindoues réclament le droit de contrer ce qu'ils appellent le *love jihad* mené par l'homme musulman qui, à leurs yeux, cherche à séduire la femme hindoue pour la convertir à l'islam. N'importe qui peut être assassiné en toute impunité, juste parce qu'il a l'air musulman. Une cour supérieure de Mumbai a même refusé de condamner des individus qui avaient assassiné un musulman, jugeant que la religion de la victime constituait une provocation.

Les statistiques concernant les lynchages qui ont cours depuis 2010 montrent que 97% des cas ont eu lieu après l'arrivée au pouvoir de Modi en mai 2014, et que sur les 289 victimes, 88% étaient musulmanes³. Récemment, Amit Shah, le président du BJP, a dit devant l'exécutif de son parti que celui-ci continuerait de remporter les élections malgré les lynchages.



Inaugurée le 31 octobre 2018, la gigantesque «statue de l'unité» représentant le leader indien Sardar Vallabhbhai Patel est vue comme un instrument de la politique nationaliste de Narendra Modi. Photo: PC/Ajit Solanki.

Mais est-ce *malgré* ou *à cause* des lynchages? Les campagnes électorales précédentes ont montré que la polarisation basée sur l'appartenance religieuse était une de leurs tactiques. Tout indique que les élections de mai surferont sur la même vague de haine, de peur et de sang versé.

Ainsi, la mission du RSS de faire de l'Inde une nation hindoue est maintenant entre les mains d'un chef autoritariste qui contrôle des milices privées en croissance et dont la mégalomanie est sans précédent dans ce pays. Même si l'Inde a un ministre des Affaires étrangères, c'est Modi qui en assume souvent la fonction : il est allé rencontrer 86 leaders de différents pays depuis son arrivée au pouvoir. De même, l'Inde a un ministère de la Défense, mais Modi conclut tous les accords militaires importants avec les autres pays, incluant l'achat de matériel militaire. L'Inde a un ministère des Finances, mais Modi prend tout le crédit pour les décisions prises en cette matière. En fait, le gouvernement indien est mené par deux hommes ces temps-ci, Modi et son bras-droit Amit Shah...

Le journaliste Harish Khare, commentant un discours fait par Modi le 15 août 2018, jour de célébration de l'Indépendance, écrivait : «Aucun premier ministre en Inde n'avait jamais assimilé auparavant la grandeur nationale à un projet personnel



comme Modi l'a fait en ces dix minutes. Aucun premier ministre ne s'était approprié aussi grossièrement une noblesse nationale pour lui-même en présentant celle-ci comme la condition nécessaire et suffisante à la gloire et à la grandeur nationales. [...] Le pays a reçu son avertissement concernant les désirs qui traînent dans le placard de l'autoritarisme⁴. »

Cela dit, il ne faut pas penser pour autant que Modi est un Trump indien. Il n'y a pas de « tours Modi » ou d'entreprises dont il est propriétaire. Modi est le porteur d'une idéologie qui vise à faire de l'Inde une nation hindoue. Il a besoin d'argent et donc de l'appui du milieu des affaires autant que ce dernier a besoin de lui pour avoir les mains libres et faire des profits. C'est un mariage de convenance.

Les prochaines élections auront donc lieu en mai 2019 sur fond de « menace musulmane » (une menace perçue de l'intérieur mais aussi de l'extérieur, sous la forme du Pakistan) et d'idéologie nationaliste hindoue. Des manifestations de masse et des rassemblements pour s'opposer au gouvernement du BJP sont organisés par les paysans, les étudiants, les organismes voués aux droits des femmes, les artistes, etc. Mais le seul autre parti national est le Parti du Congrès –centriste libéral– et il est clair qu'il n'est ni assez fort, ni assez populaire à l'heure actuelle pour défaire le BJP. Déjà, des pourparlers sont en cours au sujet de possibles alliances. Seule une alliance forte entre les partis d'opposition, sous le leadership du Congrès, peut laisser espérer une défaite du BJP.

L'enjeu est posé et il pourrait, malgré tout, y avoir un grain de sable dans l'engrenage du BJP: la population indienne. Comme nous l'a rappelé Bertolt Brecht pendant le règne des nazis en Allemagne:

« Mon général, votre tank est puissant
Il couche une forêt, il écrase cent hommes
Mais il a un défaut:
Il a besoin d'un conducteur.
Mon général, puissant est votre bombardier
Plus vite que l'ouragan, plus fort que l'éléphant
Mais il a un défaut:
Il lui faut un mécanicien.
Mon général on peut tirer beaucoup de l'homme
Il sait voler, il sait tuer
Mais il a un défaut:
Il sait penser. » ©

Traduit de l'anglais par Catherine Caron.

1. Voir F. Mehdi, « L'Inde de l'an 2000 », *Relations*, n° 647, février 1999.
2. Maseeh Rahman, « Indian prime minister claims genetic science existed in ancient times », *The Guardian*, 28 octobre 2014.
3. Anand Teltumbde, « The New Normal in Modi's "New India" », *Economic and Political Weekly*, vol. 53, n° 31, août 2018.
4. Harish Khare, « Narendra Modi –A Dream Merchant Extraordinaire at Work », *The Wire*, 15 août 2018.

le port depuis 2007
de tête librairie

Librairie agréée / Livres neufs et d'occasion

262, avenue du Mont-Royal Est
Montréal (Québec) H2T 1P5

Roman
Poésie
Théâtre
Bande dessinée
Jeunesse

514.678.9566
librairie@leportdetete.com
institutions@leportdetete.com

www.leportdetete.com

269, avenue du Mont-Royal Est
Montréal (Québec) H2T 1P6

Philosophie
Histoire
Sciences humaines
Sciences
Arts



radio vm

AU COEUR DE L'ESSENTIEL

91,3 FM

MONTRÉAL

100,3 FM

SHERBROOKE

89,9 FM

TROIS-RIVIÈRES

89,3 FM

VICTORIAVILLE

104,1 FM

RIMOUSKI

RADIOVM.COM



AIDE SOCIALE AU QUÉBEC : 50 ANS DE SURPLACE

Le 50^e anniversaire de la Loi sur l'aide sociale est l'occasion d'en dresser un bilan et de constater que, dès le départ, on en a limité la portée, au détriment des personnes en situation de pauvreté.

Olivier Ducharme

L'auteur, chercheur à l'Observatoire de la pauvreté et des inégalités au Québec, vient de publier *Travaux forcés – Chemins détournés de l'aide sociale* (Écosociété, 2018)

Une aura entoure la première loi sur l'aide sociale au Québec. Comme d'autres mesures nées lors de la Révolution tranquille, celle-ci profite d'une rumeur favorable. Nous en sommes venus à croire que la loi-cadre adoptée en 1969 accordait de plus généreuses prestations qu'aujourd'hui et qu'elle était par conséquent plus encline à respecter les droits des personnes assistées sociales. Toutefois, la lecture attentive des documents encadrant son adoption oblige à suspendre l'enthousiasme à son endroit.

Le grand mérite de cette loi est d'abord d'avoir mis en place un droit inconditionnel à l'assistance sociale qui garantit à tout individu dans le besoin le respect de sa dignité. Cependant, le faible montant des prestations – de loin inférieur à la couverture des besoins de base – et les mesures d'incitation au travail en ont dès le départ limité la portée. Une question se posait dès lors : suffit-il de dire qu'un droit existe pour en garantir le respect ?

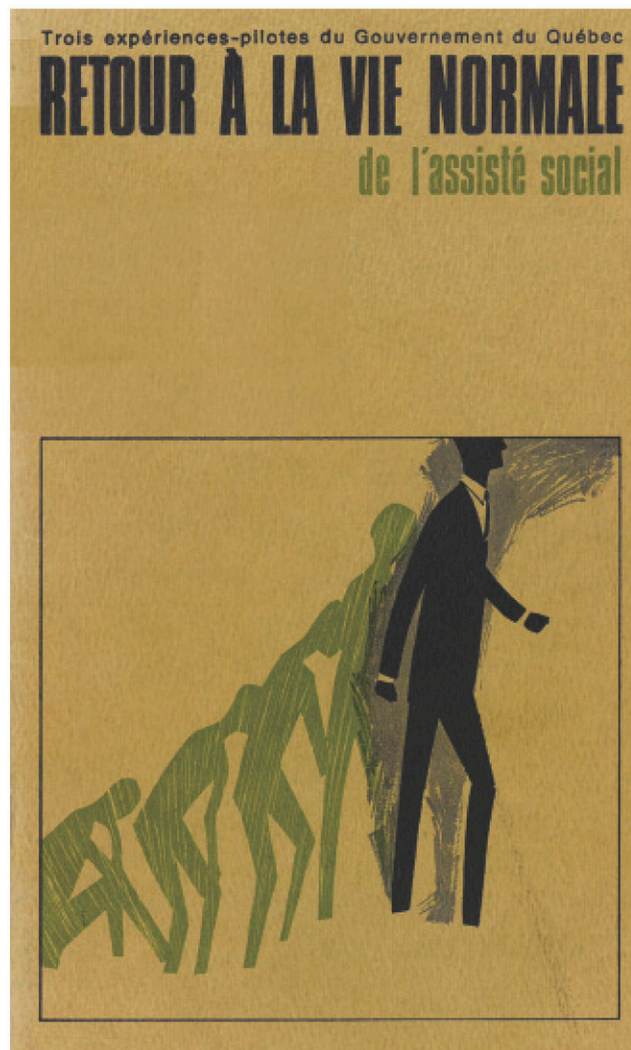
La réponse est évidente. Le système d'aide sociale actuel repose toujours sur un droit qui peine à se réaliser. Les principales insuffisances que l'on reconnaît encore aujourd'hui dans les différents programmes d'aide financière de dernier recours proviennent du cadre général instauré par la Loi en 1969. Les réformes subséquentes, qui privilégieront des mesures disciplinaires de retour à l'emploi, ne s'en écarteront pas.

Le retour à la vie normale

L'aide sociale a toujours été conçue comme une aide provisoire qui garantit à chaque citoyenne et à chaque citoyen une protection financière en cas de chômage prolongé ou d'incapacité de répondre à ses besoins minimums vitaux. Ce minimum « consiste en un logement convenable, des vêtements appropriés, une nourriture permettant la croissance physique et le maintien de la santé, des services médicaux adéquats et un degré d'instruction suffisant pour permettre aux citoyens de gagner leur vie honorablement », précisait le *Rapport du Comité d'étude sur l'assistance publique* de 1963, mieux connu sous le nom de rapport Boucher. Avec l'aide financière de dernier recours, l'État n'a jamais eu l'ambition de devenir une source permanente de revenus pour quiconque. Il s'agit plutôt d'une aide temporaire, le temps que la personne recouvre son autonomie financière en (ré)intégrant le marché du travail.

À cet égard, Jean-Paul Cloutier, ministre de la Famille et du Bien-être social dans le gouvernement de l'Union nationale

au moment de l'adoption du projet de loi-cadre, a déclaré, lors des travaux en commission parlementaire, que « chaque assisté social apte au travail a le devoir de faire tout en son pouvoir pour redevenir productif » (11 septembre 1969). Il reconnaissait que le gouvernement était tenu d'établir des « mécanismes de réhabilitation » sous la forme de programmes de réinsertion sur le marché du travail. La « réhabilitation » devait mener chaque personne assistée sociale à se prendre en main. « Notre loi d'aide sociale est justement orientée vers cette prise de conscience, vers cet effort que l'assisté social doit fournir pour



Fascicule publié en 1968 par le ministère de la Famille et du Bien-être social.



se réhabiliter lui-même et faciliter son retour à la vie normale» (10 juin 1969). D'aussi loin qu'on se souvienne, les personnes assistées sociales jugées aptes au travail subissent ainsi une pression constante pour réintégrer aussi rapidement que possible le marché du travail.

La lecture du fascicule *Retour à la vie normale de l'assisté social*, publié en 1968 par le ministère de la Famille et du Bien-être social, présentant trois expériences-pilotes de programmes d'orientation à l'emploi, confirme cette approche. Comme son titre l'indique, ce fascicule caractérise le retour au travail comme un « retour à la vie normale », désavouant ainsi la vie des personnes assistées sociales et des sans-emploi. La réinsertion sur le marché du travail des « assistés sociaux » (que l'on considère à l'époque comme étant majoritairement des « chefs de famille ») fait en sorte que ceux-ci « vivent dorénavant comme des hommes. Plusieurs foyers sont rééquilibrés du fait du retour au travail de leur chef. Nous avons permis à cette population d'accéder à un véritable bien-être ».

Le choix du vocabulaire en dit long sur la perception des personnes assistées sociales, pauvres et sans emploi qu'entretenant alors le gouvernement. À l'image d'une personne qui souffre d'une grave dépendance (drogue, alcool, jeu), elles doivent faire un effort pour se sortir de leur dépendance (face à l'État) et (re)gagner une « vie normale », vouée au travail salarié. Elles semblent être les seules responsables de leur sort, elles qui, pourtant, subissent les contrecoups d'un système économiquement inégalitaire. Jamais le gouvernement ne remet en question les causes qui président à l'existence de la pauvreté, préférant jeter la responsabilité sur les épaules des personnes qui en vivent les conséquences.

À suivre l'histoire de l'aide sociale québécoise, on s'aperçoit que l'incitation à l'emploi, présente dès les tout débuts, s'imposera de plus en plus comme étant la seule direction possible pour « gérer » les personnes assistées sociales. Chaque nouvelle réforme sera l'occasion de mettre en place des programmes d'incitation à l'emploi¹ confirmant ainsi que le travail salarié est l'unique solution pour sortir durablement de la pauvreté et acquérir un « véritable bien-être ». Il suffit d'ouvrir au hasard n'importe quel plan d'action (le gouvernement en a publié

trois depuis 2004) pour comprendre que la valorisation du travail est le principe fondamental de la lutte contre la pauvreté.

Le minimum absolu

Comment parler d'un objectif de « véritable bien-être » quand l'aide financière accordée par l'État est insuffisante pour assurer les besoins de base ?

Jamais le gouvernement ne remet en question les causes qui président à l'existence de la pauvreté, préférant jeter la responsabilité sur les épaules des personnes qui en vivent les conséquences.

Tout au long de la commission parlementaire de l'automne 1969, les partis d'opposition et plusieurs groupes de pression ont talonné le ministre Cloutier pour qu'il fasse connaître le barème des montants qui seraient accordés à l'aide sociale. D'entrée de jeu, le ministre avait rappelé que la loi sur l'aide sociale ne devait pas être trop « généreuse », car cela pourrait inciter « certains éléments de la population à réclamer des prestations [et] à venir grossir les rangs des assistés sociaux » (11 septembre 1969). Le gouvernement cherchait à décourager la création d'une classe sociale entièrement dépendante de l'aide financière de l'État. La table était dès lors mise pour la détermination de montants à l'aide sociale inférieurs à ce qu'il en coûte pour satisfaire le minimum vital.

Pour déterminer le montant des prestations d'aide sociale, le gouvernement de l'Union nationale s'appuya sur le Dispensaire diététique de Montréal (DDM). Depuis 1961, le DDM fait paraître annuellement une brochure intitulée *Budget de subsistance et Budget de confort minimal*. Son objectif : chiffrer le « budget de strict minimum » dont doit disposer une famille ou une personne seule pour être en mesure de subvenir à ses besoins. Le calcul n'a toutefois jamais tenu compte des indemnités pour soins dentaires, médicaux ou infirmiers ni du coût de toute une série de produits et services (meubles, téléphone, journaux, loisirs, cadeaux, vacances, etc.).

FIÈRE, AUTONOME ET ENGAGÉE!



En 1970, le DDM estimait à 119 \$ (soit environ 780 \$ en dollars de 2018) le budget de subsistance nécessaire pour une personne seule, tandis que la prestation d'aide sociale correspondante s'élevait à 106 \$ (environ 694 \$ en 2018)². Les prestations offertes par le gouvernement étaient donc inférieures à celles proposées par le DDM basées, faut-il le rappeler, sur un seuil de *subsistance*. Le ministre Cloutier affirmait que le barème soumis par le DDM était « peut-être un objectif qu'il serait souhaitable d'atteindre » (20 novembre 1969), mais que, compte tenu des finances du gouvernement, « il serait inopportun, à ce moment-ci, de trop grever le budget [de l'État] » (*Le Devoir*, 2 décembre 1969).

Rien ne change

Depuis le début, le droit à l'aide sociale est ainsi mis entre parenthèses au Québec. Aucune des réformes qui rythment son histoire n'a remis en question le cadre mis en place en 1969. Les gouvernements successifs ont toujours accordé la priorité aux programmes d'incitation à l'emploi et ont maintenu les prestations en deçà de la couverture des besoins de base.

Pour l'année 2018, par exemple, une personne assistée sociale vivant seule retire un revenu total de 9569 \$. Ce montant représente 53 % du seuil de la Mesure du panier de consommation (MPC) qui s'élève à environ 18000 \$ par année. Ce seuil vise à calculer les besoins de base (nourriture, vêtements, logement, transport et autres services). Il désigne depuis peu le seuil officiel de pauvreté au Canada, comme l'indique le projet de loi C-87 (*Loi sur la réduction de la pauvreté*), déposé en novembre dernier par le gouvernement fédéral. L'important écart entre le revenu annuel octroyé par l'aide sociale et le montant nécessaire pour (sur)vivre montre à quel point le gouvernement tente de détourner cette population des services d'aide sociale et de forcer les prestataires à intégrer le marché du travail. Ce ne sont pas les maigres augmentations, annoncées en décembre 2017 dans le troisième Plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté, qui changeront quoi que ce soit à la situation. Le Plan d'action prévoit une hausse progressive qui mènera, en 2021, à une augmentation de 45 \$ par mois de la prestation d'aide sociale et à un revenu annuel

de 9929 \$. Cette hausse permettra aux personnes touchées de combler 55 % de leurs besoins fondamentaux. Nous sommes encore bien loin de la concrétisation d'un droit à l'aide sociale.

Or, pour que se réalise ce droit, il faudrait réussir à le détacher complètement de l'influence du marché du travail et lui associer des prestations suffisantes pour permettre une vie digne et en santé. Les dernières mesures mises de l'avant par le gouvernement indiquent que celui-ci choisit le chemin contraire. Avec le programme Objectif emploi, il oblige tous les nouveaux demandeurs d'aide sociale à participer à un programme d'insertion à l'emploi sous peine de subir des sanctions financières. Ceux et celles qui n'arrivent pas à remplir les conditions du programme peuvent ainsi perdre jusqu'au tiers de leur prestation mensuelle de 648 \$, ce qui leur laisserait 424 \$. Quant au programme du Revenu de base, dont la mise en œuvre n'est prévue qu'en 2023, seules les personnes avec des contraintes sévères à l'emploi ayant été prestataires du programme de Solidarité sociale au moins 66 mois au cours des 72 derniers mois pourront en bénéficier et ainsi toucher un revenu correspondant à la MPC. Elles devront donc vivre presque six ans avec un revenu insuffisant pour couvrir leurs besoins de base, avant d'atteindre le seuil de pauvreté³.

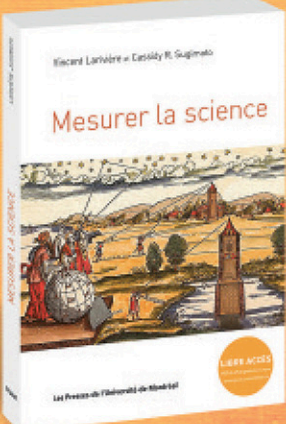
Ce qui est en jeu avec le droit à l'aide sociale est la capacité de notre société de se donner un principe de solidarité selon lequel aucun être humain ne serait laissé de côté: l'existence humaine possède une valeur supérieure à tout principe économique. Le virage à droite de l'État québécois, entamé il y a une trentaine d'années, fait craindre que, plutôt que de s'en rapprocher, on s'éloigne toujours plus de ce principe.

L'avenir de l'aide sociale n'est rien sans la création d'un droit qui respecte la vie de toutes et de tous. ☺

1. Les programmes Apte (1988), Assistance-emploi (1998) et Objectif emploi (2018).


2. Denis Fugère et Pierre Lanctôt, *Méthodologie de détermination des seuils de revenu minimum au Québec*, Québec, ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, 1985, p. 41-42.

3. Voir Virginie Larivière, « Lutte contre la pauvreté: un plan idéologique », *Relations*, n° 796, mai-juin 2018.



« Avec ce livre, nous souhaitons outiller tous ceux qui exercent ou subissent l'évaluation de la recherche de telle sorte qu'ils puissent participer utilement à la mesure de l'activité scientifique. »

VINCENT LARIVIÈRE ET CASSIDY R. SUGIMOTO


Les Presses de l'Université de Montréal
www.pum.umontreal.ca



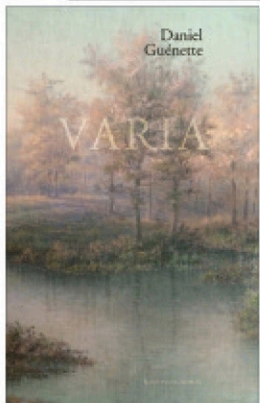
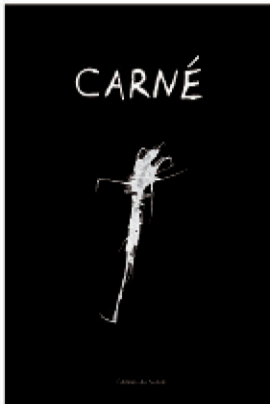
OBJECTIF RATIOS

Les ratios sont la solution pour favoriser des soins humains, de qualité et plus sécuritaires.

Exigeons des ratios sécuritaires.



fiqsante.qc.ca/ratios



Apprendre des sans-abri à Dublin

Peter McVerry*

L'auteur, jésuite irlandais, travaille auprès des sans-abri à Dublin

Ma vie a changé du tout au tout le 11 septembre – le 11 septembre de l'année 1974. Ce jour-là, je suis parti vivre à Dublin avec deux confrères jésuites dans un appartement délabré du quartier le plus défavorisé d'Irlande. Cela semblait une bonne idée à cette époque où les jésuites s'efforçaient de redécouvrir leur mission, laquelle valorisait désormais le lien étroit entre la foi et la justice. Travailler auprès des jeunes devint rapidement une priorité pour nous. La majorité d'entre eux quittaient l'école dès l'âge de 12 ans, voire avant, et traînaient dans les rues toute la journée. Leurs parents au chômage ne pouvant leur donner d'argent de poche, certains commettaient de petits vols. Arrivés à 16 ou 17 ans, ils volaient de plus en plus et se retrouvaient en prison.

Nous avons donc ouvert un club pour les jeunes, sorte de centre artisanal offrant quelques possibilités d'emploi. Puis, j'ai croisé un enfant de neuf ans qui dormait dans la rue et nous avons trouvé une maison pour l'accueillir, avec d'autres enfants dans la même situation qui devinrent de plus en plus nombreux. Nous dûmes alors ouvrir d'autres de ces maisons. Ensuite, le problème de la drogue s'est aggravé à Dublin, nous poussant à développer des services en toxicomanie. Aujourd'hui, les jésuites gèrent une halte temporaire, 16 foyers d'hébergement, 250 appartements, un centre de désintoxication et accueillent plus de 1200 personnes sans abri chaque nuit.

Certaines de ces personnes ont connu une enfance terrible, victimes d'abus en tous genres, de violences et d'extrême négligence. Des enfants ont vu leurs proches se faire assassiner brutalement, d'autres ont été rejetés par leur famille, d'autres encore ont été initiés à la drogue par leurs parents et envoyés commettre des vols ou se prostituer pour payer la drogue. Ces enfants se droguent pour oublier et anéantir les sentiments douloureux associés à leurs mauvais souvenirs – et ça marche ! Mais leur dépendance à la drogue n'est que le symptôme de problèmes beaucoup plus profonds qui nécessitent un accompagnement, des thérapies et beaucoup de soutien pour en sortir.

Un jour, un homme qui venait de tenter de se suicider m'a dit : « Peter, je ne peux continuer à vivre comme ça, sachant que personne ne se soucie de moi. » C'est ce qui est le plus difficile à vivre pour les sans-abri : savoir qu'ils ne comptent pour personne, qu'ils ne sont pas désirés, qu'ils ont perdu leur estime d'eux-mêmes et leur dignité. L'essentiel de notre travail est donc de les aider à restaurer cette dignité et cette estime de soi. Pour cela, nous devons leur fournir un hébergement de grande qualité qui leur montre qu'ils en sont dignes et qu'ils méritent ce qu'il y a de mieux.

Toute cette expérience m'a transformé radicalement. Les personnes que nous aidons ont confronté mes valeurs, certains de mes préjugés ainsi que ma compréhension de Dieu, de l'Évangile et de la mission de Jésus.

« La simple idée qu'il existe peut-être un Dieu me déprime », m'a confié un jour un sans-abri. Il se voyait comme une mauvaise personne, qui avait brisé tous les commandements (et quelques autres dont je n'avais même jamais entendu parler !). Il croyait que Dieu ne pouvait pas l'aimer et qu'il le condamnerait lorsqu'il mourrait. Je savais que cet homme avait grandi dans une famille où les mauvais traitements et violences étaient une réalité quotidienne. Je me disais : s'il y a un Dieu, cette personne doit avoir une place spéciale dans son cœur et sera accueillie par lui de manière spéciale à sa mort, à cause de tout ce qu'elle a souffert. J'ai moi aussi grandi en me faisant dire que Dieu nous jugerait selon que nous avons observé ou non ses commandements, mais aujourd'hui, pour moi, le Dieu de la loi et le Dieu de la compassion sont incompatibles.

Ces personnes ont aussi suscité en moi une colère d'indignation, ce qui est une émotion très positive : on ne peut aimer quelqu'un qui souffre sans être révolté.

J'ai ainsi appris à ne jamais juger, car on ne sait jamais ce qui est arrivé à une personne dans sa vie ou son enfance. La juger ou la condamner, c'est se juger ou se condamner soi-même, car nous agirions sans doute de la même façon si nous avions grandi dans les mêmes circonstances.

En vérité, j'ai appris énormément auprès des personnes sans-abri, recevant bien plus que ce que j'ai pu leur donner. Ces personnes ont aussi suscité en moi une colère d'indignation, ce qui est une émotion très positive : on ne peut aimer quelqu'un qui souffre sans être révolté par la cause de sa souffrance. L'Irlande est le 14^e pays le plus riche du monde, le pays qui connaît la croissance économique la plus rapide en Europe. Comment se fait-il qu'on y compte toujours un nombre record de personnes et de familles sans foyer ? Cette grave question, je la porte auprès de nos élites politiques et économiques dans le travail de représentation politique qui a pris une place de plus en plus importante dans mon action pour tenter de changer les choses. ☺

1. Traduit de l'anglais par Catherine Caron.



Hominidæ, 2012, impression chromogénique, dimension variable

données

Texte : **Olivia Tapiero**

Photo : **Léa Trudel**

les colonnes vertébrales s'entortillent sur elles-mêmes
et les ossatures suivent en colimaçon, elles s'enfoncent,
entraînées par le poids des crânes qui gravitent irrésisti-
blement vers les écrans lumineux dont les indications
guident chaque corps vers un même effondrement alors
que les regards frénétiques s'accrochent au constat
des cotes, des krachs et des croissances

* * *

Un matin, une amie m'écrit :

yo

pain is data

Elle ne sait plus d'où ça vient. C'est apparu, comme ça,
dans une *story* qu'on ne peut plus revoir.

* * *

les mains qui coupent le ruban à l'inauguration d'un
nouvel émetteur d'ondes planté au cœur du désert et
développé dans un laboratoire à la fine pointe du capital,
les mains qui s'essuient sur des serviettes humides par-
fumées de zestes, les mains manucure shellac qui se
cherchent un visage en s'accrochant à l'angle parfait de
leurs appareils divinatoires, les mains méticuleuses qui
assemblent les pièces machinalement confectionnées des
appareils divinatoires, les mains basanées qui recueillent
les carcasses des appareils divinatoires sur des îles
de déchets près des temples où les civils chantent des
like au siècle des sauvegardes, à la bouche asséchée par
un cri qu'elle ne sait plus pousser tandis que les sables
avancent sur les rives étroites où s'entassaient les cadavres
des rêveurs

* * *

tu as livré ton intimité
sur le marché des paumes muettes
là où l'appareil surchauffe en te récitant
ton portrait craché

à défaut de marcher seule
à force d'oublier
tu as nourri la bête
jusqu'à faire de tes offrandes une donnée
jusqu'à muter en double pâle
dans le reflet d'une équation

pain is data et tu ne parviens plus à déchiffrer
ta singularité algorithmique
tu voulais dire quelque chose
tu ignores comment
alors tu jouis comme prévu
tu achètes et consens
aux pâtures anonymes qu'on te propose
aux prévisions d'un désir défiguré
un désir qui n'a plus lieu
de se risquer au monde

les dispositifs détectent ton visage
flairent les tumeurs qui te boufferont la moelle
te consolent par palette vaste
d'où tu choisis les attributs de ton enfant
son regard bleu émerveillé par des objets probables
une minimisation du risque

on te prévient d'un espace de mémoire insuffisant
tu fermes les yeux et reportes la mise à jour

Les bibliothèques, oasis politiques

Anne Fortin



L'auteure est bibliiste et théologienne

Le gouvernement Trump aux États-Unis, la montée des partis d'extrême droite un peu partout dans le monde, notamment au Brésil, et la polarisation exacerbée des discours publics, y compris au Québec, redéfinissent radicalement les paysages sociaux et politiques. L'avenir est incertain. Sommes-nous devant un éclatement social inévitable? Les médias nous présentent divisions sur divisions, affrontements et hostilités.

Nous vivons désormais au milieu d'un déluge de mots diffusés de toutes parts. Convictions, croyances et jugements y résonnent comme autant de bruits discordants. Cependant, tous ces débats sur les enjeux politiques ne créent pas pour autant de lien social. Certaines paroles divisent et assassinent. Certes, les idées doivent circuler; mais comment débattre sans se battre?

Dans ce contexte contraignant, la prise de parole comporte un nouveau type de responsabilité sociale. Qu'est-ce qu'une parole politique et comment parler de politique? Les médias sociaux et leurs algorithmes font retentir des opinions dans des chambres d'écho pour vendre des idées contre vents et marées. Toutefois, les slogans et les exhortations conduisent-ils à la réflexion et au discernement? Le travail de la parole politique ne va-t-il pas au-delà des messages concis et instantanés privilégiés par les médias? Ce travail de la parole ne peut que se tisser lentement au sein de groupes afin qu'ils s'ouvrent à des interactions fécondes avec d'autres communautés.

C'est ainsi que deux types de prise de parole politique peuvent être distingués en fonction de leurs finalités: les discours médiatiques *sur* la politique et la *parole politique* qui vise la structuration des relations entre les humains. Cette dernière demande du temps, des allers-retours, des reprises, des compromis. Elle exige de s'aventurer constamment sur le terrain mouvant et contingent des relations. Vivre en relation ne peut se limiter à défendre des identités contre celles des «autres». L'existence de communautés repose sur l'écoute de leur complexité. Souplesse et patience dans la réflexion se substituent aux raccourcis médiatiques.

Il semblerait ainsi que l'ère de l'instantané ait signé l'arrêt de mort de la parole politique. Nous n'avons plus de temps pour elle. Nous sommes déjà ailleurs, dans d'autres idées – d'un clic à l'autre.

Dans ce brouhaha médiatique émergent pourtant des espaces où la parole politique peut s'énoncer, bien qu'on en fasse peu de cas. Je pense notamment à la création et au soutien de bibliothèques locales ou municipales là où les pouvoirs publics cherchent souvent à les éliminer – sous prétexte qu'à l'heure de l'informatique elles seraient dépassées.

Maintenir des bibliothèques ne semble pas un geste politique et paraît dérisoire, car cela ne s'oppose pas à «l'autre», ne nie pas l'autre, n'argumente pas contre l'autre et ne monte pas aux barricades pour défendre des identités – ce qui serait, selon l'opinion publique du moment, la quintessence de l'action politique.

Les bibliothèques jouent pourtant un rôle politique tout à fait particulier. Elles sont des refuges où le temps est comme suspendu: le présent est baigné de passé et peut se penser au futur. Elles créent des infrastructures sociales qui favorisent l'interaction entre personnes de tous horizons. Les inégalités et les polarisations s'évanouissent au contact de modes de socialisation décalés par rapport aux logiques de marché. Pas de rentabilité: de la gratuité. Pas d'efficacité: du temps qui prend son temps. Pas de productivité: des rencontres libres entre concitoyens. Pas de polarisation: l'ouverture à des œuvres qui interpellent nos divisions.

L'espace physique lui-même permet de vivre les uns avec les autres en y apprenant le respect de l'autre. Un espace-temps communautaire s'instille en chacun et chacune et suscite un désir commun d'honorer des paroles venues d'autres horizons et d'autres âges. Les lecteurs sont reliés entre eux par ce désir commun – invisible mais aussi présent qu'un parfum persistant de page en page. Les bibliothèques, ainsi, ne sont pas des cimetières de livres: elles sont des centres de transformation sociale où des paroles tant poétiques que romanesques ou scientifiques se font *politiques*, car elles construisent la *polis* – la possibilité de vivre ensemble.

La parole s'y fait politique car, au-delà des prises de parole individuelles, quelque chose d'autre s'énonce: nous sommes dits par un commun désir de relation.

Certains contextes sociaux rendent la pertinence politique des bibliothèques encore plus parlante. Ainsi, ouvrir des bibliothèques pour enfants dans des camps de réfugiés en Palestine¹ ouvre l'avenir. En ces lieux, lire ou ne pas lire change tout. Rencontrer l'autre ou ne pas le rencontrer à partir de paroles qui permettent l'espoir y est un enjeu éminemment politique.

Le but réel de toute bibliothèque peut alors se réaliser: interrompre le rapport à l'immédiateté de situations sociales bloquées – en l'occurrence une situation d'occupation militaire – et donner la possibilité à des paroles venues d'ailleurs de les faire implorer. Les récits d'aventures se déroulant dans des pays lointains font tomber les murs et ouvrent des fenêtres sur d'autres façons de vivre. La vie «peut» être différente de celle des camps de réfugiés! Un monde de possibilités envahit le silence et les ténèbres reculent devant la lumière de paroles vivantes. La parole se fait chair dans des chairs blessées et leur donne une parole nouvelle.

Le mot latin *liber* signifie à la fois «livre» et «liberté». En anglais, le mot *library* porte cette signification. Le lien social s'y développe à partir de la libre circulation des paroles. La parole politique y vit et permet de croire que vivre en relation peut transformer le monde. ☺

1. Pour davantage d'information sur la création de bibliothèques pour enfants en Palestine, voir: <serajlibraries.org>. *Seraj* signifie « lumière » en arabe.

Solitude volontaire

OLIVIER REMAUD

Paris, Albin Michel, 2017, 224 p.

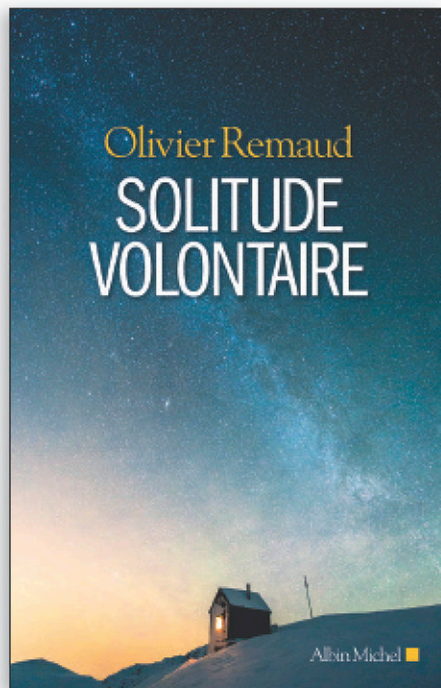
Philosophe rattaché à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris, Olivier Remaud prévient d'entrée de jeu que son livre sur la solitude volontaire ne nous dira pas comment choisir entre contemplation et action, entre sagesse et politique, entre solitude et société. Il s'emploiera plutôt à rechercher le bon usage de la solitude en considérant des questions telles que : la société nous suffit-elle ? Que trouvons-nous dans la solitude ? Que fuyons-nous dans le voyage ? Quel genre de citoyen est le solitaire ? Peut-on être solidaire tout en étant solitaire ? Autant de sujets sur lesquels il offrira des réflexions en aller-retour.

Ce livre peut déconcerter. L'approche du sujet ne se fait pas selon une démarche logique, à la manière d'un essai. Il s'agit plutôt d'un regard kaléidoscopique, multiforme, où les conclusions sont largement laissées au lecteur. La démarche de l'auteur pourrait faire penser à celle d'un promeneur solitaire au bord de la mer qui prend un beau caillou et l'examine avec attention pour ensuite le lancer sur la plage et en prendre un autre. Il n'y a pas de lien évident entre chaque pierre, et pourtant, prises ensemble, elles composent le rivage. Voilà en quelque sorte le tableau impressionniste que nous offre l'auteur.

Tout au long de son ouvrage, Remaud mêle ses observations personnelles à de nombreuses références et citations d'explorateurs, de philosophes et de « grands solitaires », connus ou inconnus. Parmi eux, le personnage central est le philosophe américain Henry David Thoreau, qui a vécu en Nouvelle-Angleterre au XIX^e siècle et dont le livre *Walden ou la vie dans les bois* en a fait la figure emblématique de l'ermite aux États-Unis. Il continue d'être une inspiration jusqu'à aujourd'hui.

Le 19 octobre 2015, un article du *New Yorker* soulevait une controverse au sujet de Thoreau en alléguant qu'il avait eu des contacts humains fréquents

dans la petite ville voisine de l'étang de Walden, et qu'il n'avait donc pas vécu dans la solitude. Prenant sa défense, Remaud cherche à cerner en quoi consistent une solitude constructive, ses défis et ses fruits. La solitude de



Thoreau représente en effet pour lui un équilibre, ce qu'il appelle « le pas de côté » qui permet une distance critique face aux idées convenues et aux mensonges de la société. Cette attitude favorise une plus grande liberté, à la fois sur le plan de la connaissance de soi et sur celui de l'engagement dans les enjeux de l'heure. Sur ce dernier plan, et de manière assez remarquable pour son époque et son milieu, à partir de sa retraite dans la nature, Thoreau a démontré un engagement ferme pour les droits des Autochtones et dans la lutte contre l'esclavage.

L'expérience de Thoreau est donc le fil conducteur du livre qui nous aide à comprendre sa problématique centrale, à savoir « le paradoxe d'une volonté de solitude qui est aussi une volonté de société ». Car ce qui est présenté comme un paradoxe et même une contradiction tout au long de l'ouvrage n'apparaît pas nécessairement comme tel au lecteur et le débat qui en découle peut laisser perplexe. En effet, la conciliation entre société et solitude ne peut-elle pas se concevoir assez aisément ?

Mais la référence à Thoreau ramène la question telle qu'elle se posait dans le contexte particulier des débuts de la nation américaine. Comme Remaud le décrit bien, les colonisateurs américains opposaient la vie policée de leur société à l'état primitif des régions sauvages qui étaient vues comme menaçant l'organisation politique du jeune pays. Dans ce contexte, le retrait des solitaires à l'écart de la société était perçu comme un comportement anti-citoyen. Nous invitons à repenser la solitude volontaire, ce livre pose des questions et soulève des enjeux qui semblent parfois faire davantage écho à ce contexte plus qu'à notre réalité actuelle caractérisée par la compétition féroce et l'accélération sociale, comme la décrit si bien le philosophe allemand Hartmut Rosa. La solitude volontaire s'y présente moins comme un discernement complexe pour concilier la vie en société et la vie solitaire que comme le risque de perdre tout simplement sa place dans la société en se permettant un « pas de côté ».

Claire Doran

À nous la ville! Traité de municipalisme

JONATHAN DURAND FOLCO

Montréal, Écosociété, 2017, 200 p.

Ce titre, *À nous la ville!*, est sans équivoque. Face à la mondialisation capitaliste, la faillite de la démocratie représentative, jusqu'aux échelons de la politique locale, saute aux yeux. Nous approprier nos territoires pour rebâtir une société d'émancipation, c'est la réémergence historique de l'idée de la Commune. « Les villes peuvent-elles changer le monde ? » Oui, répond pertinemment Jonathan Durand Folco.

L'auteur emprunte le concept de « municipalisme de combat » comme vecteur de transformation sociale. Il constate toutefois avec réalisme que le vent du municipalisme est faible au Québec (nous vivons, dit-il, dans une société dépolitisée), alors qu'il fait des percées significatives ailleurs. Inspiré par ce qu'il a constaté en Espagne, où de grandes



ville telle Barcelone et Madrid ont basculé du côté d'un mouvement politique municipaliste radical lors des élections locales de 2015, l'auteur s'engage dans un mouvement, le Réseau d'action municipale (RAM), afin de secouer l'apathie et de changer de paradigme. Saluons cet engagement nécessaire.

Vouloir une transformation radicale, à la manière de Jonathan Durand Folco, nécessite une forme de subversion potentielle des institutions locales. S'il insiste fortement sur l'enracinement d'un « mouvement de la rue », la voie électorale pour lui demeure une priorité. En cela, l'objectif qu'il se fixe « de reprendre en main ce qui nous appartient, de récupérer les institutions publiques » (p. 163), laisse toutefois perplexé. Ce choix de l'auteur m'apparaît faire l'impasse sur le fait que l'échelon municipal fonctionne selon la logique de l'État et du système économique qui le nourrit. La bureaucratie sclérosée et la culture de soumission à la légalité étatique ne sont que quelques-unes des froides réalités qui s'offrent aux élus locaux dans l'arène politique municipale. L'expérience et l'histoire nous indiquent que le risque de s'embourber dans les sillons de la politique traditionnelle est incontestable.

La « subversion bousculante », telle que théorisée par l'auteur, aurait avantage à s'exercer, au Québec, dans des villages de mille habitants et moins où

l'absence de système bureaucratique est la norme. Un groupe d'élus majoritaires, inspiré du municipalisme de combat, pourrait alors instaurer une sorte de démocratie directe, des commissions populaires ouvertes aux hommes et aux femmes qui habitent le village et où les décisions seraient entérinées par les élus. Une telle approche rejoindrait l'idée formulée par le philosophe Castoriadis dans *Figures du pensable. Les carrefours du labyrinthe VI* (Seuil, 1999) : « pour qu'un véritable changement des institutions soit possible, il doit s'accompagner d'un *changement correspondant des mœurs* tout aussi profond » (c'est moi qui souligne). Arrivés à ce stade, nous serions au début d'un face-à-face entre deux conceptions de la démocratie locale.

Cette gauche de l'engagement politique local, Jonathan Durand Folco souhaite la mobiliser à travers le RAM. Elle comprend des forces militantes branchées sur une autre priorité, celle de construire l'autonomie maintenant, institutionnelle ou non, à l'encontre de l'État. Sur des questions stratégiques et conjoncturelles, des ponts pourraient très bien être établis entre les militants et militantes du RAM et les acteurs qui font émerger, par exemple, cette fabrique d'autonomie collective locale qu'est le Bâtiment 7, dans le quartier Pointe-Saint-Charles à Montréal.

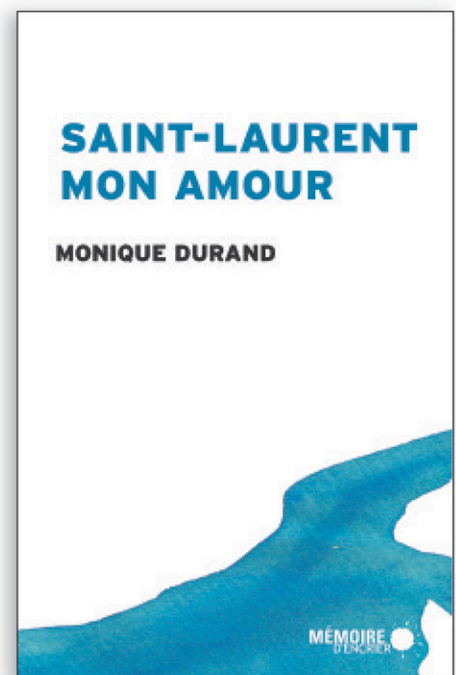
De plus en plus inquiets de ce type d'autoconstruction autonome d'une société alternative, les États occidentaux militarisent et judiciarisent leur « vision de la démocratie ». Les États craignent que cette autonomie ne fasse bouler de neige en « libérant » des territoires d'émancipation, d'où la répression qui s'abat contre les Zones à défendre en France, en Grèce ou en Espagne, les zapatistes au Chiapas, le confédéralisme démocratique kurde au Rojava. Ces nouvelles formes du « municipalisme de combat » pourraient-elles créer des connivences ? À ceux et celles qui luttent sur le terrain de le dire.

Marcel Sévigny

Saint-Laurent mon amour

MONIQUE DURAND
Montréal, Mémoire d'encrier,
2017, 159 p.

Monique Durand est écrivaine et journaliste, collaboratrice au quotidien *Le Devoir*. Elle avoue avec passion son amour du fleuve Saint-Laurent. À ses yeux, là se trouve notre identité profonde. « Ce qui ne cesse de nous



échapper est en même temps ce qui nous ancre dans ce pays-non pays dont la seule certitude est un fleuve » (p. 5).

Née à Montréal, Monique Durand a tôt fait de fréquenter le fleuve et se plaît à nous en montrer les multiples facettes, celles des terroirs et des paysages de la Gaspésie, de la Côte-Nord, des Îles. Ce n'est pas un livre sur l'hydraulicité du fleuve ni sur l'état de ses eaux, mais sur le paysage au sens du visage du pays, terre habitée par des humains qu'elle a façonnés et inscrits de ce fait dans une solidarité réciproque.

Dans ce recueil de textes déjà parus, le genre littéraire va du reportage au fragment en passant par la courte nouvelle. L'agencement des textes suit une sorte d'ordre géographique : chemin

d'eau, rive sud, rive nord, au large, épilogue, mais cet ordre semble parfois aléatoire, de sorte qu'on peut parler d'une écriture en mosaïque.

Tout tient donc dans la qualité de l'écriture de Monique Durand, toujours très belle, nerveuse, au point de parfois nous tirer des larmes. Je pense notamment à l'histoire pathétique des frères Collin (p. 93-97) ou à cette confidence: « Je retourne chaque fin d'été à Gaspé, mon pèlerinage d'embruns et d'histoire. [...] Chacun a quelque part dans le monde son lieu de prédilection, d'épousailles avec lui-même, de confidences faites au vent et à quelques disparus chers, de rencontre avec les multitudes qui l'ont précédé. Ce lieu-là, le mien, se trouve à Gaspé » (p. 67).

L'auteure manifeste beaucoup de tendresse à l'égard des personnages, certains réels, d'autres inventés, qui peuplent sa vie. La touche amérindienne est constante ainsi qu'un sentiment profond d'inclusion dans le pays. Une véritable symbiose. Dans le contexte actuel de refus du migrant, les portraits de gens en quête d'un pays (Irlandais, Français, Acadiens) font entrevoir le gouffre sombre de nos enfermements. Parlant de la Basse-Côte-Nord, l'auteure souhaite la complétion de la route 138 jusqu'à Blanc-Sablon. J'ai mes doutes sur ce point car, à la longue, la route tue le territoire.

Au total, un livre magnifique, plein de lumière et de tendresse. À lire et relire pour s'éduquer à la bonté et à la beauté.

André Beauchamp

La Valeur de l'information

SUIVI DE

Combat pour une presse libre

EDWY PLENEL

Paris, Éditions Don Quichotte, 2018, 243 p.

Journaliste, fondateur du site d'information Médiapart, Edwy Plenel est par ailleurs l'auteur prolifique d'une vingtaine de livres. Dans *La Valeur de l'information*, il admoneste les bien-pensants (et « le francocentrisme de nos débats intellectuels », p. 41) et réaffirme l'importance pour tout journaliste de toujours (r)établir les faits. Son argument est que la matière première des médias d'information aurait « perdu de sa valeur : dévaluée par le modèle économique de la gratuité publicitaire qui s'est imposé sur le Net, la production de vérités factuelles est concurrencée par l'affrontement des opinions et des préjugés, la réalité devenant dès lors relative et cédant la place aux émotions et aux sentiments, parmi lesquels les peurs et les haines » (p. 16).

Cet essai traite d'abord du journalisme indépendant, mais surtout du phénomène Médiapart, raconté de l'intérieur par son président et cofondateur, et dont le succès dans l'Hexagone est ici souligné à maintes reprises. Conscient de sa réussite et de sa position enviable, Edwy Plenel reconnaît « l'insolence de la



liberté et l'arrogance du bonheur » (p. 17). Victime de son succès – quel média francophone peut se vanter d'avoir plus de 140 000 lecteurs dont l'abonnement est payant? –, le journal en ligne Médiapart s'inscrit dans la glorieuse tradition du journalisme d'enquête; on pourra en juger d'après les attaques publiques dont certains journalistes de Médiapart ont été la cible de la part des politiciens français les plus en vue.

La première partie s'interroge sur les nouveaux médias français en posant des questions sur l'indépendance éditoriale, la place de la publicité, la gratuité de la plupart des contenus en ligne et, de ce fait, sur la valeur de l'information que l'on retrouve sur Internet (d'où le titre du livre): autrement dit, quelles seraient les conséquences pour la qualité des contenus si un lecteur ne fréquentait que des



LIBRAIRIE

PANTOUTE

Deux adresses. Une librairie.

<p>VIEUX-QUÉBEC 1100, rue Saint-Jean 418 694-9748</p>	<p>SAINT-ROCH 286, rue Saint-Joseph Est 418 692-1175</p>
--	---

www.librairiepantoute.com



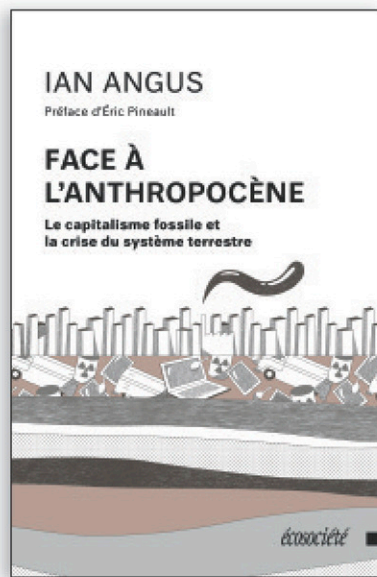



médias gratuits ? Ce questionnement permet de justifier le principe de « média payant » voulu par l'équipe de Médiapart. On trouve au passage des références à l'histoire du journalisme en France, d'Albert Londres à Albert Camus, sans oublier Séverine (pseudonyme de la journaliste Caroline Rémy, au début du XX^e siècle). Quelques imprécisions apparaissent dans l'argumentation, par exemple lorsqu'on lit au passage que le cinéma serait « par excellence l'art populaire où se donne à voir l'imaginaire collectif » (p. 93) ; cette affirmation naïve équivaldrait à prétendre que les articles lus sur la Toile traduisent les préoccupations émanant des masses, alors que c'est souvent l'inverse. Il faudrait rectifier pour resituer le cinéma comme étant le résultat d'une construction sociale au sein de la culture de masse, et qui ne vient aucunement du peuple.

La deuxième moitié du livre reprend le *Manifeste de Médiapart*, paru initialement en 2009 et repris sous le titre *Combat pour une presse libre*. C'est l'occasion pour l'auteur de discuter de la surabondance d'information à l'ère du numérique et du possible avènement d'une presse plus responsable.

L'ouvrage permettra au lecteur d'ici de bien saisir la spécificité de Médiapart. Vu du Québec, on repense parfois à l'époque du *Monde diplomatique* sous la gouverne de Claude Julien. Enflammé, dénonciateur, voire accusateur, quelquefois moralisateur, mais rarement ennuyeux, mis à part quelques redites, Edwy Plenel n'hésite pas à auto-encenser son Médiapart comme le ferait un père pour son bébé, mais il le fait au nom d'un double idéal journalistique et démocratique. Son livre instruira les journalistes mais surtout quiconque s'intéresse à l'information, sans que l'on doive pour autant adhérer à toutes ses prises de position. Car Edwy Plenel n'a rien d'un maître-à-penser, ni d'un gourou.

Yves Laberge



Face à l'Anthropocène *Le capitalisme fossile* *et la crise du système terrestre*

IAN ANGUS

Préface d'Éric Pineault, traduit
de l'anglais par Nicolas Calvé
Montréal, Écosociété, 2018, 286 p.

Dans ce livre, Ian Angus, rédacteur en chef de la revue en ligne *Climate and Capitalism*, établit une étroite connexion entre écologie et socialisme. Pour lui, les socialistes du XXI^e siècle se doivent d'intégrer la notion d'*Anthropocène* à leurs analyses et les scientifiques en environnement gagneraient à recourir au marxisme dans leur analyse de la société. Le livre se veut une amorce de discussion sur le sujet.

L'ouvrage comprend trois parties : la première traite des sciences environnementales et de la géologie, la deuxième, des sciences sociales et la troisième, de l'écosocialisme comme solution de rechange. J'ai préféré la première, bien qu'elle souffre de nombreuses répétitions. Angus y présente la notion d'*Anthropocène*, qui désigne la nouvelle ère géologique dans laquelle nous sommes, marquée par l'influence déterminante qu'exerce l'humain sur toute la terre et qui s'exprime notamment par l'extinction massive d'espèces ayant débuté au milieu du siècle dernier. Il note avec acuité que la responsabilité en incombe de loin aux sociétés riches de l'OCDE et qu'au sein même de ces sociétés, il faut aussi prendre en compte la disparité entre riches et pauvres en ce qui concerne cette responsabilité.

L'auteur développe aussi dans cette section la notion intéressante de « point de bascule », soit le seuil au-delà duquel la modification des systèmes terrestres entraîne inévitablement un bouleversement d'envergure à l'échelle planétaire. Il termine cette partie en expliquant que les changements climatiques ne sont pas d'abord un problème de changement de température moyenne, mais plutôt d'augmentation des écarts forçant une adaptation aux chaleurs extrêmes, donc à de plus nombreuses canicules. Celles de l'été 2018 semblent lui donner raison.

Dans la seconde partie du livre, Angus présente notamment ce qui est pour lui la loi du capitalisme : toujours plus de profit. Face à cette priorité, la protection de la planète et de l'humanité ne fait pas le poids. Citant l'économiste Paul Sweezy, il affirme : « L'entreprise capitaliste a toujours eu pour finalité la maximisation du profit, et non la satisfaction des besoins sociaux. » Si le capitalisme demeure hégémonique, prévient-il, « l'Anthropocène sera une époque sombre et barbare où une minorité imposera sa domination sans merci à une majorité qui éprouvera des souffrances sans nom » (p. 219).

Dans la troisième partie du volume, Angus propose l'écosocialisme démocratique comme voie de sortie. « Une transformation d'une telle ampleur est impossible sans contrôle collectif des moyens de production et sans planification démocratique de la production et des échanges » (p. 239). Pour soutenir la possibilité d'un tel bouleversement politique, il avance deux exemples : celui de la conversion à l'écosocialisme de Gus Speth, qui a travaillé longtemps à l'intérieur du système économique libéral comme conseiller principal en environnement sous les présidents Jimmy Carter et Bill Clinton. Puis le grand mouvement d'entraide formé à la suite de l'ouragan Sandy qui a frappé New York en 2012, qui aurait été impossible en temps normal à cause de la structure même de l'économie et de la société capitalistes. Il remarque avec à-propos : « comme l'a écrit l'intellectuel marxiste Frederic Jameson, on vit une époque où la plupart des gens trouvent plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme » (p. 249).

Bernard Hudon

13, un ludodrame sur Walter Benjamin

Réalisation : Carlos Ferrand
Production : Les films de l'autre
Québec, 2018, 78 min.

Il existe une vieille légende juive selon laquelle chaque génération compte 36 justes qui maintiennent le monde en vie. La légende raconte que si ces *Lamed Vovniks* (en yiddish) n'existaient pas, le monde serait détruit et périrait. Personne ne les connaît, eux-mêmes ignorent que c'est leur présence qui sauve le monde de sa perte. On raconte qu'en de très rares occasions l'un d'entre eux est découvert « par accident », mais que le secret de son identité ne doit pas être révélé. « Pour moi, soulignait le penseur judéo-allemand Siegfried Kracauer, la quête impossible de ces Justes cachés me paraît l'une des plus excitantes aventures que puisse tenter l'histoire. »

Dans son tout dernier long métrage documentaire, *13, un ludodrame sur Walter Benjamin*, le réalisateur Carlos Ferrand (*Americano*, 2007) reprend en quelque sorte à son compte cette démarche et se lance sur les traces du philosophe et essayiste Walter Benjamin (1882-1940), assurément un des 36 justes de la première moitié du XX^e siècle. Le film navigue entre Moscou et Paris, les archives et les musées de jouets, suggérant une narration par séquences d'animation et quelques arrêts sur image. En 13 tableaux, il accomplit en partie ce que Benjamin et Kracauer jugeaient le plus difficile pour l'art de la critique : braver la haie d'épines que nous transmet l'histoire pour éveiller chez le public un intérêt non pas tant pour l'homme que pour son monde. Se situant à distance du documentaire biographique ou anecdotique, la proposition de Ferrand fait le pari de s'inscrire dans cette tradition du travail critique. À travers l'expression cinématographique, le réalisateur fait en effet don total au public de l'univers et de l'œuvre de Benjamin.

À l'instar de cette dernière, le documentaire est construit de manière frag-

mentaire. Le véritable tour de force du réalisateur se trouve pourtant ailleurs, dans la profondeur de l'unité de la forme et du fond qui dépasse de loin ce travail de mimésis. Il arrache en effet l'œuvre de Benjamin à la fausse paix que procure la « chasteté de l'histoire » et sa complaisance béate qui réduit l'œuvre au récit fidèle des faits de l'époque qui l'a vue naître. « Ce qu'on a de plus important à dire, soulignait Benjamin, on ne le proclame pas toujours à haute voix et même en silence, on ne le confie pas toujours au plus intime, au plus proche confident ou à celui qui, avec le plus de dévouement, se tient prêt à accueillir l'aveu. » À la manière de Benjamin, Ferrand se tient ainsi près de ce qui demeure incommunicable. Il nous fait voyager dans les coulisses de l'histoire saturée de tensions et rend perceptible ce qu'elle a toujours d'inaccompli, de douloureux, d'imparfait.

Les 13 tableaux d'animation mis en scène dans ce *Ludodrame* fonctionnent comme autant d'arrêts sur image, autant de réceptacles de gestes perdus, d'objets négligés, de « déchets de l'histoire » et d'espoirs occultés. Ils redonnent ainsi cette grande part de dignité qui revient à chaque expérience, chaque acte d'humanité. Le réalisateur embrasse par tous ces petits gestes et l'amour des menus détails, l'art du critique tel que le concevait Benjamin. Par ce jeu, Ferrand fait la sourde oreille à toutes les mises en garde concernant les conditions d'accès aux œuvres du passé. Le film libère en effet l'œuvre de Benjamin de son contexte de production et de son interprétation savante. Il la soustrait ainsi au conformisme qui est toujours sur le

point de la subjugué et restitue ce que le penseur appelait sa *teneur en vérité*. Ferrand s'écarte ainsi autant que possible de ce mouvement de la transmission qui amoncelle ruines sur ruines pour constituer un faste et lugubre butin de biens culturels qui n'interpelle plus rien ni personne.

En effet, il s'agit plutôt de purifier, de déblayer, de faire de la place. En d'autres mots, d'arracher à l'œuvre quelque chose qui soit capable de venir renouveler le monde, un peu comme s'il en sortait par effraction une flamme allumée naguère et la nourrissait maintenant d'un combustible nouveau. L'œuvre de Benjamin n'y fait office ni d'autorité, ni de vestige.

« La vérité, disait Benjamin, n'est pas le dévoilement qui anéantit le mystère, mais la révélation qui lui rend justice. » Libérée de son carcan livresque le temps d'un long métrage documentaire, l'œuvre du penseur marxiste peu orthodoxe apparaît dans toute sa force intempes-tive. Rédimée, elle (re)devient pour tous et toutes, l'instant du film, à la fois produit passé et produit de l'avenir. Si « certains transmettent les choses en les rendant intangibles et en les conservant, disait encore Benjamin, d'autres transmettent les situations en les rendant maniables et les liquidant ». Une pratique qui caractérise la proposition de Ferrand et celle de tous ces amants des tableaux symptomatiques, des images dialectiques, des sons et des consonances qui immobilisent momentanément le temps et le paysage pour libérer les forces prisonnières de l'histoire, cette grande « putain "Il était une fois" »...

Jade Bourdages



La vie des livres

Marc Chabot



Depuis environ cinq ans, je fais du bénévolat dans une librairie de la basse-ville de Québec. Il s'agit de la Bouquinerie Nouvelle-Chance. Bien des livres méritent plusieurs vies. Bien des livres méritent d'être lus plusieurs fois. Des dizaines, des centaines de fois.

Chaque semaine, nous recevons entre 100 et 150 boîtes de livres. Des dons. Les gens donnent parce qu'ils veulent que leurs livres poursuivent leur vie ailleurs, dans d'autres mains, dans d'autres quartiers. De plus, les gens savent que nous ne faisons pas de profit. Nous sommes un organisme sans but lucratif.

J'élague. Chaque jour, j'élague. Il y a de tout. Un joyeux mélange des écritures de nos sociétés. Romans, recueils de poésie, essais, encyclopédies, livres pratiques, livres d'art. Nous vendons et nous redistribuons dans la communauté. Certains manuels scolaires prendront la route d'Haïti; des romans, que nous avons en trop grande quantité, iront à des hôpitaux, pour les patients et les patientes. Des livres de poésie sont offerts au *Sentier poétique* de Saint-Venant-de-Paquette, dans ce coin des Appalaches de Richard Séguin, où les mots des poètes sont choyés. Bref, nous vendons des livres et nous aimons les livres. Nous sommes une vingtaine de personnes pour maintenir en ordre cette entreprise d'économie sociale.

* * *

« Nous lisons par égoïsme, mais nous arrivons sans l'avoir voulu à un résultat altruiste! »

Un lecteur est un être qui cherche du bonheur. Ce peut être la joie de vivre quelques jours avec l'inspecteur Wallander de Henning Mankell, cette joie de se laisser bercer par la prose de Pascal Quignard, ou encore celle de lire le *Journal* de Marie Uguay. Ces bonheurs

sont multiples. Je connais un ami qui s'amuse depuis quelques semaines parce qu'il a retrouvé le manuel de chimie de sa jeunesse. Les livres sont des objets de bonheur, qu'il s'agisse de la biographie d'Etty Hillesum ou de *La Bible des soupes*.

Lorsque je lis, j'ai besoin d'un espace à moi. Un coin, une cachette. Offrir un livre, c'est permettre à un individu d'aborder le monde autrement. Lire, c'est toujours procéder à une mise en retrait de l'être. Je remercie mes parents de m'avoir appris les bienfaits de cette solitude.

Quand j'enseignais, je disais à mes élèves: n'oubliez jamais qu'un livre, c'est un homme ou une femme qui tente de vous dire quelque chose. Il se peut que ce propos ne vous intéresse pas, mais cet homme ou cette femme s'adresse à vous. C'est une voix qui peut venir d'un autre siècle. C'est la rencontre de deux solitudes. Le langage n'a pas qu'une fonction utilitaire.

La semaine dernière, j'ai rencontré Maupassant dans sa belle nouvelle *L'inutile beauté*², puis j'ai passé deux soirées avec Eduardo Mendoza dans sa nouvelle *La baleine*³. La littérature peut avoir cet avantage majeur d'être sans âge. Il faut apprendre à vivre dans tous les siècles et le meilleur moyen, c'est la lecture.

* * *

Je retourne à la librairie. J'y passerai l'après-midi. Nous venons de recevoir des dons. La culture, c'est d'abord cette ouverture sur le tout du monde. La culture, c'est apprendre à devenir humain. L'affirmation peut sembler aller de soi; je n'en suis pas convaincu. On force les choses quand on réduit la culture à une industrie, à une autre manière de consommer. On oublie l'essentiel et on compte ses piastres. Mon bénévolat, je l'exerce pour la littérature, toutes les littératures. C'est une longue

et grande histoire d'amour. Les livres ont sauvé mon adolescence. J'ai été pensionnaire pendant des années. Il n'y avait qu'une manière de s'éloigner de ce monde, de la surveillance, de l'uniformité religieuse, des cours aspergés à l'eau bénite: on se rendait à la bibliothèque et on en sortait avec quelques écrits venus d'ailleurs. Je me souviens très bien d'avoir lu *Soliloque en hommage à une femme* de l'écrivain oublié Adrien Thério. Un discours amoureux. Ce roman a laissé des traces en moi. Puis, cela faisait du bien de lire un roman dans lequel un homme aimait une femme. Je vivais dans un pensionnat dans lequel il n'y avait aucune femme.

Un livre peut nous sauver de la tristesse, de l'impossible humanité, de la solitude. Les raisons qui nous font aimer un livre sont si différentes d'une personne à l'autre. On devrait s'en soucier. Il y a même des livres qui laissent en nous un bon souvenir et qu'il est préférable de ne pas rouvrir parce qu'on sera dans l'obligation d'admettre que c'est beaucoup de soi qu'on avait lu dans le livre d'un autre. Il y a toujours une part de nous dans les livres des autres; il y a toujours quelqu'un qui veut exister et qui mène un combat pour y arriver. C'est parfois une victoire, mais c'est souvent un échec aussi.

« Un livre fermé, ça existe, mais ça ne vit pas », écrit Charles Dantzig. J'ai toujours autour de moi plusieurs livres qui ne sont pas terminés. Des romans, des essais, des journaux d'écrivains, des correspondances. Ils sont là pour m'aider à vivre. Ils sont là pour me rappeler que le bonheur est quelque part dans leurs pages. Tant pis pour le monde réel. Il peut attendre. ☺

1. Charles Dantzig, *Pourquoi lire?*, Paris, Grasset, 2010, p. 35.

2. Guy de Maupassant, *L'inutile beauté et autres nouvelles*, Paris, Gallimard, 2008.

3. E. Mendoza, *Trois vies de saints*, Paris, Seuil, 2014.



LE JOURNALISTE KARL RETTINO-PARAZELLI

PHOTO : JACQUES NADEAU, LE DEVOIR

Fou d'info ?

Recevez gratuitement l'édition papier du samedi pendant 4 semaines. [LeDevoir.com/samedigratuit](https://ledevoir.com/samedigratuit)

LEDEVOIR



L'ÉTAT DU QUÉBEC 2019

En librairie dès maintenant!

Pour sa 23^e édition, *L'état du Québec* revient en force avec 20 thèmes clés pour comprendre les enjeux actuels et pour participer de manière éclairée aux débats à venir.

L'état du Québec est une publication de l'Institut du Nouveau Monde, un organisme non partisan dont la mission est d'accroître la participation des citoyens à la vie démocratique.

24,95 \$

inm.qc.ca/edq2019

